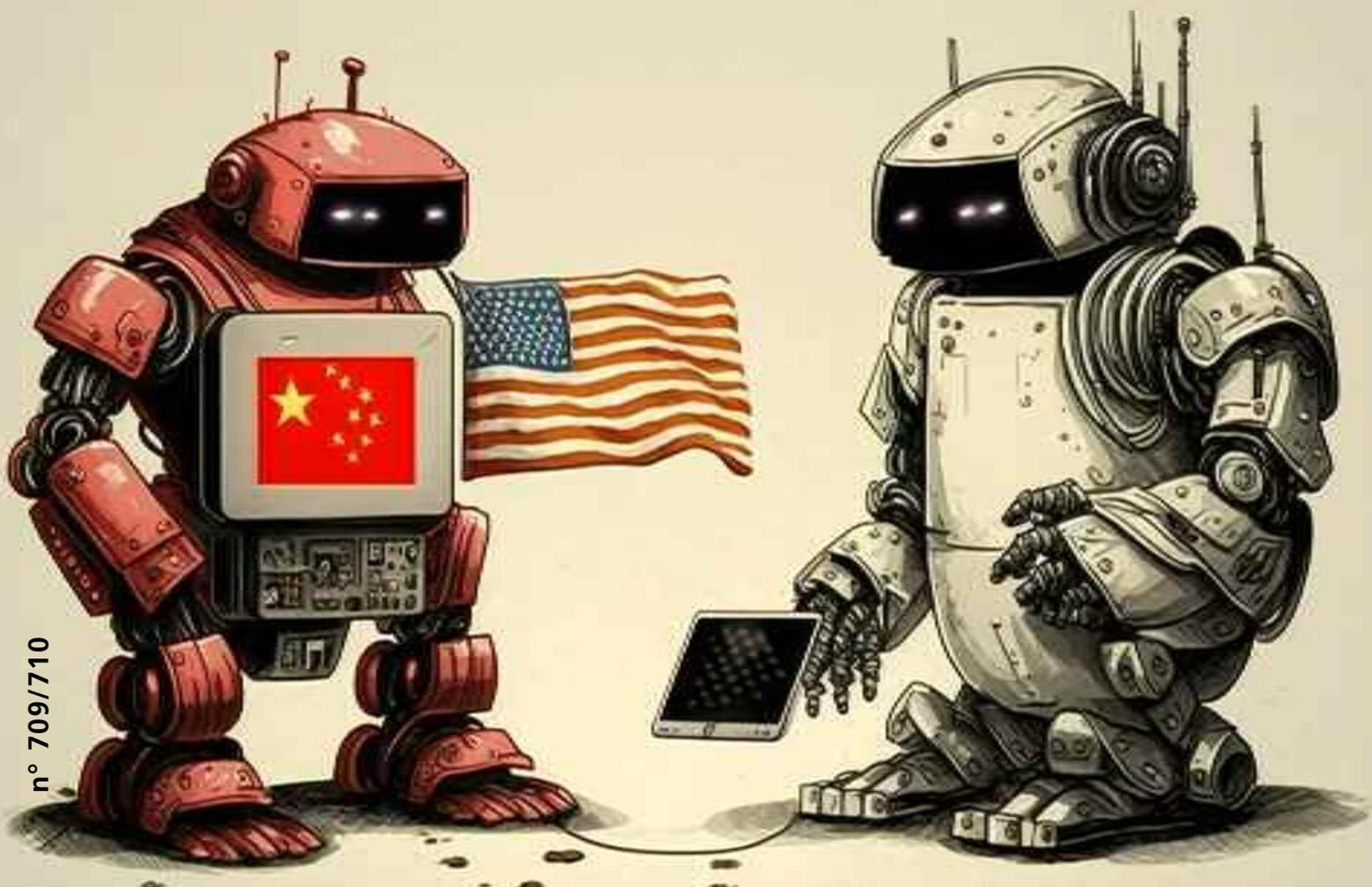


inprecor

● correspondance de presse internationale

inprecor



n° 709/710

juin-juillet 2023

7,50 € / 11 CHF

ÉTATS-UNIS – CHINE : GUERRE DES MICROPROCESSEURS

- MILITANTISME OUVRIER EN CHINE : LA FIN D'UNE ÉPOQUE ●
- RUSSIE : APRÈS LE COUP D'ÉTAT DE PROGOJINE ●

HUGO BLANCO 1934-2023

¡PRESENTE!

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, **MERCI !**



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

juin-juillet 2023 n° 709/710

Stratégie

Révolte et réaction : Leçons des luttes au Soudan, en Syrie et en Palestine Shiren Akram-Boshar 3

Lectures

N. DAMIANOVICH, T. PSARADELLIS, *Dedans et dehors* Michael Löwy 6

S.M. CHARLEMAGNE, *La petite ouvrière métisse* Didier Epszajn 6

États-Unis / Chine

Face aux tensions, résister et construire une solidarité internationale Ashley Smith 7

Guerre des microprocesseurs Ashley Smith 12

Chine

Fin d'une époque : militantisme ouvrier au début du XXI^e siècle revue *Chuāng* et Wen 15

Russie

Partout c'est du Wagner ou comment Poutine a démantelé l'État Ilya Matveyev 26

Coup d'État de Prigojine et après ? Ilya Boudraitskis 29

Les Nôtres

Adolfo Gilly 1928-2023 Michael Löwy et Eleni Varikas 31

Ukraine & Écocide

Après l'inondation, le désert – Destruction du barrage hydroélectrique : un impact sans précédent sur l'environnement Alena Dergacheva 32

Les Nôtres : Hugo Blanco

• *Lettre de prison aux organisations et personnalités solidaires, (11 mars 1967)* Hugo Blanco 36

• *Hugo Blanco (1934-2023) : Indien universel, ¡PRESENTE!* Michael Löwy 37

• *Lutte indigène : En défense de la Terre Mère et de son organisation collectiviste* Hugo Blanco 40

• « C'est la communauté qui décide, pas l'individu » entretien avec Hugo Blanco (*Revista Movimento*) 45

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à **inprecor** sur internet :
www.la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

Pour que **inprecor puisse continuer
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Révolte et réaction

Leçons des luttes au Soudan, en Syrie et en Palestine

Par
Shireen Akram-Boshar*

Nous vivons une ère de révolte mondiale et de soulèvements de masse. Depuis le lendemain de la crise économique de 2008, nous avons assisté à une incroyable augmentation des révoltes et des révolutions à l'échelle mondiale. Selon les recherches de Mark Beissinger, citées dans *Revolutionary Rehearsals in the Neoliberal Age*, entre 1900 et 2014, il y a eu au moins 345 « épisodes révolutionnaires ». De 1900 à 1950, il y en a eu en moyenne 2,4 par an, puis 2,8 par an de 1950 à 1984, et plus de 4 par an de 1985 à 2014. Mais le nombre de révoltes a explosé après 2008 (1). Comme l'écrit Jamie Allinson dans *The Age of Counter-Revolution*, « Les années 2010 ont été marquées par une vague de protestation sans précédent depuis celle déclenchée par la révolution russe de 1917. Dans le monde entier les manifestations antigouvernementales ont augmenté de 11,5 % d'une année sur l'autre au cours des années 2010 » (2).

Cette poussée massive doit être comprise en grande partie comme une réponse à des décennies d'austérité néolibérale, qui ont considérablement accru les pressions sur la classe ouvrière mondiale, en supprimant les prestations sociales, en privatisant et en mettant davantage à la charge des individus les tâches de reproduction sociale, en transférant les richesses à une élite de plus en plus restreinte et riche, tout en augmentant les mesures autoritaires et antidémocratiques pour faire respecter ce niveau accru d'inégalité. Les épreuves de plus en plus nombreuses et l'absence d'alternatives politiques ont poussé des masses de gens à descendre dans les rues et à se révolter.

Mais il est devenu de plus en plus clair que nous nous trouvons également dans une période de réaction. Nous avons assisté à un schéma de révoltes et de soulèvements radicaux suivis d'une répression massive et d'une réaction brutale.



Nous devons non seulement nous attendre à ce que des soulèvements et des révoltes continuent d'émerger, mais aussi à des allers-retours plus intenses entre des révoltes porteuses d'un avenir libérateur et une contre-révolution, une répression brutale, couplée à des interventions impérialistes travaillant de concert pour écraser les soulèvements progressistes.

Les années et les décennies à venir continueront à voir des cycles plus durs et plus intenses comme ceux-ci, jusqu'à ce que nos soulèvements soient capables de sortir de l'impasse en construisant dans nos mouvements une direction, en bâtissant des réseaux de solidarité qui peuvent faire pression sur les États pour les empêcher de mener des interventions militaires contre-révolutionnaires et en tirant les leçons des révoltes antérieures au cours de la dernière période afin d'éviter leurs erreurs. Pour ce faire, il convient tout d'abord d'accorder une attention toute particulière aux révoltes de la dernière décennie.

Il y a d'autres cas à traiter, notamment aux États-Unis où le soulèvement de Black Lives Matter en 2020 – les plus grandes manifestations de masse multiraciales de l'histoire du pays – a été suivi d'un retour de bâton : renforcement de la droite, attaques contre les personnes transgenres,

annulation de l'acte *Roe v. Wade* [autorisant l'avortement] etc. Mais ce schéma est encore plus évident dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui se trouve au cœur d'une longue lutte révolutionnaire entamée en 2011.

Moyen-Orient et Afrique du Nord – un foyer de révoltes

Étant donné que ce modèle cyclique de révolte et de réaction est le plus aigu au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – où les révoltes des années 2010 ont commencé avec les révolutions du « printemps arabe », se poursuivent dans un processus révolutionnaire prolongé et où les interventions impérialistes contribuent au processus contre-révolutionnaire – je me concentrerai ici sur cette région.

En décembre 2010, un vendeur ambulancier tunisien s'est immolé par le feu pour protester contre le harcèlement policier et

* Shireen Akram-Boshar, militante socialiste à Boston, est membre du comité éditorial de la revue étatsunienne *Spectre*. Cet article a d'abord été publié par *Spectre* le 20 juin 2022 : <https://spectrejournal.com/revolt-and-reaction/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Colin Barkern Gareth Dale, Neil Davidson (ed.), *Revolutionary Rehearsals in the Neoliberal Age*, Haymarket Books, Chicago 2021, p. 14.

2. Jamie Allinson, *The Age of Counter-Revolution*, Cambridge University Press, Cambridge 2022, p. 3.

Stratégie

les difficultés à vendre ses marchandises. Son geste a déclenché la révolution tunisienne, qui s'est ensuite propagée à l'Égypte, à la Libye, au Yémen, à Bahreïn et à la Syrie, suivie de vagues de protestations massives dans toute la région et d'échos dans le monde entier. Ces révoltes ont été provoquées par la réalité invivable du néolibéralisme, la dureté des régimes autoritaires et un système régional façonné par l'impérialisme – y compris (mais pas seulement !) l'impérialisme étatsunien.

Les révolutions qui ont débuté en 2011 dans la région ont connu deux années de montée, avec des millions de personnes de la classe ouvrière descendant dans les rues, occupant les places et renversant des dictateurs soutenus par l'impérialisme comme Ben Ali et Moubarak, et créant une situation de quasi-double pouvoir en Syrie dans les zones contrôlées par les rebelles. Mais ces révolutions n'ont pas réussi – ni même visé – à s'emparer du pouvoir de l'État. Il s'agit d'un problème commun à l'ensemble du monde au cours des dernières décennies – pas seulement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord où l'horizontalisme et l'absence de direction sont privilégiés, ce qui expose les soulèvements à un plus grand risque de défaite. Cela s'explique en grande partie par le fait que le néolibéralisme lui-même a désintégré la classe ouvrière quant à sa capacité à prendre le pouvoir, sa conscience et ses idées sur la manière de le faire.

Il est important de noter que cela ne signifie pas que les soulèvements ne méritent pas d'être soutenus, de faire l'objet d'une solidarité, d'une étude approfondie et d'une camaraderie avec les forces progressistes qui les composent. Ces leçons politiques sont nécessaires. La direction politique, la prise de contrôle de l'État et la solidarité internationale sont essentielles car en leur absence les régimes de la région se sont regroupés en 2013 et ont réagi par une sévère répression contre-révolutionnaire. Par le biais de massacres et de coups d'État, d'emprisonnements massifs, du sectarisme qui divise pour mieux régner et d'interventions militaires par des régimes régionaux et internationaux aidant les classes dirigeantes, les forces de la réaction ont été en mesure d'écraser les soulèvements progressistes.

Ce n'était que le premier cycle des révoltes explosives suivies de la répression et de la réaction. Mais même ce niveau effroyable de la répression n'a que temporairement arrêté ces révolutions de longue durée. Les facteurs politiques et économiques à l'origine de la première

vague n'ont pas été résolus, si bien que, peut-être inévitablement, une deuxième vague a éclaté fin 2018, d'abord au Soudan et en Algérie, puis au Liban et en Irak. Chacune de ces vagues a ravivé une partie de l'espoir de 2011. Au Soudan et en Algérie, les soulèvements ont renversé les dictateurs pour la première fois depuis 2011. En Irak, le soulèvement a exigé un système de gouvernement civil plutôt que sectaire et la fin de l'ingérence de l'Iran dans le pays, tout en réclamant la fourniture d'électricité, de l'eau et des emplois. Au Liban, le soulèvement a également exigé la fin du système sectaire et a rejeté la responsabilité de la crise économique sur la classe dirigeante. Cette fois-ci, le slogan clé de tous ces soulèvements était « *Tous dehors signifie tous* », refusant de se limiter au renversement d'une figure de proue du régime. Ils ont tiré la leçon des révolutions de 2011, qui ont montré que le changement au sommet ne suffisait pas. En même temps, en dehors de la région, nous avons assisté à des révoltes au Chili, en Inde, à Hong Kong, en Iran, en France, à la rébellion de Black Lives Matter aux États-Unis et, plus récemment, en Iran.

Soudan, Syrie et Palestine – les cas les plus pertinents

La révolte au Soudan est un exemple clair, d'une part, d'une lutte libératrice explosive mais aussi d'une réaction et d'une terrible contre-révolution, cette dernière ayant été mise en évidence de manière aiguë au cours des derniers mois. La révolution soudanaise a d'abord réussi à dépasser les limites des révolutions de 2011, car des millions de Soudanais·es ont refusé de rentrer chez eux après que le régime a écarté la figure de proue de la dictature.

Le mouvement soudanais a eu un fort caractère révolutionnaire en raison de l'histoire des révolutions du Soudan et de la tradition préservée de la gauche et du communisme. Cette relative maturité politique a permis à la direction de la révolution de passer de l'Association des professionnels soudanais, un collectif d'organisations des classes moyennes, à des comités de résistance de quartier plus radicaux. Avec le slogan « *pas de négociation, pas de partenariat, pas de compromis* » ils ont maintenu la clarté sur le rôle de l'armée et ont refusé d'accepter des concessions de sa part. Fait essentiel : ils ont également refusé que des forces extérieures interviennent.

Néanmoins, après un massacre brutal

perpétré par les Forces de soutien rapide (RSF) en 2019, la phase révolutionnaire initiale au Soudan a pris fin et des négociations contre-révolutionnaires – dénoncées par les comités de résistance mais pas par les forces libérales et de la classe moyenne – ont abouti à un accord de partage du pouvoir et à un gouvernement mixte civil-militaire, qui a presque inévitablement conduit au coup d'État militaire de 2021. Il y a un peu plus de deux mois, les tensions entre les deux milices – les Forces armées soudanaises (SAF) et les RSF – ont dégénéré en guerre totale, les SAF bombardant les bases des RSF à Khartoum et les RSF s'emparant des maisons, chacune étant soutenue par des États régionaux et internationaux désireux d'intervenir pour leur propre compte, des États du Golfe à l'Égypte en passant par l'UE.

Les comités de résistance de quartier étaient en train d'élaborer une charte nationale lorsque la guerre a éclaté et que, soudain, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées, des centaines d'autres tuées et la révolution a été gravement compromise. Cela montre qu'une situation prolongée de double pouvoir ne peut être maintenue, car elle ouvre la porte à la contre-révolution et à la répression brutale. C'est un rappel que les militaires et les milices doivent être écartés du pouvoir, démantelés et qu'une force alternative de gauche doit prendre le pouvoir. Bien que cela soit plus facile à dire qu'à faire, la leçon est claire : sans cela, la contre-révolution est inévitable. Néanmoins, au Soudan, il y a eu beaucoup plus d'expériences de formes et de tactiques révolutionnaires qui devraient être étudiées de plus près. Malheureusement, la gauche occidentale a pratiquement ignoré le mouvement révolutionnaire soudanais, qui a été jusqu'à présent la plus forte et la plus avancée des luttes révolutionnaires. Elle subit aujourd'hui l'une des défaites les plus brutales.

La Syrie est également un exemple clé. La lutte dans ce pays est peut-être allée le plus loin parmi les révolutions de 2011, avant d'être confrontée à une défaite écrasante et brutale. En 2011, les Syriens ont rejoint les révolutions qui émergeaient et, face à une répression sévère, ont approfondi leur révolution, libérant finalement des régions entières et tentant de réorganiser la société indépendamment du régime. Mais alors que le Soudan a été largement ignoré par la gauche occidentale, la Syrie l'a laissée de marbre, car elle ne rentrait pas dans son cadre dépassé de l'impérialisme bipolaire.



Tout comme l'Ukraine aujourd'hui, la Syrie devrait nous rappeler que nous ne pouvons pas nous fier à des analyses dépassées de l'impérialisme qui supposent que l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Elle indique que la rivalité inter-impériale s'accroît, au lieu de diminuer. Pour écraser le soulèvement syrien, la Russie et l'Iran sont intervenus du côté du régime, tandis que la Turquie et les États du Golfe sont intervenus ostensiblement dans l'opposition, tout en travaillant à la mise à l'écart des éléments progressistes et à la transformation de la lutte en une guerre sectaire, interminable et hideuse. La résistance au régime d'Assad et aux interventions militaires de la Russie et de l'Iran est restée largement présente jusqu'en 2018 environ, lorsque la brutalité du siège et des bombardements a largement éclipsé les possibilités de continuer à s'organiser.

Une autre faiblesse de la révolution syrienne c'est que les niveaux d'organisation étaient bas après des décennies sous un État policier sévère et que l'organisation locale inspirée du modèle anarchiste a été priorisée par rapport à un modèle à plus grande échelle, laissant ainsi les villes et les villages rebelles encore plus vulnérables à la décimation. La Syrie est l'une des tragédies du XXI^e siècle et un dangereux avertissement : tant que la gauche n'apprendra pas à apporter sa solidarité à ceux qui résistent à l'impérialisme, même s'il ne s'agit pas principalement de l'impérialisme américain, il y aura d'autres mini-Syries, tandis que la gauche restera dissociée des mouvements auxquels elle doit être liée.

Bien qu'elle ne fasse pas techniquement partie des révolutions de 2011 dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique

du Nord, la Palestine occupe une place centrale dans la région en raison de la lutte qu'elle mène depuis plus de 75 ans contre le colonialisme et l'impérialisme, ce qui en fait un symbole de l'oppression et une étincelle historique pour les révoltes dans l'ensemble de la région. Les dynamiques plus récentes de volatilité, de polarisation, de révolte et de réaction y sont également présentes.

Il y a deux ans, les jeunes Palestiniens qui se mobilisaient contre le nettoyage ethnique israélien à Jérusalem, en particulier pour défendre la mosquée Al-Aqsa, ont transformé leur mobilisation en une révolte qui a pris le nom d'Intifada de l'unité. Pour la première fois depuis des décennies, les Palestiniens se sont unis dans un soulèvement contre la fragmentation israélienne, de la Cisjordanie à Gaza en passant par les Palestiniens à l'intérieur d'Israël proprement dit. Ils ont généralisé un nouveau cadre de libération, un vocabulaire et une conscience contre le colonialisme de peuplement israélien. L'Intifada de l'unité était un refus du régime israélien qui a fragmenté et divisé les Palestiniens. Elle a été largement propulsée par l'organisation de la jeunesse et non par les factions politiques palestiniennes.

En fait, dans le cadre de cette lutte contre le nettoyage ethnique israélien a émergé une lutte contre l'Autorité palestinienne – un organisme créé sous le couvert de la construction de l'État pour jouer le rôle de gendarme des Palestiniens tout en soutenant le néolibéralisme en Cisjordanie en particulier. Grâce à cette lutte plus large, la conscience et l'activité politiques palestiniennes se sont aiguisées, alors même que les attaques du

colonisateur et de sa population coloniale de droite deviennent plus dures.

L'Intifada de l'unité a été suivie d'une brutalité croissante de la part d'Israël, sous la forme de bombardements à Gaza, d'assassinats de journalistes, d'arrestations massives, de couvre-feux et d'assassinats ciblés dans les villes palestiniennes, d'attaques à travers la Cisjordanie équivalentes à une guerre au ralenti, ainsi que de la dérive vers la droite de la politique israélienne, qui amène désormais des dirigeants d'extrême droite comme Ben Gvir au premier rang. Pendant ce temps, au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs, la gauche libérale – qu'il s'agisse du Parti travailliste au Royaume-Uni ou des Socialistes démocratiques d'Amérique aux États-Unis – a clairement fait savoir que la solidarité avec la Palestine non seulement n'était plus une priorité, mais qu'elle serait activement réprimée.

Cette dynamique générale tout comme ces cas particuliers soulignent tous la nécessité d'une gauche qui prenne au sérieux les révoltes qui émergent dans le monde, même si la majorité d'entre elles ne seront pas aussi sophistiquées que celle du Soudan en raison de l'héritage du néolibéralisme et de décennies de défaites. Une gauche capable d'étudier les révoltes, d'en tirer des leçons et de les guider grâce aux enseignements tirés des vagues précédentes est plus que nécessaire, d'autant plus que nous entrons dans une ère de volatilité économique accrue, de changement climatique et de rivalités inter-impériales et régionales. Ni les régimes en place, ni les réactions aux soulèvements n'ont la capacité politique de modifier fondamentalement les dynamiques sous-jacentes qui conduisent à ces opportunités de plus en plus radicales.

C'est pourquoi la gauche ne peut plus se contenter de cadres superficiels qui n'analysent pas les dynamiques sur le terrain ou qui ignorent le rôle des États intervenants. Nous avons au contraire besoin de mouvements **dynamiques** capables de s'engager avec les militants et les révolutionnaires en lutte dans le monde entier, d'organiser des manifestations de masse et des forums en leur nom dans tous les pays et de leur apporter solidarité et attention même si ces rébellions n'épousent pas une politique parfaite ou ne correspondent pas à nos idées préconçues. Si nous ne le faisons pas, nous laissons la porte de plus en plus ouverte aux forces de la réaction – comme nous l'avons vu. ■

Une histoire militante

Ce livre raconte les histoires émouvantes de Théologos Psaradellis – Théo pour les amis – militant trotskiste, homme d'action plutôt qu'idéologue, qui fut un combattant exemplaire contre la dictature des colonels grecs (1967-74), et de sa compagne Nadia Damianovich. La première est un récit, écrit en prison en 2002 par Théo, sur ses années de lutte jusqu'en 1973. Deux fois emprisonné, deux fois évadé, il n'a cessé de se battre contre la Junte des colonels. Arrêté une première fois en 1969 – pour avoir subtilisé une charge de dynamite en vue de futures actions – il fut torturé par l'atroce méthode de la « *falanga* » (coups répétés sur la plante des pieds) et ensuite enfermé en isolement. Avec patience et obstination – non sans rappeler le héros du célèbre film de Bresson, Un condamné à mort s'est évadé – il avait réussi, à l'aide d'une cuillère, à démonter la serrure et, profitant d'un moment d'inattention des gardes, il avait pris la clé des champs.

Après une aventureuse expédition en mer sur un bateau à rames, Théo arrive en Turquie et, après un bref séjour dans ce pays, il tente de se réfugier en Bulgarie. Il fut cependant incarcéré par les autorités bulgares – c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne – qui, sans états d'âme, ont livré ce dangereux trotskiste aux policiers grecs... Lors de son procès en Grèce, le juge militaire a ironisé sur les « *frères communistes bulgares* » qui l'ont trahi, s'attirant cette réponse cinglante de Psaradellis : « *Il reviendra au peuple bulgare de juger ses dirigeants. Je ne vous reconnais pas le droit de vous ériger en arbitre de nos différends idéologiques* ». Condamné par les tribunaux de la junte, incarcéré, Théo profite d'un séjour à l'hôpital pour s'évader une deuxième fois ! Après avoir traversé les Balkans (en évitant la Bulgarie...) et l'Italie – ou il rend visite à Livio Maitan – il s'exilera en France au début des années 1970. Logé d'abord chez Simone Signoret (!), il recevra l'asile politique grâce au parrainage de Costa-Gavras et Jacques Perrin.

C'est le récit de Nadia qui prend la suite. D'origine yougoslave et grecque (par sa grand-mère paternelle) elle grandira en France. Suite à Mai 68 elle se rapproche de la Ligue Communiste, où elle deviendra amie de Catherine Samary et Hubert Krivine. C'est à Paris qu'elle rencontre le militant grec Psaradellis,

qu'elle épousera en 1974, peu avant leur retour en Grèce après la chute du régime militaire. Elle participe à divers groupes trotskistes à Athènes et surtout, avec Eleni Varikas et Costoula Sklavenitis, au mouvement féministe grec. Cependant, à partir de 1989 elle a, selon ses mots, « *quitté le navire marxiste en douceur* ».

En 2002 Théo Psaradellis est arrêté et accusé d'être un membre du groupe terroriste grec « *17 Novembre* ». Cette organisation jouissait au début d'une certaine popularité pour avoir, en 1976, exécuté Evagéllos Mallios, un ancien tortionnaire de la Junte. Cependant, au cours des années suivantes, c'est une série interminable d'assassinats qui va suivre : diplomates, armateurs, industriels, le gouverneur de la Banque de Grèce, journalistes. Nadia est dégoûtée, surtout après le meurtre en 1989 de Pavlos Bakoyannis, un député du Parti Nouvelle Démocratie (droite), qui avait été un opposant à la Junte.

Théo nie avoir été membre du 17 Novembre mais reconnaît avoir pris part à un hold-up à la Banque Nationale de Grèce en 1983 – action déjà prescrite en 2002 – dans le but de financer une édition des œuvres complètes de Pantelis Pouliopoulos, le fondateur du trotskisme grec (fusillé par les occupants en 1943)...

Nadia a immédiatement pris en main la défense de son compagnon, en engageant des avocats et en réunissant les preuves de son innocence – malgré ses doutes sur les relations (marginales) de Theo avec le 17 Novembre. Plusieurs militant·es connus de la IV^e Internationale viendront témoigner à son jugement – Alain Krivine, Catherine Samary, Eleni Varikas et l'auteur de cette recension, entre autres – en expliquant que son engagement trotskiste était incompatible avec les méthodes terroristes du 17 Novembre. Certes, pour un marxiste, comme l'affirmait Bertolt Brecht, « *voler une banque n'est rien en comparaison avec la fondation d'une banque* ». Mais le meurtre d'adversaires politiques ne fait pas partie de l'arsenal militant de la IV^e Internationale. En conversation avec Nadia, les amis français de Théo ont expliqué qu'on ne « *laisse pas un camarade entre les mains de l'ennemi, quelle que soit l'erreur qu'il ait pu commettre* ». Selon Nadia, les juges du tribunal n'ont pas compris grand-chose aux arguments politiques de ces témoins, mais ont été impressionnés par leur renommée et culture. Parmi les témoins figurait aussi l'écrivain

Gilles Perrault, mobilisé par Hubert Krivine. Après 17 mois de prison Théo sera innocenté et libéré en décembre 2003. Très diminué par un AVC en 2004, il décédera en 2021.

Ce livre, publié en français et en grec, permettra aux nouvelles générations de connaître, grâce au témoignage de sa compagne Nadia, l'histoire de Théo Psaradellis, un être humain chaleureux et combatif, un ouvrier révolutionnaire fidèle à ses idées.

Michael Löwy

* Nadia Damianovich, Théologos Psaradellis, *Dedans et dehors. Résistance, routine et Organisation 17 Novembre*, Athènes, Éditions Ocelotos, 2022, 152 p., 10,00 €

J'ai honte d'avoir eu honte de moi

« *De toute la quincaillerie de cette civilisation, Sandrine a fait du petit bois, pour notre plus grande joie* » (Serge Quadruppani dans sa préface).

Errance personnelle dans et par un texte.

Pays connu seulement par des images, pays étranger, « *ô lumière blanche d'Algérie* », histoire personnelle de territoires, mémoire...

Rire, éclats de rire, rires de femmes, « *Lancez-vous dans la lumière sortie de son écran* », refus des enfermements, « *Ne rasez les murs d'aucune citée* », seins dressés sous les chemisiers, cheveux détachés, hurras victorieux...

« *Me vider de ton sang*

Le tien, qu'il me faut pourtant

reconnaître

Et que des hommes me battent à

mort

Qu'ils prennent eux, ce sang

Qu'ils le sucent, oui... »

Ce qui est « *Haram* » et pourtant au cœur de l'humanité, la connivence des amoureux/amoureuses, le repos sur la cuisse de « *sa douce aimée* », les caresses discrètes en public... sans oublier les rappels à l'ordre et l'honneur pourri des hommes !

« *Tu connais des parfums*

Tu connais des couleurs

Tu connais des musiques

Tu connais des nuits constellées »

La liberté de crier, la liberté de penser, la dignité, les meneurs/meneuses insoumis·es, les révolté·es, les immigrant·es,

« *Un jour ces mains sur toutes les caisses cesseront de frapper*

Et brûleront pour elles-mêmes le plus beau feu de joie »

Les femmes de labeur, le point de l'aube, les yeux brillants « *des reliquats d'insouciance* », la nuit noire avant « *l'avènement du beau* », le rêve d'une jeune fille aux yeux de braise, le soleil des saisons, le sexe et la licorne, les yeux de ma nuit, la dignité, les indésirables de notre époque et... « *ouvrir un autre champ des possibles* ».

Une femme « *debout à l'aube dans la blancheur des nuages* », une femme

« *qui pense au jour d'après*

A l'avenir qui se dessine »

Naïma-Aminata, un père lyonnais, une mère algérienne, une tante malienne adoptée, un cousin rom et un oncle ashkenaze, un papillon parmi d'autres...

La Petite Ouvrière métisse puis une conversation avec l'autrice, un moment privilégié, des propos recueillis par Thierry Renard.

Les mots blessés et pleins de tendresse, un refrain murmuré à nos oreilles, « *La poésie s'oppose à l'aspect utilitaire du langage, voire à son aspect marchand. Toute langue poétique révèle sa dimension sensuelle. On aime, ou pas, l'entendre, la déclamer, la chanter. Chercher la musique intérieure au-delà du bavardage* », Armand Gatti, le non lieu de l'écriture,

« *Ce qui me fait vibrer dans la vraie vie*

Ce sont ces mille et une parcelles autour de nous

Des sensations, des images, des rencontres

Des voix, des visages,

Et tout ce qu'on imagine »

Didier Epsztajn

* Sandrine Malika Charlemagne, *La Petite Ouvrière métisse*, Éditions La rumeur libre, Sainte-Colombe-sur-Gand 2022, 72 pages, 13 €

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Un blog de notes de lecture et de débats,
animé par Didier Epsztajn...
A visiter sans retenue !

Face aux tensions, résister et construire une solidarité internationale

Par
Ashley Smith*

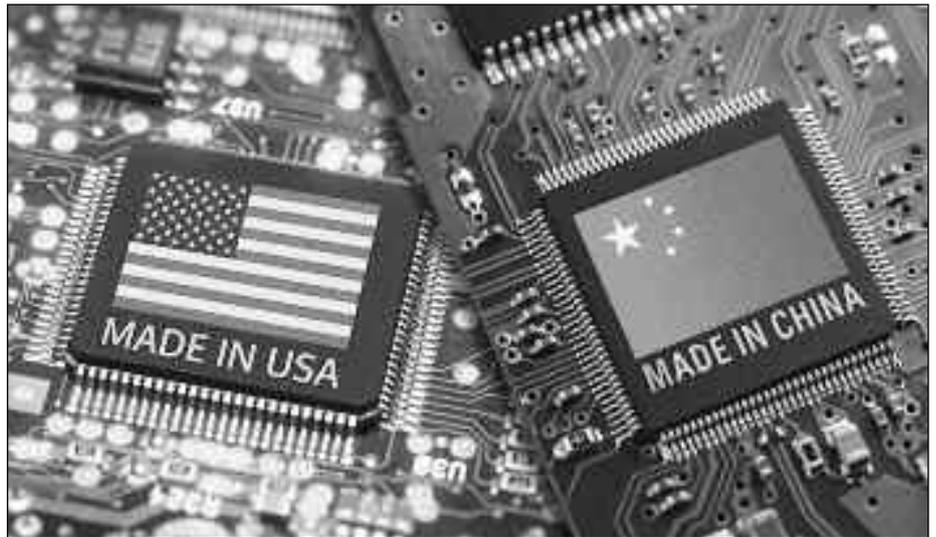
Les nouvelles quotidiennes sont remplies d'articles sur la spirale du conflit entre les États-Unis et la Chine, qui porte sur tous les sujets, du commerce aux querelles géopolitiques en passant par les exercices militaires. Tous ces sujets convergent vers Taïwan, une petite nation revendiquée par la Chine comme une province renégate, soutenue par les États-Unis et abritant les usines de fabrication de microprocesseurs les plus avancées au monde.

Ces usines produisent des puces qui alimentent tout, des iPhones aux chasseurs bombardiers F-35, en passant par d'autres armes de haute technologie. Ce fait augmente les enjeux d'un différend qui couve depuis longtemps, ponctué par des périodiques « crises du détroit de Taïwan », et qui s'est transformé en une confrontation diplomatique, économique et militaire instable.

Au Capitole et dans les conseils d'administration, comme le note Edward Luce, « l'ancien consensus de Washington » sur l'intégration de la Chine a été remplacé par un nouveau consensus sur la « désintégration de la Chine » (1). Joe Biden a poursuivi sur ce terrain la stratégie de Donald Trump de **rivalité** entre grandes puissances et Pékin.

Le président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, et les Républicains parlent d'une nouvelle guerre froide et ont créé une commission spéciale sur le Parti communiste chinois, qui a récemment soumis le PDG de TikTok, Shou Zi Chew, à un interrogatoire raciste. Des entreprises telles qu'Apple commencent à délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement hors de Chine.

Pékin a lancé une contre-offensive contre ce que Xi Jinping appelle la politique « d'endiguement, d'encerclement et de suppression » de la Chine, dans le but de rétablir son pays comme grande puissance dans un monde multipolaire. En



conséquence, les deux États, malgré leur profonde intégration économique, semblent se diriger vers des conflits géopolitiques de plus en plus importants, qui pourraient même conduire vers la guerre.

Leur antagonisme est la principale rivalité inter-impérialiste du XXI^e siècle, les États-Unis essayant de préserver leur domination et la Chine tentant de la remettre en question.

De l'unipolarité à la multipolarité

Le développement de cette rivalité était la dernière chose que les États-Unis souhaitaient. Après la fin de la guerre froide, ils ont profité de ce que Charles Krauthammer a appelé un « moment unipolaire » (2). Les États-Unis entendaient consolider leur statut d'unique superpuissance mondiale et empêcher l'émergence d'un nouveau concurrent en intégrant tous les États du monde dans ce que l'on appelle l'ordre fondé sur des règles de la mondialisation du libre-échange.

Comme l'affirme Gilbert Achcar dans son livre récemment publié, *The New Cold War* (3), les États-Unis voulaient surtout prévenir tout défi de la part de la Russie et de la Chine. Afin de les contenir, ainsi que d'autres menaces potentielles à leur domination, Washington a élargi l'OTAN, main-

tenu son vaste réseau de bases militaires en Asie, mené des opérations militaires contre des États dits voyous comme l'Irak et imposé la « stabilité » à des pays comme Haïti, des pays ravagés par ses politiques économiques néolibérales.

Cependant, les plans les mieux conçus sortent souvent de leurs rails. Trois événements ont inauguré l'ordre mondial multipolaire asymétrique d'aujourd'hui, déclenchant en son centre la rivalité entre Washington et Pékin.

Tout d'abord, la Chine et plusieurs puissances sous-impériales ont profité du

* Ashley Smith est un journaliste militant socialiste qui vit à Burlington, dans le Vermont (États-Unis). Il a écrit dans de nombreuses publications, dont *Truthout*, *International Socialist Review*, *Socialist Worker*, *ZNet*, *Jacobin*, *New Politics*, *Spectre* et bien d'autres publications en ligne et imprimées (et *Inprecor* a repris ses articles à plusieurs reprises). Il travaille actuellement sur un livre pour Haymarket Books intitulé *Socialism and Anti-Imperialism*. Cet article a d'abord été publié le 4 mai 2023 par *Truthout* : <https://truthout.org/articles/as-us-china-tensions-mount-we-must-resist-the-push-toward-interimperialist-war/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Edward Luce, « The new Washington consensus », *Financial Times* : <https://www.ft.com/content/42922712-cd33-4de0-8763-1cc271331a32>

2. Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, 1 janvier 1990 : <https://www.foreignaffairs.com/articles/1990-01-01/unipolar-moment>

3. Gilbert Achcar, *The New Cold War – The United States, Russia and China from Kosovo to Ukraine*, Haymarket Books, Chicago 2023.

États-Unis / Chine

long boom néolibéral des années 1980 à 2008 pour devenir de nouveaux centres d'accumulation du capital. Ainsi, l'expansion économique a commencé à modifier l'équilibre relatif du pouvoir entre les États au sein du capitalisme mondial.

Deuxièmement, la tentative de Washington d'asseoir son hégémonie par l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak lui a explosé au visage, l'enlisant dans deux décennies de guerre contre-insurrectionnelle. La Chine et d'autres pays ont profité de la situation pour affirmer davantage leurs intérêts économiques et politiques.

Troisièmement, la grande récession de 2008 a mis fin au boom néolibéral et a frappé de plein fouet les États-Unis et leurs alliés européens. L'énorme investissement de l'État chinois a réussi à sortir son économie de la récession et a stimulé un boom des matières premières qui a soutenu l'expansion dans des pays comme le Brésil et l'Australie.

Tout cela a conduit au déclin relatif de l'impérialisme américain et à l'émergence de l'ordre mondial multipolaire asymétrique d'aujourd'hui. Les États-Unis restent, bien entendu, l'État impérialiste le plus dominant, mais ils doivent désormais faire face à la Chine, un rival en pleine ascension, à une Russie relancée en tant que puissance régionale de premier plan, et à une multitude d'États sous-impérialistes, de l'Arabie saoudite à Israël en passant par le Brésil, qui défient les États-Unis ou coopèrent avec eux selon les cas.

Montée de l'impérialisme chinois

Washington considère la Chine comme son principal rival. Pékin est passé d'une économie autarcique et sous-développée à une superpuissance capitaliste. Elle est aujourd'hui la deuxième économie mondiale, le premier fabricant, le premier exportateur, le principal partenaire commercial de la plupart des grandes économies mondiales, un exportateur de capitaux de premier plan, le premier créancier et le premier bénéficiaire d'investissements directs étrangers.

La combinaison de la concurrence économique et de la crise a poussé la Chine à défier les capitaux américains, japonais et européens dans le monde entier. Pour soutenir l'industrie chinoise de haute technologie, Xi Jinping a lancé une nouvelle politique industrielle – le program-

me « *Made in China 2025* » – afin de financer des champions nationaux pour produire des semi-conducteurs avancés, faire un bond en avant dans la chaîne de valeur et mettre fin à la dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers.

La grande récession et les vastes mesures de relance de l'État chinois ont toutefois entraîné des problèmes systématiques dans l'économie du pays. Comme l'explique Ho-fung Hung dans son livre *Clash of Empires*, une crise de suraccumulation s'est développée, « caractérisée par un endettement croissant, une capacité excédentaire et une chute des bénéfices des entreprises chinoises » (4).

Pour y remédier, Xi a lancé l'initiative de la « Nouvelle route de la soie » en 2013. La Chine a promis d'accorder plus de 1 000 milliards de dollars de prêts par l'intermédiaire de ses banques publiques pour construire des infrastructures dans les pays du Sud, en grande partie pour faciliter les exportations de matières premières afin d'alimenter son économie en mode impérialiste classique.

La Chine a transformé cette puissance économique en force géopolitique. Elle a créé l'Organisation de coopération de Shanghai (qui regroupe la Russie et les États d'Asie centrale), a réuni le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud en un bloc géopolitique (les BRICS) et a mis en place sa Nouvelle banque de développement – tout cela pour rivaliser avec le G7 dominé par les États-Unis.

Pour soutenir ces efforts, la Chine a révolutionné son armée. Elle a régulièrement augmenté ses dépenses militaires de 5 % à 7 % par an au cours des deux dernières décennies, pour atteindre un montant de près de 300 milliards de dollars, ce qui la place en deuxième position derrière les États-Unis.

Elle s'est concentrée sur la projection de cette puissance dans la mer de Chine orientale et la mer de Chine méridionale. Elle a construit des îles militarisées pour contrôler les voies de navigation internationales, revendiqué des zones maritimes contenant des réserves sous-marines de combustibles fossiles et affirmé son emprise sur les zones de pêche. Tout cela a amené Pékin à entrer en conflit avec d'autres pays ayant des revendications rivales, notamment le Japon, Brunei, Taïwan, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam.

La Chine a développé une stratégie militaire de « déni d'accès et interdiction de zone » pour protéger ses intérêts et dissuader les États-Unis et leurs alliés. Elle a éga-

lement établi sa première base militaire à l'étranger à Djibouti, une autre est prévue en Guinée équatoriale et d'autres devraient être établies dans divers pays de l'Asie-Pacifique, du Moyen-Orient et de l'Afrique qu'elle considère comme stratégiques.

Keynésianisme impérialiste

Bien entendu, les États-Unis restent la première économie mondiale, contrôlent le dollar en tant que monnaie de réserve internationale, s'enorgueillissent du plus grand réseau d'alliés militaires, dépensent près de trois fois plus que la Chine en matière militaire et possèdent plus de 750 bases dans le monde. Pour asseoir leur suprématie, ils ont adopté une attitude de plus en plus agressive pour contenir Pékin.

Barack Obama a initié ce processus avec sa politique de pivot vers l'Asie, et Donald Trump l'a intensifié en déclarant une rivalité de grandes puissances avec la Chine et la Russie. Mais la mauvaise gestion erratique de Trump a plutôt exacerbé le déclin relatif de Washington.

Pour restaurer son hégémonie, l'administration Biden a adopté une stratégie de keynésianisme impérialiste. Elle a commencé à mettre en œuvre une politique industrielle entièrement conçue pour garantir la suprématie économique et militaire des États-Unis. Biden a maintenu les droits de douane et les sanctions imposés par Trump sur les exportations chinoises vers les États-Unis et s'appête à en ajouter de nouveaux. Il a notamment invoqué la sécurité nationale pour justifier le blocage des ventes de puces électroniques de pointe, qui ont des applications à la fois industrielles et militaires.

Biden a également encouragé les entreprises à délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement de la Chine vers les États-Unis et leurs alliés. Pour adoucir l'offre, il a signé un projet de loi sur les infrastructures d'un montant de 1 000 milliards de dollars afin de remettre à neuf le système de transport délabré des États-Unis, de moderniser l'internet, qui accuse un retard lamentable, et de financer la construction d'un nouveau réseau de stations de recharge pour les véhicules électriques, autant d'éléments essentiels au capitalisme du XXI^e siècle.

Il a promulgué le « *Chips and Science Act* » (loi sur les puces et la science) qui injectera plus de 280 milliards de dollars dans les entreprises et les universités pour concevoir et fabriquer des puces informatiques de pointe aux États-Unis afin de réduire la dépendance de ce pays vis-à-vis des

4. Ho-fung Hung, *Clash of Empires*, Cambridge University Press 2022.

fournisseurs étrangers. Enfin, sa loi sur la réduction de l'inflation (« *Inflation Reduction Act* »), d'un montant de 385 milliards de dollars, est présentée comme une mesure de lutte contre le changement climatique, mais elle ne fait que reprendre les fausses solutions du « *capitalisme vert* ». En même temps cette loi développe l'extraction de combustibles fossiles pour l'exportation, en particulier vers les pays européens, afin de leur permettre d'atteindre l'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Elle finance également la production nationale de panneaux solaires, de voitures électriques, de batteries et de leurs composants afin de mettre fin à la dépendance à l'égard des fournisseurs et des concurrents étrangers, en particulier de la Chine.

« Démocraties » contre autocraties

Pour compléter cette politique industrielle impérialiste, Joe Biden a lancé une campagne géopolitique visant à forger un front des démocraties contre les autocraties. Il s'agit en grande partie d'une posture idéologique, car la démocratie américaine est pour le moins en crise (souvenez-vous du 6 janvier 2021) et les alliés qu'elle a invités à ses deux « *sommets de la démocratie* » comprenaient des États que Freedom House a qualifiés de « *partiellement libres* », « *pas libres du tout* » et d'« *autocraties électorales* » (5).

Néanmoins, le président Biden a progressé dans la construction d'une alliance, principalement composée de ses alliés de la guerre froide contre la Chine et la Russie. Il a utilisé l'alibi de l'oppression par Pékin des Ouïghours au Xinjiang pour justifier un boycott diplomatique des Jeux olympiques et paralympiques de l'hiver 2022, auquel se sont joints la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Inde et une liste d'États plus petits. Les prétentions de Washington à se préoccuper des droits humains sont puantes d'hypocrisie alors qu'il applique le *New Jim Crow* (6) à l'intérieur du pays et soutient des États oppresseurs à l'étranger, tel le régime d'apartheid d'Israël.

En réponse, la Chine et la Russie ont annoncé à l'approche des Jeux olympiques une « *amitié sans limites* » dans une déclaration commune qui appelle à un « *système multipolaire de relations internationales* » et dénonce « *les tentatives de certains États [les États-Unis et leurs alliés] d'imposer leurs propres "normes démocratiques" à d'autres pays* », une politique qu'elle qualifie de « *tentatives d'hégémonie* ».

Face à l'intensification de la rivalité, Biden a augmenté les budgets militaires chaque année, déboursant 780 milliards de dollars en 2022, près de 820 milliards de dollars en 2023 et proposant 886 milliards de dollars en 2024. Il a également incité tous les alliés des États-Unis, en particulier ceux d'Europe et d'Asie, à augmenter leurs dépenses militaires, alimentant ainsi une course internationale aux armements.

En Asie, Biden a mis l'accent sur le « *dialogue quadrilatéral pour la sécurité* » qui comprend l'Australie, l'Inde et le Japon et qui organise des exercices militaires conjoints depuis des années. Il a orchestré le premier sommet avec les chefs de tous ces États en 2021, dans le but explicite de faire contrepoids à la Chine.

Il a également initié le nouveau pacte militaire trilatéral entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS) pour permettre à Canberra d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire afin de contrer la puissance navale croissante de Pékin. Il a également fait pression sur la Corée du Sud pour qu'elle oublie ses griefs historiques à l'égard de l'impérialisme japonais et se joigne à lui et aux États-Unis dans un front uni contre la Corée du Nord et la Chine.

L'impérialisme russe exacerbe les rivalités

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a porté cette rivalité inter-impérialiste à son paroxysme. Poutine a lancé la guerre pour reconstruire l'empire russe, coloniser l'Ukraine, écraser les luttes démocratiques nationales et régionales et contrer l'expansion de l'OTAN dans ce qu'il considère comme devant être la zone d'influence de la Russie.

Poutine pensait que la Russie était dans une position idéale pour lancer la guerre après avoir obtenu une « *amitié sans limites* » avec la Chine et dans le sillage du retrait désordonné de Biden d'Afghanistan. Ce qu'il a sous-estimé, c'est la résistance ukrainienne, qui a stoppé la Russie dans son élan et surpris les États-Unis et les puissances de l'OTAN qui s'attendaient à la chute de Kiev.

Washington a soutenu l'Ukraine, comme l'a déclaré le secrétaire à la défense Lloyd Austin, pour affaiblir la Russie et rallier ses alliés contre Moscou et Pékin. En effet, la guerre de Poutine a été un cadeau pour l'impérialisme américain. Washington a relégitimé et galvanisé l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui aurait dû être abolie après la guerre froide.

L'alliance de sécurité en expansion a récemment accepté la Finlande et négocie actuellement l'adhésion de la Suède. Et les États-Unis ont réussi à faire pression sur leurs alliés européens pour qu'ils augmentent leurs budgets militaires. En outre, Washington a réussi à convaincre l'OTAN d'identifier la Chine comme un « *défi* » pour les « *intérêts* » et la « *sécurité* » des pays de l'Alliance. La France, les Pays-Bas et l'Allemagne ont déjà rejoint les États-Unis et le Japon dans des exercices navals en Asie-Pacifique.

Depuis le début de la guerre, Washington a intensifié ses politiques de confrontation avec la Chine. Il a fait abattre le ballon espion chinois, arrêté des agents de police chinois et, comme le montrent les récentes fuites, il a intensifié ses opérations de surveillance non seulement sur la Russie et la Chine, mais aussi sur des alliés comme la Corée du Sud, l'Égypte et même la présidence de l'ONU.

Le président Biden a également invoqué la sécurité nationale pour justifier l'escalade de la guerre des puces menée par Washington contre la Chine. Les États-Unis, ainsi que le Japon et les Pays-Bas, ont interdit l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs avancés et de machines permettant de les fabriquer, au motif que cette haute technologie a des applications à la fois civiles et militaires.

Morris Chang, fondateur du fabricant taïwanais de semi-conducteurs TSMC, qui avait déjà accepté de cesser de vendre des puces avancées à Huawei, a déclaré qu'il « *soutenait* » l'interdiction, conçue pour entraver l'industrie chinoise de la haute technologie. Mais, a-t-il averti, cela signifie que « *la mondialisation est morte* » et que le « *libre-échange* » est en danger.

En réalité, malgré les droits de douane, les sanctions et les interdictions, les échanges commerciaux entre les États-

5. Freedom House est une ONG financée par le gouvernement étatsunien, fondée en 1941 et basée à Washington, qui étudie l'étendue de la démocratie dans le monde. Son rapport sur le Sommet de la démocratie de 2021 (qui a rassemblé plus de 100 États dont le degré du respect des libertés variait selon Freedom House entre 19/100 et 100/100) peut être consulté ici : <https://freedomhouse.org/report/summit-democracy/2021/summit-democracy-ratings-scores>

6. La juriste Michelle Alexander considère que l'incarcération de masse aux États-Unis est « *un système étonnamment complet et bien déguisé de contrôle social racialisé qui fonctionne d'une manière étonnamment similaire à Jim Crow* » – un ensemble de lois étatiques et locales introduites à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle qui imposaient la ségrégation raciale et sont restées en vigueur jusque dans les années 1960. Cf. Michelle Alexander, *The New Jim Crow – Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, The New Press, New York 2012 et 2020.

États-Unis / Chine

Unis et la Chine ont atteint un niveau record de 690 milliards de dollars en 2022. À ce stade, comme l'a récemment rappelé la secrétaire au Trésor Janet Yellen, Washington ne cherche donc pas le « *découplage* » de l'économie chinoise mais à préserver « *la sécurité nationale* », c'est-à-dire à déplacer les industries et les chaînes d'approvisionnement militairement stratégiques hors de la Chine (7).

Contre-offensive chinoise

Pékin a répondu aux attaques de Washington par une contre-offensive. Avant de le faire, il a dû surmonter le ralentissement de son économie, l'augmentation du chômage et la résistance intérieure, en partie causés par sa politique draconienne de « *zéro Covid* ».

Xi a donc renoncé au confinement, rouvert le pays au monde et augmenté le soutien aux capitaux publics et privés, déclenchant une croissance de 4,5 % au cours du premier trimestre 2023. Il guide cette nouvelle croissance avec une nouvelle politique industrielle conçue pour créer une économie à double circulation avec un système interne de plus en plus autosuffisant à côté d'un système d'exportation vers le monde.

La Chine a également imposé des sanctions à des entreprises américaines, dont Lockheed Martin et Raytheon, et a lancé une enquête sur le fabricant américain de puces Micron, tout cela en représailles contre ce qu'elle appelle le « *blocus technologique* » imposé par Washington. Et, comme l'a admis un analyste de la CIA, la Chine « *dispose de nombreux leviers pour exercer une pression sur les alliés et partenaires des États-Unis dont les économies dépendent du commerce avec la Chine* ».

Pour en tirer parti, Xi a lancé une offensive diplomatique sur plusieurs fronts contre Washington. Il a orchestré un accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour rétablir les relations diplomatiques, surprenant et écartant les États-Unis tout en affichant le nouveau statut de la Chine en tant qu'intermédiaire au Moyen-Orient.

Peu après, Xi a tenu un sommet avec Vladimir Poutine en Russie, réaffirmant

leur « *amitié sans limites* », convenant d'accords commerciaux libellés en yuan chinois et réitérant leur engagement commun à construire un ordre mondial multipolaire contre l'hégémonie de Washington. Xi a également appelé à un cessez-le-feu en Ukraine, a publié un cadre pour les négociations de paix et a promis de téléphoner au président Volodymyr Zelensky.

Après un certain temps, il a finalement contacté Zelensky, mais leur discussion n'a pas permis de progresser vers un cessez-le-feu et des négociations, et encore moins vers une paix juste, dont la condition préalable est le retrait des forces de Moscou. Néanmoins, Pékin espère clairement exploiter les divisions liées à la guerre de la Russie et utiliser les accords économiques pour attirer dans son orbite les puissances sous-impérialistes, en particulier les BRICS, ainsi que d'autres gouvernements du Sud et empêcher l'Europe de faire bloc avec les États-Unis.

Le gouvernement chinois a remporté quelques succès dans cet effort, accueillant plusieurs chefs d'État en Chine et amenant le FMI à s'inquiéter que l'économie mondiale soit sur le point de se fragmenter « *en blocs économiques rivaux* ». Le président brésilien Luis Inácio Lula da Silva s'est rendu à Pékin et y a annoncé que « *le Brésil est de retour* », en critiquant l'hégémonie de Washington sur le dollar. Il a appelé à un monde monétaire multipolaire, a entamé des discussions sur de nouveaux accords commerciaux et d'investissement, a réitéré les justifications de Poutine pour l'invasion de l'Ukraine et a appelé à un cessez-le-feu et à des négociations.

Dans le cadre de ses efforts pour courtoiser les États européens, Xi a accueilli le chancelier allemand Olaf Scholz à Pékin. Scholz, dont l'économie dépend fortement des exportations, a fait pression sur Xi pour qu'il incite la Russie à mettre fin à la guerre, mais il s'est surtout contenté de conclure des accords lucratifs en matière de commerce et d'investissement. Le président français Emmanuel Macron, confronté à des grèves massives dans son pays, a rejoint la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pour un voyage à Pékin. Macron a tenté de définir une position géopolitique indépendante des États-Unis, déclarant que sur la question de Taïwan, l'UE devait éviter de devenir « *suiveuse* » ou « *vassale* » des États-Unis et d'être « *prise dans des crises qui ne sont pas les nôtres* ».

En signe de division, Ursula von der Leyen a réprimandé Macron, mis en garde

la Chine contre tout recours à la force et réitéré le soutien de la Commission à la politique de Washington à l'égard de Taïwan. D'autres dirigeants européens, comme Josep Borrell, responsable de la politique étrangère de l'UE, ont adopté un ton différent. Il a déclaré que l'UE avait identifié la Russie comme une menace pour la sécurité, mais pas la Chine, et que Bruxelles devait continuer à parler avec la Chine « *en raison de son influence massive dans le monde* ». Les dirigeants européens restent donc divisés sur la Chine, malgré leur apparente unité sur Taïwan et l'Ukraine lors du récent sommet du G7.

Pour soutenir cette offensive géopolitique avec force, la Chine a annoncé une augmentation de 7,2 % de ses dépenses militaires pour cette année. La politique industrielle protectionniste et le militarisme de Pékin contrastent avec sa défense répétée du multilatéralisme, du libre-échange et de la mondialisation.

Taïwan, point stratégique de la rivalité impériale

Le conflit entre les États-Unis et la Chine s'intensifie à propos de Taïwan, le général américain Mike Minihan allant jusqu'à prédire une guerre en 2025. Pékin revendique l'île comme une province renégate qu'elle souhaite réintégrer, tandis que les États-Unis adoptent une position d'« *ambiguïté stratégique* », défendant la politique d'une seule Chine qui ne reconnaît officiellement que Pékin, tout en ne précisant pas s'ils défendraient militairement Taïwan afin de dissuader à la fois la Chine d'envahir l'île et Taïwan de déclarer son indépendance.

Les enjeux de ce conflit ne sont pas seulement géopolitiques, mais aussi économiques. Taïwan abrite certaines des industries de semi-conducteurs les plus avancées au monde. Des entreprises comme TSMC fabriquent et exportent vers des pays comme la Chine 90 % des puces informatiques les plus avancées, qui alimentent tout, des iPhones aux drones militaires.

La Chine promet de bloquer toute initiative de Taïwan visant à déclarer son indépendance et a affirmé à plusieurs reprises sa détermination à reprendre l'île par la force si nécessaire. En réponse à ces menaces, Joe Biden a déclaré à plusieurs reprises, en violation apparente de l'ambiguïté stratégique, que les États-Unis défendraient Taïwan en cas d'attaque.

La visite provocatrice de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy

7. Cf. Adam Tooze, « En refusant de négocier sur la montée en puissance de la Chine, les États-Unis pourraient rendre le conflit inévitable », article de *Foreign Policy* du 24 avril 2023, publié en français par *l'Encontre* le 26 avril 2023 : <https://alencontre.org/ameriques/americaord/usa/chine-etats-unis-en-refusant-de-negocier-sur-la-montee-en-puissance-de-la-chine-les-etats-unis-pourraient-rendre-le-conflit-inevitable.html>

Pelosi, à Taïwan a déclenché une quatrième crise du détroit de Taïwan. Elle a déclaré « *l'engagement inébranlable de l'Amérique à soutenir la démocratie dynamique de Taïwan* » alors que « *le monde est confronté à un choix entre l'autocratie et la démocratie* ». Dans le même temps, elle a affirmé soutenir la politique d'une seule Chine et s'opposer à tout « *effort unilatéral visant à modifier le statu quo* ».

La Chine a réagi à cette visite en lançant les plus grands exercices militaires jamais réalisés près de Taïwan, en tirant des missiles balistiques, en déployant des navires de guerre dans le détroit et en envoyant des avions de chasse au-dessus de l'île. La visite de la présidente taïwanaise Tsai Ing-Wen aux États-Unis a précipité une nouvelle série d'exercices militaires chinois, simulant cette fois un blocus pour empêcher les États-Unis de défendre le pays.

Peu après, les États-Unis et les Philippines ont organisé des exercices militaires comprenant l'attaque d'un faux navire de guerre chinois en mer de Chine méridionale, envoyant ainsi un message évident et belliqueux à Pékin. Ces opérations ont suivi de près le nouvel accord conclu entre Washington et Manille en vue d'établir quatre nouvelles bases militaires près des eaux contestées par Pékin, dont une sur l'île de Luçon, à proximité de Taïwan.

Le peuple taïwanais est pris en étau entre la Chine et les États-Unis, son droit à l'autodétermination étant menacé par Pékin et soutenu cyniquement par les États-Unis pour des motifs impériaux (8).

Ni Washington ni Pékin

Une guerre entre les États-Unis et la Chine est toutefois peu probable à l'heure actuelle. Leurs économies restent profondément intégrées, les deux pays possèdent d'énormes stocks d'armes nucléaires et sont intégrés dans des institutions géopolitiques et économiques internationales élaborées, autant de facteurs qui atténuent les risques de guerre.

Mais, dans le contexte des multiples crises du capitalisme mondial, les deux puissances attisent l'hostilité nationaliste et mettent en œuvre des politiques géopolitiques et économiques de plus en plus antagonistes. Dans ces conditions instables, il est essentiel que la gauche internationale s'élève contre la tendance à la guerre impérialiste.

Aux États-Unis, la priorité absolue de la gauche doit être de s'opposer à la tenta-

tive de Washington d'imposer son hégémonie face au défi de la Chine. Washington reste, comme l'a dit Martin Luther King Jr. il y a plusieurs décennies, « *le plus grand pourvoyeur de violence dans le monde aujourd'hui* », ce qui a été récemment confirmé par la destruction de l'Afghanistan et de l'Irak.

Dans le même temps, nous ne devrions pas tomber dans la politique de « *l'ennemi de mon ennemi est mon ami* » et soutenir le principal rival impérial de Washington, la Chine, ni des rivaux moins importants comme la Russie. Ce sont des États impérialistes tout autant prédateurs et cupides, comme l'atteste le bilan de Pékin au Xinjiang et à Hong Kong, ainsi que celui, tout aussi brutal, de Moscou en Syrie et en Ukraine.

Solidarité internationale à partir de la base

Au contraire, la gauche doit construire une solidarité internationale d'en bas entre les nations opprimées comme la Palestine, l'Ukraine et Taïwan, ainsi qu'avec les travailleurs exploités aux États-Unis, en Chine et dans le monde entier. Ce projet n'est pas une abstraction, mais une nécessité et une possibilité.

Le capitalisme mondial a soudé les travailleurs par-delà les frontières et ses crises suscitent une résistance de la base aux États-Unis, en Chine et dans le monde entier. En effet, depuis la « *grande récession* » nous avons assisté à une vague de protestations et de révoltes contre les profondes inégalités dans chaque pays. Le défi politique pour la gauche est de construire une solidarité en leur sein et entre eux. Le moyen le plus immédiat d'y parvenir est d'organiser aux États-Unis l'importante population chinoise et sino-américaine, dont près de 300 000 étudiants internationaux chinois.

Une gauche ancrée dans ces communautés a joué et jouera un rôle essentiel dans la lutte contre le racisme antichinois que Washington a attisé. Elle peut également contribuer à l'organisation de la lutte syndicale, en particulier sur les campus où les étudiants chinois ont joué un rôle de premier plan, plus récemment lors des grèves universitaires qui ont balayé la Californie. Ce type d'organisation présente un énorme potentiel pour la construction d'une solidarité internationale, car de nombreux étudiants chinois ont des liens avec le mouvement ouvrier en Chine ainsi qu'avec le mouvement féministe chinois.

Il y a également une vaste diaspora de

personnes opprimées par l'État chinois, dont beaucoup viennent de Hong Kong, du Xinjiang et de Taïwan. Il est essentiel pour la gauche de construire une solidarité avec ces luttes afin d'offrir une alternative à l'État américain, qui se présente cyniquement comme leur ami, tout en utilisant leur oppression comme arme dans le cadre de sa rivalité inter-impérialiste avec la Chine.

Tout ce travail ouvrira des voies pour construire une lutte commune avec les travailleurs de Chine et d'Asie. La revue syndicale de gauche étatsunienne, *Labor Notes* (9), a déjà créé un précédent avec ses tournées de grévistes chinois. Bien que la répression par Xi des ONG ouvrières et des militants ouvriers au cours des dernières années ait rendu la tâche beaucoup plus difficile, la gauche doit être à l'affût de toute possibilité, aussi ténue soit-elle, de construire des ponts de solidarité avec leurs luttes (10).

En 2019, par exemple, 80 000 travailleurs de la technologie des États-Unis et du monde entier ont signé un appel international à la solidarité avec leurs homologues chinois qui protestaient contre une politique les obligeant à travailler de 9 heures à 21 heures six jours par semaine. Ainsi, même dans l'industrie de la haute technologie, qui est un site clé de la rivalité inter-impérialiste, les travailleurs ont démontré la possibilité d'une action commune contre leurs exploités.

Enfin, la gauche mondiale doit collaborer avec la gauche chinoise (et la gauche asiatique plus largement) qui, malgré la répression et les conditions difficiles, a développé de vastes réseaux et des publications comme *Lausan* de Hong Kong (11), *New Bloom* de Taïwan (12), et des groupes et publications chinois comme *Gongchao* (13), *Chuang* (14) et *Made in China Journal* (15). Il est temps de construire un anti-impérialisme internationaliste qui rejette le faux choix entre Washington et Pékin et qui s'organise au-delà des frontières dans une lutte pour un socialisme international qui place les peuples et la planète au premier plan. ■

8. Voir à ce sujet l'article de Au Loong-Yu, « Une place légitime pour Taïwan sur cette planète », *Inprecor* n° 707/708 d'avril-mai 2023.

9. Voir le site web de *Labor Notes* : <https://labornotes.org/>

10. Voir à ce sujet l'article de Wen sur le militantisme ouvrier en Chine, en p. 15.

11. <https://lausancollective.com/>

12. <https://newbloommag.net/>

13. <https://www.gongchao.org/>

14. <https://chuangcn.org/blog/>

15. <https://madeinchinajournal.com/>

Guerre des microprocesseurs

Par
Ashley Smith*

Le nouveau livre de Chris Miller, *Chip War : The Fight for the World's Most Critical Technology* (1), est le meilleur compte rendu de la rivalité entre les États-Unis et la Chine dans le domaine de la haute technologie. Miller est un universitaire de l'establishment, un défenseur de l'impérialisme américain et un partisan du capitalisme de libre marché. (...) Il retrace le développement des micropuces dans le complexe militaro-industriel de Washington, le rôle central qu'elles ont joué dans la défaite de l'URSS pendant la guerre froide et leur importance dans le conflit inter-impérialiste qui oppose aujourd'hui Washington et Pékin. Malgré son parti pris systématique en faveur des États-Unis, cet ouvrage est indispensable à la gauche internationaliste pour comprendre le rôle central de la haute technologie dans la rivalité actuelle entre les États-Unis et la Chine.

Comme l'explique Miller, le capitalisme moderne, avec ses États et ses entreprises géantes, avait besoin d'une capacité de plus en plus grande pour « calculer les salaires, suivre les ventes, collecter les statistiques officielles et passer au crible les données sur les incendies et les sécheresses nécessaires à la tarification des polices d'assurance ». Ces tâches étaient initialement accomplies par de vastes armées de « calculateurs » humains.

La Seconde Guerre mondiale a poussé les grandes puissances à automatiser ces tâches. Mais les dispositifs mécaniques qu'elles ont conçus se sont révélés encombrants et imprécis. Les chercheurs de l'université de Pennsylvanie ont alors mis au point les premiers ordinateurs utilisant des

tubes à vide, mais ces derniers étaient énormes, lents et peu fiables. Dans les années 1950, alors que la guerre froide s'intensifiait, un groupe d'ingénieurs pionniers de diverses entreprises et start-up telles que Texas Instruments et Fairchild Semiconductor ont conçu des circuits intégrés dans des puces en silicium pour remplacer les tubes à vide, ce qui leur a permis de fabriquer des ordinateurs beaucoup plus petits et plus fiables. Après le lancement du Spoutnik par Moscou, le Département de la Défense, par l'intermédiaire de son Agence pour les projets de recherche avancée (DARPA), s'est tourné vers ces entreprises pour développer des microprocesseurs et des ordinateurs pour les avions, les missiles et les vaisseaux spatiaux. Les entreprises ont construit de nouvelles usines pour fabriquer des ordinateurs pour tous ces appareils, depuis Apollo II jusqu'au missile Minuteman.

En 1965, le Pentagone et la NASA ont acheté près de 72 % de tous les circuits intégrés. Ainsi, l'État américain a stimulé l'essor des entreprises de haute technologie de la Silicon Valley et depuis lors les deux ont été étroitement intégrés, fusionnant la politique impérialiste, l'industrie capitaliste et l'armée.

Bénéfices et mondialisation

Insatisfaites des limites des contrats gouvernementaux, les entreprises ont compris qu'elles pouvaient réaliser d'énormes profits dans le secteur en plein essor de l'électronique grand public, qui est rapidement devenu le principal acheteur des microprocesseurs. La concurrence pour les bénéfices et les parts de marché a stimulé l'innovation, les processus de production plus efficaces et la recherche d'une main-d'œuvre toujours moins chère.

Ces entreprises se sont lancées dans une course pour trouver de nouveaux moyens d'intégrer davantage de circuits dans les microprocesseurs en silicium afin d'augmenter leur puissance de calcul. Gordon Moore, cofondateur de Fairchild et

d'Intel, a prédit le doublement du nombre de circuits intégrés dans les puces tous les deux ans – c'est ce qu'on appelle la loi de Moore. Ils ont innové, avec des technologies de plus en plus complexes, pour un coût d'investissement de plus en plus élevé. Pour réduire les coûts de main-d'œuvre, ils ont construit des usines loin des bastions syndicaux des centres industriels traditionnels du pays et ont employé des femmes à des salaires peu élevés.

Leur quête d'une main-d'œuvre moins chère les a poussés à délocaliser leurs usines dans des pays asiatiques alliés des États-Unis, comme Hong Kong, Taïwan, la Malaisie, Singapour et la Corée du Sud. Ces pays rémunéraient les salariés – principalement des femmes – pour une fraction du coût de la main-d'œuvre américaine. Ainsi, observe Miller, « l'industrie des semi-conducteurs s'est mondialisée des décennies avant que quiconque n'ait entendu le mot, jetant les bases des chaînes d'approvisionnement centrées sur l'Asie que nous connaissons aujourd'hui ». L'État américain a encouragé cette internationalisation, y compris au Japon, son ancien ennemi de la Seconde Guerre mondiale, devenu son vassal dans la guerre froide. Washington voyait dans le développement d'une industrie électronique japonaise orientée vers le marché américain un moyen de lier ce pays, ainsi que d'autres États asiatiques, à son camp – contre la Chine de Mao et l'URSS.

La guerre américaine au Vietnam a accéléré tous ces développements. La guerre terrestre ayant échoué, Washington s'est tourné vers les bombardements en tapis dans une tentative désespérée d'écraser la lutte de libération nationale. Mais leurs munitions guidées dépendaient toujours de tubes à vide et étaient donc peu fiables et imprécises. Pour « transformer la chaîne de la mort », les États-Unis ont passé un contrat avec Texas Instruments pour la fabrication de systèmes de guidage dotés de puces au lieu de tubes. Bien qu'elles soient beaucoup plus efficaces, elles n'ont pas réussi à vaincre les Vietnamiens. Néanmoins, comme le fait remarquer Miller avec insistance, « le Vietnam a été un terrain d'essai réussi pour les armes qui combinaient la microélectronique et les explosifs d'une manière qui allait révolutionner la guerre et transformer la puissance militaire américaine ».

Le succès de ces armes a contraint l'Union soviétique à créer sa propre Silicon Valley : Zelenograd. Mais, comme le note Miller avec suffisance, elle ne disposait pas du réseau dense d'entreprises à but lucratif qui était la source de l'innovation

* Pour la présentation de l'auteur voir en p. 7. Nous publions ici de larges extraits de l'article intitulé « Biden's Chip War With China Is an Imperial Struggle for High-Tech Supremacy » qui a été publié en anglais le 28 février 2023 par *Truthout* : <https://truthout.org/articles/bidens-chip-war-with-china-is-an-imperial-struggle-for-high-tech-supremacy/> (Traduit de l'anglais par JM)
1. Chris Miller, *Chip War : The Fight for the World's Most Critical Technology*, Simon & Shuster, New York 2022.

aux États-Unis et en était donc réduite à voler et à copier des puces.

Bien que cela ait donné aux États-Unis l'avantage dans la course aux armements, Washington craignait que sa défaite au Vietnam ne conduise ses vassaux asiatiques à dériver dans l'orbite de la Chine et de l'URSS. Pour éviter cela, les États-Unis ont encouragé le développement continu de l'industrie de haute technologie dans toute la région. « *De la Corée du Sud à Taïwan, de Singapour aux Philippines* », écrit Miller, « *la carte des installations d'assemblage de semi-conducteurs ressemblait beaucoup à une carte des bases militaires étatsunienne en Asie (...). À la fin des années 1970, au lieu de devenir des dominos basculant dans le communisme, les alliés de l'Amérique en Asie étaient encore plus profondément intégrés dans le système des États-Unis* ».

Les États-Unis ont intégré les avancées de l'industrie pour révolutionner leur armée et remporter la guerre froide. Dans les années 1970, William Perry, sous-secrétaire à la défense de l'administration Carter, a mis en œuvre une nouvelle « *offset strategy* » (stratégie de compensation industrielle) visant à améliorer la qualité et la précision des missiles du Pentagone afin de contrer l'arsenal quantitativement plus important de Moscou et de forcer cette dernière à tenter de suivre le rythme – une tentative ingagnable et insoutenable.

Cependant, les États-Unis ont rapidement été confrontés à une conséquence inattendue de l'internationalisation de la fabrication des microprocesseurs : la création de centres rivaux de l'industrie de haute technologie. L'État japonais a financé Sony, Nikon et d'autres entreprises qui ont augmenté leur part de marché au détriment des sociétés de la Silicon Valley. Dès 1986, le Japon produisait plus de microprocesseurs que les États-Unis et fabriquait 70 % des équipements de lithographie du monde, essentiels à la fabrication des puces électroniques. Les États-Unis étaient devenus dépendants du Japon au moment même où Tokyo semblait prêt à s'affirmer comme une grande puissance rivale. Mais ce n'est ni la première ni la dernière fois que l'État et le capital étatsuniens se sont réaffirmés face à un adversaire. Washington réduit les taux d'intérêt et les impôts et contraint le Japon (ainsi que d'autres pays) à accepter le « *Reverse Plaza Accord* », qui a dévalué le dollar. Les entreprises américaines ont ainsi pu obtenir des prêts bon marché et, grâce à la dépréciation du dollar, vendre leurs exportations à des prix compétitifs, voire infé-

rieurs à ceux de leurs concurrents internationaux. Micron, Intel et d'autres en ont profité pleinement, rétablissant partiellement la domination technologique des États-Unis. Washington, par l'intermédiaire de la DARPA (Agence pour les projets de recherche avancée de défense) et de la NASA, les a aidés dans ce processus, en accordant des contrats à des start-up comme Qualcomm pour des systèmes de communication spatiale.

Le Japon et ses entreprises se sont rapidement retrouvés sur la défensive. Elles ont été concurrencées dans le haut de gamme par les entreprises américaines et dans le bas de gamme par l'émergence de fabricants des microprocesseurs dans des pays comme la Corée du Sud, qui a financé ses propres conglomerats, comme Samsung, les fabriquant à un coût bien inférieur à celui du Japon.

Parallèlement, la deuxième guerre froide de Reagan a contraint l'URSS à se lancer dans une course aux armements de haute technologie qu'elle n'avait pas les moyens de financer et ne pouvait pas gagner, notamment en raison de l'occupation de l'Afghanistan qui a duré une décennie. Finalement, son empire s'est écroulé en 1989 et l'Union soviétique elle-même s'est effondrée en 1991. Miller attribue la victoire des États-Unis à leurs prouesses technologiques, affirmant que « *la guerre froide était terminée : la Silicon Valley avait gagné* ».

Orgueil de Washington

Les États-Unis sont entrés dans une nouvelle ère d'hégémonie inégalée : le moment unipolaire. Pour démontrer sa puissance, Washington a fait étalage de son armement de haute technologie lors de la guerre du Golfe de 1991, en lançant des missiles de croisière guidés avec précision et des bombes qui ont dévasté l'armée et l'infrastructure irakiennes, ramenant ce qui avait été une société relativement avancée à l'ère préindustrielle.

Miller applaudit cette barbarie, citant le *New York Times* qui déclarait que la guerre était un « *triomphe du silicium sur l'acier* » et un autre titre qui proclamait : « *Le statut de héros de guerre est possible pour la puce électronique* ». Triomphant, Washington a adopté une nouvelle stratégie impériale consistant à superviser l'économie mondiale en incorporant les États dans un ordre mondial néolibéral de mondialisation du libre-échange.

Les États-Unis ont utilisé le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce et

les Nations unies pour faire respecter cet ordre, déployant leur armée pour procéder à des changements de régime contre les États dits voyous et mener des missions dites de maintien de la paix dans des pays comme Haïti, déchirés par les politiques du marché libre. Ils ont fait pression sur tous les États du monde pour qu'ils réduisent leur État-providence, réduisant le rôle du gouvernement à l'application des lois et des normes du capitalisme mondial. (...)

Contrairement aux espoirs de Washington, la mondialisation a entraîné un déclin relatif de l'industrie technologique américaine. Les États-Unis ont conservé leur avance dans la conception des microprocesseurs, mais la fabrication est de plus en plus assurée par TSMC à Taïwan et Samsung en Corée du Sud. Et certains outils clés, comme la lithographie EUV (extrême ultraviolet), essentielle à la fabrication des puces haut de gamme, sont désormais fabriqués par ASML aux Pays-Bas.

En conséquence, explique M. Miller, « *les usines américaines fabriquaient 37 % des microprocesseurs du monde en 1990, mais ce chiffre est tombé à 19 % en 2000 et à 13 % en 2010* ». La plupart des usines dont dépendaient les États-Unis se trouvaient dans des pays asiatiques, à proximité de la Chine, qui devenait rapidement un rival des États-Unis.

Assaut de la Chine

Washington a ignoré ces problèmes jusqu'à ce que l'essor économique de la Chine, combiné à la grande récession et aux défaites américaines, en Irak puis en Afghanistan, conduise à son déclin relatif en tant que superpuissance. Les États-Unis restent la puissance mondiale dominante, mais désormais dans un ordre mondial multipolaire asymétrique où ils sont confrontés à la Chine et à la Russie en tant que rivaux impériaux, ainsi qu'à une multitude de puissances régionales qui s'affrontent entre elles.

Alors que la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, elle reste dépendante des États-Unis et de leurs alliés pour les puces électroniques. « *Pendant la majeure partie des années 2000 et 2010* » – observe Miller – « *la Chine a dépensé plus d'argent pour importer des semi-conducteurs que pour du pétrole. Les puces informatiques de haute puissance étaient aussi importantes que les hydrocarbures pour alimenter la croissance économique de la Chine. Toutefois, contrairement au pétrole, l'offre de puces est monopolisée par les rivaux géopolitiques de la Chine* ».

États-Unis / Chine

En 2015, Xi Jinping a fixé l'objectif pour la Chine de surmonter cette dépendance. Dans un discours stupéfiant cité par Miller, Xi a exhorté les cadres chinois du secteur technologique et les responsables du parti à « prendre d'assaut les fortifications de la recherche et du développement des technologies de base ». Il a lancé des projets tels que Chine 2025, qui subventionnent les champions nationaux de la haute technologie et les producteurs de puces, dans le but de réduire la part des puces importées dans le pays de 85 % en 2015 à 30 % d'ici à 2025.

Xi a encouragé les entreprises chinoises à former des joint-ventures avec des multinationales comme IBM et Qualcomm à condition qu'elles acceptent de transférer leur technologie en échange d'un accès au marché chinois. Il a également incité les entreprises à racheter ou à fusionner avec des sociétés de haute technologie en Asie, en Europe et aux États-Unis.

Le résultat de ces efforts est que la Chine a construit un écosystème de haute technologie comprenant des entreprises telles que Huawei, qui a commencé à concevoir certaines des puces les plus avancées au monde pour les téléphones intelligents, est devenue le deuxième client de TSMC (Taiwan) et a été le pionnier de la prochaine génération d'infrastructures de télécommunications (la 5G) qu'elle a prévu de vendre à des pays du monde entier.

« Si les tendances de la fin des années 2010 sont maintenues », affirme Miller, « d'ici 2030, l'industrie chinoise des puces pourrait rivaliser avec la Silicon Valley en termes de rayonnement. Cela ne se limiterait pas à perturber les entreprises technologiques et les flux commerciaux. Cela remettrait également en cause l'équilibre des forces militaires ».

L'Empire contre-attaque

L'establishment de Washington s'est rendu compte qu'il avait subi un déclin relatif, qu'il était devenu dépendant de Taïwan et de la Corée du Sud pour ses puces, et qu'il devait faire face à la Chine comme à un rival doté d'une industrie de haute technologie de plus en plus sophistiquée et profondément intégrée à son armée. Même les cadres du secteur technologique disaient en privé, écrit Miller, « craindre que les concurrents chinois soutenus par l'État ne s'emparent de parts de marché à leurs dépens ».

C'est ainsi qu'un nouveau « Washington Silicon Valley Consensus » s'est développé à l'encontre de la Chine. Les trois dernières administrations présidentielles sont pas-

sées d'une stratégie d'engagement avec la Chine à une stratégie d'endiguement de la montée en puissance de la Chine, en particulier dans le domaine de la haute technologie. Pour reprendre l'expression pertinente des politologues Henry Farrell et Abraham Newman, les États-Unis ont « militarisé l'interdépendance » en ciblant la dépendance de la Chine à l'égard des microprocesseurs étrangers.

Dans le cadre de son « pivot vers l'Asie », l'administration Obama a interdit en 2016 aux entreprises américaines de vendre des semi-conducteurs à la société chinoise ZTE, au motif que celle-ci avait violé les sanctions contre l'Iran. Seul un accord avec le président Donald Trump, prévoyant le paiement d'une amende pour retrouver l'accès aux fournisseurs américains, a permis à l'entreprise d'éviter la faillite totale, mais l'interdiction était un signe avant-coureur.

L'administration Trump, qui a réorienté l'impérialisme américain de la « guerre contre le terrorisme » vers la rivalité des grandes puissances avec la Chine et la Russie, a ciblé l'industrie technologique de Pékin, en particulier Huawei. En invoquant la sécurité nationale, le département du commerce a interdit aux entreprises américaines de vendre des puces, du matériel et des logiciels à l'entreprise.

Rapidement, d'autres entreprises et alliés des États-Unis ont compris et ont commencé à suivre le mouvement. La société taïwanaise TSMC est entrée dans le rang, tout comme la Grande-Bretagne et d'autres pays, limitant l'accès aux puces haut de gamme et sabotant les tentatives de conquête du marché de la 5G. Les États-Unis ont ensuite mis sur liste noire les fabricants chinois de superordinateurs Sugon et Phytium et ont imposé des restrictions à SMIC, leur fabricant de microprocesseurs le plus avancé.

L'administration Biden a poursuivi la stratégie de Trump en matière de rivalité entre grandes puissances, mais a abandonné ses tactiques unilatérales au profit de tactiques multilatérales. Elle a maintenu les droits de douane et les interdictions frappant les entreprises chinoises et les a assortis d'une nouvelle politique industrielle visant à rétablir la production nationale de haute technologie et à investir dans la recherche et le développement de microprocesseurs.

Lors d'un discours prononcé en 2021 à la Maison Blanche devant des chefs d'entreprise, Joe Biden a déclaré : « Pendant trop longtemps, en tant que nation, nous n'avons pas fait les investissements importants et audacieux dont nous avons besoin pour

devancer nos concurrents mondiaux ». Brandissant une plaquette de silicium, il a reproché aux patrons réunis d'avoir « pris du retard en matière de recherche et développement et de fabrication (...). Nous devons passer à la vitesse supérieure. »

Afin d'inverser la tendance à la disparition des usines nationales, Joe Biden a conclu un accord avec TSMC pour la construction d'une usine de 40 milliards de dollars en Arizona. En échange d'allègements fiscaux, Samsung devrait déboursier 191 milliards de dollars pour construire 11 nouvelles usines au Texas. Le « Chips and Science Act » de l'administration injectera 280 milliards de dollars dans le financement de nouvelles usines et de nouveaux travaux de recherche et de conception dans le domaine des puces spécialisées, de l'intelligence artificielle et de la robotique.

Même si TSMC (Taiwan) et Samsung (Corée du Sud) construisent des usines aux États-Unis, ils ne veulent pas devenir de simples pions de Washington et construisent en même temps des usines en Chine. Mais aucune de ces usines n'est aussi avancée que celles de leur propre pays. Les deux États protègent leurs industries tout en jouant l'un contre l'autre les deux grandes puissances.

Pour les contraindre, Joe Biden augmente le nombre d'entreprises chinoises sur la liste noire afin d'empêcher le partage de la technologie. Comme Trump, il utilise la sécurité nationale comme alibi pour inciter les entreprises d'autres pays à faire de même, afin d'empêcher la Chine d'accéder aux microprocesseurs, aux outils de fabrication et aux usines les plus avancées.

Cette offensive ne fait qu'accélérer la volonté de la Chine d'établir sa propre industrie des microprocesseurs. La tentative de Washington de fermer l'accès de la Chine à TSMC exacerbe le conflit entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taïwan, que Pékin considère comme une province renégate tandis que les États-Unis l'arment pour dissuader toute tentative chinoise de s'en emparer et de verrouiller l'hégémonie américaine sur l'Asie-Pacifique et son industrie technologique.

Ainsi, comme l'affirme Miller, « Taïwan n'est pas seulement la source des microprocesseurs avancés sur lesquelles les armées des deux pays misent. C'est aussi le champ de bataille le plus probable ». Avec l'escalade des tensions, les analystes du gouvernement chinois « ont publiquement affirmé que (...) "nous devons nous emparer de TSMC" ». (...) ■

Fin d'une époque : militantisme ouvrier au début du XXI^e siècle

Par la revue *Chuǎng* et *Wen**

Le texte ci-dessous a été écrit par Wen, un camarade de Chine continentale qui a participé activement aux activités de soutien aux travailleurs tout au long des deux premières décennies du XXI^e siècle. La majeure partie de cet article a été rédigée en janvier 2020, juste après que les derniers militant-es ouvriers des années 2010 ont été arrêtés, contraints d'entrer dans une clandestinité encore plus profonde ou empêchés de poursuivre leurs activités. La pandémie a ensuite tout mis en suspens pendant quelques années. Au cours des derniers mois, Wen a révisé et mis à jour l'article à la suite d'une série de conversations avec nous sur les conclusions du projet initial, ainsi que sur les diverses formes de militantisme et de luttes ouvrières qui ont vu le jour tout au long de la pandémie, en particulier en 2022 et au cours des premiers mois de cette année.

L'une des vagues récentes de la lutte prolétarienne s'est poursuivie depuis janvier 2023 jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, menée par des retraité-es contre les changements apportés au système d'assurance sociale – y compris les coupes dans les prestations médicales et les propositions visant à augmenter l'âge de la retraite. Nous pensons que ce n'est pas une coïncidence si cette vague a eu lieu presque en même temps que le mouvement contre des réformes comparables en France : les deux répondent à la volonté du capital mondial de réduire les coûts de la reproduction sociale alors que la population vieillit et que la croissance économique continue de stagner. Il semble peu probable que ces protestations éparses se regroupent en un mouvement national avant que l'État ne les

étouffe avec sa combinaison habituelle de tactiques de la carotte et du bâton, mais ces luttes ainsi que nombre d'autres luttes de ces trois dernières années confirment notre thèse (proposée pour la première fois dans notre article de 2015 « *Pas d'avancée, pas de recul* », puis mise à jour dans des écrits ultérieurs tels que « *Choisir les querelles* » – voir note 6) selon laquelle la Chine a entamé une intensification des conflits dans la sphère de la reproduction sociale, chevauchant et débordant les luttes « *ouvrières* » au sens traditionnel du terme. À cet égard, les tendances observées en Chine depuis le début des années 2010 sont conformes à celles de nombreux autres pays, reflétant un développement plus profond de la « *loi générale de l'accumulation capitaliste* ».

Les changements structurels dans l'emploi ont induit des changements similaires dans la subjectivité politique et l'activité des prolétaires en Chine. Ce double changement explique le déclin de la forme de militantisme ouvrier étudiée dans l'article de Wen ci-dessous – une forme qui, nous le soulignons, n'a jamais existé en Chine avant les années 2000 et pourrait ne jamais exister à nouveau (1) Outre la mise en évidence de ce contexte, nous aimerions également clarifier davantage notre compréhension de la relation entre les luttes industrielles et les militants ouvriers, déjà suggérée par l'article de Wen. Tout d'abord, les militants ouvriers spécialisés dont il est question ici ont été directement impliqués seulement dans une fraction des innombrables luttes industrielles qui ont vu le jour « *spontanément* » (bien que souvent organisées par des militants ouvriers qui n'avaient pas de liens avec des réseaux militants)

* *Chuǎng* est une revue et un collectif formé par des militant-es qui vivent ou voyagent en Chine continentale depuis la fin des années 1980. Dans une interview radiophonique réalisée fin 2021 par l'éditeur américain de leur livre *Social Contagion*, Charles H. Kerr, ce collectif s'est présenté ainsi : « *Chuǎng : un cheval qui fonce à travers une porte. Ce mot signifie "se précipiter, s'élancer ou charger devant soi", mais il peut aussi désigner le tracé d'un chemin semé d'embûches et jalonné de combats. Nous avons choisi ce nom pour souligner le caractère nécessairement incendiaire du communisme, ainsi que le cheminement difficile vers l'avant, et sa persistance malgré des défaites parfois désespérantes* ». Comme le collectif le dit dans son introduction, Wen est un de ses membres vivant en Chine continentale. Cet article a d'abord été publié sur le site web de *Chuǎng* : <https://chuangcn.org/2023/04/the-end-of-an-era-labor-activism-in-early-21st-century-china/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Les discussions sur le militantisme ouvrier en Chine et ailleurs commentent souvent deux erreurs que cet article évite : elles confondent les luttes ouvrières avec le militantisme ouvrier, et elles confondent le « *militantisme ouvrier* » du début du XXI^e siècle avec les formes antérieures d'intervention de la gauche dans les luttes ouvrières. Les formes d'auto-organisation des travailleurs de la

fin des Qing et du début de la République sont nées des guildes, des sociétés secrètes, des clubs d'arts martiaux, des associations de quartier, etc. Lorsque les anarchistes, puis les communistes et d'autres ont commencé à organiser les travailleurs dans les années 1910-1920, ils ont dû collaborer avec ces traditions existantes pour créer des organisations plus proches du modèle occidental des syndicats. (Ce modèle occidental avait lui-même émergé de formes moins centrées sur les questions de travail et plus organiquement liées à la vie des paysans et des premiers prolétaires). Après 1949, certains syndicats ont été intégrés à l'État chinois dans le cadre de la Fédération des syndicats de Chine, tandis que d'autres types d'organisations de travailleurs ont été interdits. Lorsque les travailleurs ont tenté de défendre leurs intérêts face à l'État, du milieu des années 1950 jusqu'à la restructuration des entreprises publiques dans les années 1990-2000, ils l'ont généralement fait par le biais de réseaux informels ou, à la fin des années 1960, dans le cadre d'organisations issues de la révolution culturelle. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que quelques travailleurs migrants, des avocats spécialisés dans le droit du travail, des travailleurs sociaux, des militants de gauche et des universitaires ont commencé à coopérer pour mettre en place des groupes de soutien au travail, puis des ONG qui sont devenues le principal vecteur de ce que nous appelons aujourd'hui le

« *militantisme ouvrier* ». Bien entendu, tout au long de cette période, du début de l'industrialisation de la Chine jusqu'à aujourd'hui, chaque fois que les travailleurs ont lutté collectivement pour défendre leurs intérêts, leurs actions ont souvent été initiées ou coordonnées par certains camarades plus militants, qui pouvaient avoir une expérience plus pertinente que d'autres. Au cours de la période républicaine, certains de ces travailleurs militants ont ensuite adhéré à des syndicats liés à des partis politiques ou ont créé leur propre syndicat. Ce n'était pas une option au début du XXI^e siècle en raison d'une série de conditions historiques (qui ne se limitent pas à la répression politique, qui existait également à une époque antérieure et dans d'autres endroits où existaient des syndicats indépendants). Ces conditions ont donné naissance aux nouvelles catégories de « *militants ouvriers* » et d'« *ONG ouvrières* », qui ont attiré quelques travailleurs militants (dont les homologues auraient pu rejoindre les syndicats à l'époque républicaine ou les gardes rouges pendant la révolution culturelle), aux côtés de militants issus de milieux plus privilégiés. Ces réseaux de militants n'ont jamais atteint le nombre ou l'influence des organisations précédentes, mais ils sont devenus le principal modèle de soutien aux travailleurs migrants jusqu'à ce que les conditions changent à nouveau à la fin des années 2010.

Chine

tout au long des deux premières décennies du XXI^e siècle. Deuxièmement, comme l'a dit un autre ancien militant, « *ce sont les actions collectives des travailleurs chinois (en particulier ceux du secteur manufacturier côtier) qui ont attiré les militants et les ont poussés à avancer avec les travailleurs, plutôt que des militants ayant des antécédents et des visions du monde différents qui ont mené les actions des travailleurs. Toutefois, les militants (...) ont joué un rôle certain dans la formation des réseaux d'organisation des travailleurs, jetant les bases de [certaines de leurs] actions ultérieures* ».

Cet article est donc une contribution importante à la poursuite de l'analyse des luttes de masse et des interventions de

la gauche en Chine, ainsi qu'une sorte de nécrologie d'une forme d'intervention historiquement distincte dont l'ère est désormais révolue. Avec l'auteur, nous espérons qu'une autopsie franche du mouvement ouvrier militant fournira des leçons à la génération actuelle de prolétaires qui initient de nouvelles formes de résistance plus appropriées aux conditions actuelles. Bien qu'il puisse y avoir quelques désaccords mineurs entre notre propre position et celle exposée ci-dessous, l'article est un aperçu de première main inestimable d'un moment crucial dans l'histoire de la lutte des classes en Chine.

Chuǎng

Le passage des années et des décennies crée des frontières temporelles arbitraires qui s'alignent rarement sur le rythme des changements sociaux et politiques. La fin des années 2010 semble toutefois avoir définitivement marqué la fin d'une époque. Les arrestations massives d'organiseurs de l'usine Jasic et de sympathisants étudiants, de militants syndicaux sans lien entre eux en 2018 et 2019, et la suppression de groupes syndicaux, de sociétés étudiantes radicales et de réseaux militants au cours de la même période, ont terminé la décennie sur une note nettement pessimiste. Nous savons que la scène militante syndicale qui nous était si familière – les membres, les organisations, les réseaux ainsi que leurs objectifs et leurs méthodes d'organisation – s'est évaporée et qu'il est peu probable qu'elle revienne. Mais quelle était exactement cette scène ?

La première version de cet article a été rédigée au début de l'année 2020, au terme d'une période de deux ans de répression implacable. L'accent mis dans la première version sur cette répression, sur les personnes arrêtées, sur les raisons de ces arrestations et sur leur signification, reflétait l'état d'esprit et le point de vue de l'époque. Il convient de rappeler ce moment charnière qui a précipité cette analyse.

La répression de la fin des années 2010

L'année 2019 s'est ouverte sur la détention en janvier de cinq des derniers militants ouvriers les plus importants de Chine (finalement libérés seize mois plus tard, en mai 2020), et l'année s'est achevée sur la détention en décembre de trois autres (étonnamment libérés au bout de quinze jours seulement). Entre-temps, cependant, un certain nombre d'autres militant-es syndicaux, y compris des journalistes indépendants et des travailleurs

sociaux, ont disparu dans l'État sécuritaire pendant des mois, rejoignant celles et ceux qui avaient été détenus les années précédentes. La plupart des personnes détenues, si ce n'est toutes, ont été libérées, souvent discrètement, les conditions de leur libération incluant généralement la promesse de garder le silence et de couper tout contact avec le monde extérieur. En 2020, ces arrestations arbitraires (avec des durées de détention tout aussi arbitraires) étaient devenues si fréquentes qu'il y aurait un soupir de soulagement collectif si personne n'était arrêté pendant quelques mois. Alors que nous nous demandions inévitablement si une arrestation était liée à une autre, en 2020 il y avait eu suffisamment d'incidents de ce type pour penser que la cause spécifique de chaque cas individuel n'était pas importante.

Avec le recul, l'année 2019 a marqué un point d'inflexion où cette nouvelle approche de la répression étatique s'est fermement établie. Le maintien de l'ordre est devenu plus préventif, visant moins à punir les militant-es pour ce qu'ils avaient fait qu'à les empêcher de faire ce qu'ils pourraient se préparer à faire. Avec chaque strate de militant-es arrêtés, interrogés ou étroitement surveillés, la strate suivante devenait plus exposée, dans un cercle concentrique de répression qui ne cessait de s'étendre. Les deux années suivantes, de 2020 à 2022, n'ont fait que confirmer cette tendance. En 2021, au moins deux militants syndicaux ont été arrêtés séparément et tous deux inculpés pour le crime plus grave de « *subversion du pouvoir de l'État* ». Si le nombre de militant-es et d'organisations ciblées a diminué depuis 2019, cela reflète moins un relâchement de la répression qu'une normalisation qui a fait que très peu de militant-es ont pu continuer à agir de manière publique ou organisée. Pendant ce temps, en dehors des détentions policières formelles, d'innombrables militant-es et étudiant-es ont été régulièrement emmenés et interrogés.

Nous vivons toujours dans l'ombre de la répression de la fin des années 2010.

Alors que cette répression s'éloigne dans le rétroviseur, il ne suffit pas de pleurer ce qui a été perdu. Avant d'aller de l'avant et d'essayer de forger quelque chose d'approprié pour la « *nouvelle ère* », nous devons d'abord clarifier ce qui s'est levé et s'est écroulé tout au long des deux premières décennies du XXI^e siècle. D'une part, les arrestations de 2019 ont été les derniers clous du cercueil d'un cycle de luttes ouvrières menées par des travailleurs migrants des zones rurales – d'abord principalement dans les nouvelles usines orientées vers l'exportation et les projets d'infrastructure des villes côtières, mais finalement étendues à l'ensemble du secteur privé chinois en plein essor. Ce cycle mené par les migrant-es a commencé par des actions syndicales sporadiques au milieu des années 1990, a pris forme tout au long des années 2000 et s'est intensifié au début des années 2010, pour se dissoudre à partir de 2015, bien avant la dernière vague de répression contre les militant-es spécialisé-es, qui peuvent maintenant être considérés comme engagés dans des efforts de la dernière chance pour faire revivre le militantisme de classe antérieur. Il s'est développé juste au moment où un autre cycle de luttes ouvrières a commencé à s'affaiblir : celui des travailleur-es urbain-es du secteur public qui ont lutté sans succès pour défendre leur « *bol de riz en fer* » socialiste contre la restructuration orientée vers le marché du début des années 1990 à la fin des années 2000, avec un pic autour de 2002. Le cycle mené par les migrants a été défini non seulement par son propre arc intrinsèque d'actions syndicales, mais aussi par les réseaux de militants et d'organisations spécialisées qui ont émergé depuis le milieu des années 2000 jusqu'au milieu des années 2010 dans le but de soutenir et diriger les actions des travailleurs, ainsi que par certaines idées sur ce qui était permis : des hypothèses

ses sur la meilleure façon d'organiser les (camarades) travailleurs et des interprétations sur les objectifs à court, moyen et long terme. Maintenant que ce cycle a été enterré et que l'on ne sait toujours pas comment le prochain émergera du contexte actuel de « *dépression politique* » (une expression qui a été sur les lèvres de nombreux anciens militant·es au cours des deux dernières années), nous avons la responsabilité d'honorer les morts en faisant le point sur le cycle des luttes ouvrières menées par les migrants au début du XXI^e siècle. Beaucoup a déjà été écrit sur le travail, la vie et les luttes des travailleurs migrants chinois (2), de sorte que cet essai se concentre plutôt sur le milieu militant qui a émergé des luttes des travailleurs et les a parfois influencées. Ce faisant, je rejette l'idée largement répandue selon laquelle la répression a été principalement motivée par la personnalité autoritaire de Xi Jinping. Je souhaite plutôt montrer que ce cycle de luttes avait sa propre logique interne et son propre rythme, liés aux tendances matérielles plus profondes de l'époque.

Nous commençons à voir une nouvelle génération de militant·es s'efforcer d'émerger dans les pires conditions possibles. Ils n'ont pas l'infrastructure ni les connaissances du passé récent, mais ils sont aussi libérés de certains de ses fardeaux historiques et idéologiques. Dans ce contexte, nous devrions également chercher à savoir comment le prochain cycle pourrait diverger des deux précédents.

L'apogée d'un cycle

Si le point de départ de ce cycle de lutte ouvrière remonte à la fin des années 1990, son plateau supérieur s'est étalé sur un peu plus d'une décennie, du milieu des années 2000 au milieu des années 2010. Cette période a été marquée par de grands espoirs. Les années 2010 ont débuté par une grève marquante au cours de l'été 2010 – la grève de l'usine de pièces automobiles Nanhai Honda – qui a fait l'objet de nombreuses recherches et qui a été largement décrite comme représentant le passage à l'âge adulte de la nouvelle classe ouvrière chinoise (3). Une vague de grèves de travailleurs de l'automobile a rapidement suivi et, plus tard dans l'année, une grève de plus de 70 000 travailleurs dans la zone industrielle de Dalian a couronné ce qui pourrait être appelé « *l'Année de l'Ouvrier* » (4).

Ces grandes grèves avaient été précédées par des années d'intensification de la lutte ouvrière dans le delta de la rivière des



Perles, ce qui avait contraint l'État à adopter des lois sur le travail – sur le papier plutôt progressistes selon les normes internationales du droit du travail – à la fin des années 2000, en guise de concessions dans le cadre d'une tentative de paix sociale. Pendant quelques années, le gouvernement a semblé se ranger, au moins en apparence, du côté des droits légaux des travailleurs, ne serait-ce que pour s'assurer le soutien aux fondements socio-économiques de son modèle de développement capitaliste. Rétrospectivement, cependant, la grève de Honda n'a pas marqué le passage des luttes ouvrières défensives à des luttes offensives, plus expansives et de plus en plus organisées, comme beaucoup l'ont cru à l'époque, mais simplement l'apogée d'un cycle de luttes encore principalement défensives et locales, qui n'ont fait que décliner au cours des années suivantes.

Au cours des cinq années qui ont suivi la grève de Honda, chaque année a été marquée par des développements significatifs, soit sous la forme de grèves de grande ampleur qui ont eu des répercussions au-delà des usines, comme la grève de l'usine de chaussures Yue Yuen à Dongguan (2014), qui a rassemblé 40 000 personnes, soit sous la forme d'informations syndicales qui ont galvanisé la sympathie du public, comme les suicides de Foxconn (2010-2014). Les travailleurs et les militants n'ont jamais été à l'abri du harcèlement et de la surveillance. Des voyous ont été engagés pour agresser les grévistes, la police a régulièrement harcelé et interrogé des militants et les ONG des travailleurs ont été contraintes de déménager leurs bureaux. Mais les militants ont réagi à ces nouveaux développements de manière optimiste et active, en discutant de la meilleure façon d'intervenir. L'État a

cherché à réprimer l'activité ouvrière par la législation et une rhétorique pro-ouvrière correspondante, se montrant disposé à s'associer aux ONG syndicales dans le cadre d'un mariage de convenance afin d'obtenir le consentement des travailleurs au système de relations industrielles émergent, plus réglementé, qui prenait lentement forme. L'État a toléré les ONG des travailleurs pour leur travail de service, tout en surveillant et en définissant les paramètres de leurs activités, de manière plus ou moins subtile.

De nombreux participants et observateurs des luttes ouvrières ont fait preuve d'un optimisme injustifié quant à l'inévitabilité de l'émergence d'un mouvement ouvrier croissant et mieux organisé à partir de la densité réelle des luttes ouvrières. Alors que le mouvement ouvrier euro-américain classique était plus spécifique sur le plan historique qu'on ne le reconnaît souvent (5), les militants, les universitaires et même certains dirigeants réformistes de la Fédération syndicale pan-chinoise (ACFTU) ont pendant des années cherché dans l'histoire de l'Europe et des États-

2. Voir, par exemple, *China on Strike : Narratives of Workers' Resistance*, édité par Hao Ren (Haymarket 2016), et *Striking to Survive : Workers' Resistance to Factory Relocations in China*, par Fan Shigang (Haymarket 2018).

3. Voir « The Awakening of Lin Xiaocao A Personal Account of the 2010 Strike at Nanhai Honda », revue *Chuàng* n° 2 : <https://chuangcn.org/journal/two/the-awakening-of-lin-xiaocao/>

4. L'année précédente, le magazine *Time* avait choisi « *L'ouvrier chinois* » comme l'une de ses personnalités de l'année.

5. Non seulement le mouvement ouvrier était historiquement spécifique, mais de nombreux militant·es de gauche d'aujourd'hui, en Chine et ailleurs, qui le prennent pour modèle, ont fondamentalement mal compris comment le mouvement a pris forme et s'est déroulé. Voir « A History of Separation », revue *Endnotes* n° 4, octobre 2015, et Mike Davis, *Old Gods, New Enigmas* (Verso 2018).

Chine

Unis la voie à suivre pour l'avenir de la Chine. Au début des années 2010, alors même que l'espace politique interdisait toute activité syndicale autonome, rares étaient ceux qui pensaient que la possibilité pour les travailleurs de développer un mouvement syndical fort était totalement exclue (6). Au contraire, l'horizon des luttes apparaissait ouvert, et il semblait qu'elles pouvaient prendre de nombreuses directions. Il était certain que la question n'était pas de savoir « *si* » mais « *dans quelle direction* » et « *quand* » les travailleurs développeraient des formes d'organisation syndicale puissante. Il est peut-être difficile de se souvenir aujourd'hui de cette excitation, qui frise le sentiment d'inéluçabilité, mais elle a été omniprésente pendant de nombreuses années.

Les milieux militants

Au cours de ce cycle, deux générations de militant-es ont émergé, ont été façonnées par d'autres actions syndicales et les ont à leur tour influencées. C'est dans le contexte d'actions collectives importantes de la fin des années 2000 et du début des années 2010 que certains des militants ouvriers les plus actifs de Chine, qui ont été parmi les principales cibles de la répression entre 2015 et 2019, ont développé leurs compétences d'organisation presque à partir de zéro. Ils avaient été largement déconnectés des générations précédentes de militants, telles que celles des ouvriers militants des usines d'État chinoi-

ses des années 1990 et du début des années 2000, dont certains ont fait l'objet d'une répression particulièrement dure pour leur rôle dans la résistance à la privatisation et aux fermetures d'usines. Les premiers de ces nouveaux militants sont entrés en scène au moment où les luttes des travailleurs du secteur public s'essouffaient à la fin des années 1990. La génération suivante est apparue au début des années 2010, bien après que ces batailles eurent été perdues.

Cette nouvelle génération de militants était loin d'être homogène. Je me concentre sur trois groupes aux caractéristiques distinctes qui ont joué un rôle notable dans l'organisation et la tentative de construction d'un mouvement ouvrier (7).

Tout d'abord, la première génération de militant-es du travail migrant pourrait être appelée celle des « *migrant-es de base* », centrés sur les villes du delta de la rivière des Perles, à savoir Shenzhen, Guangzhou et Dongguan, qui connaissaient encore une industrialisation rapide dans les années 1990 et 2000. Les membres de ce groupe ont des antécédents largement similaires en tant qu'anciens travailleurs migrants, ayant quitté leurs localités rurales pour travailler sur la côte au cours de ces deux décennies. Certain-es ont fondé leurs propres organisations syndicales ou ont rejoint des organisations établies, bien que beaucoup aient également agi en tant qu'organisateur-s non affiliés. Nombre d'entre elles et eux sont devenus les visages publics du nouveau « *mouvement ouvrier* » chinois. Peu d'entre eux avaient fait des études secondaires et la plupart de leurs organisations étaient composées d'anciens travailleurs de base et, dans une moindre mesure, de diplômés de l'enseignement secondaire. Ils et elles manquaient souvent de bases idéologiques, mélangeant souvent leur défense des intérêts des travailleurs avec un anti-autoritarisme et une politique favorable au marché qui peut sembler incohérente aujourd'hui, mais qui a été assez courante dans les pays post-socialistes. Parmi ceux qui étaient politiquement plus sophistiqués, quelques-uns considéraient une version indéfinie de la social-démocratie européenne comme l'avenir souhaitable pour les travailleurs chinois et étaient généralement opposés à des formes de socialisme recouvertes d'une domination autoritaire. Nombre d'entre eux ont travaillé avec des universitaires intéressé-es par les relations industrielles et avec des avocat-es sensibles à leur cause et prêts à prendre le risque de représenter des travailleurs dans

des affaires modérément délicates. Cela tendait à orienter le milieu vers la modernisation progressive du système juridique – pour qu'il soit libre de toute ingérence de l'État – et vers une conception des relations industrielles centrée sur la négociation collective tripartite du style OIT. Malgré leur politique modérée, leurs antécédents de travailleurs migrants, leur caractère plus organisé, leurs liens avec des financements étrangers via des fondations internationales et l'étendue de leurs réseaux émergents ont fait en sorte qu'ils ont été perçus comme des menaces pour l'État. Ils ont donc souvent été les premières victimes de la répression.

Le deuxième groupe est celui de la « *société civile* ». Ce milieu avait été façonné par le développement de la société civile, à la fois comme cadre conceptuel de leurs actions et comme réalité dominante à Guangzhou – une réalité qui s'était développée dans les universités libérales de la ville, dans les médias commerciaux et en relation avec les militants de la société civile de l'autre côté des postes de contrôle frontaliers de Hong Kong. La plupart de ces militant-es syndicaux à la tête d'ONG ne se seraient pas identifiés comme étant de gauche ou radicaux, même si, dans la pratique, ils n'étaient pas nécessairement hostiles aux positions plus explicitement de gauche des étudiant-es et des travailleur-es qui se portaient parfois volontaires ou travaillaient pour eux ou avec lesquels ils collaboraient. Ils et elles partageaient le libéralisme social et politique qui s'est développé parallèlement au virage réformateur du gouvernement du Guangdong au début des années 2010, sous la direction du secrétaire provincial du parti, Wang Yang. Nombre d'entre eux ont été politisés alors qu'ils fréquentaient les universités locales, souvent en s'engageant dans des sociétés de bénévolat, en étant exposés aux médias libéraux ou en participant à des activités telles que les performances artistiques et les manifestations à petite échelle. En raison de l'environnement plus permissif, ils ont eu la possibilité de participer aux nombreuses organisations de la société civile qui existaient à cette époque et de former des réseaux avec des militant-es travaillant sur toute une série d'autres questions sociales et politiques. Certains d'entre elles et eux ont finalement choisi de travailler pour ces organisations, tandis que d'autres ont poursuivi leur parcours universitaire, tout en conservant parfois des liens avec la société civile.

Enfin, un groupe de « *gauche radica-*

6. Le collectif et la revue *Chuāng* soutiennent depuis longtemps qu'il a été structurellement impossible de voir émerger quoi que ce soit qui ressemble de près au mouvement ouvrier classique dans la Chine post-socialiste, ou ailleurs, après que la tendance séculaire à la désindustrialisation mondiale eut commencé à se manifester dans les années 1990 (entre autres changements historiques), et que même l'emploi industriel de la Chine, en plein essor, a entamé son déclin final vers 2013. Lorsque l'article « No Way Forward, No Way Back » (« Pas d'avancée, pas de recul », revue *Chuāng* n° 1 : <https://chuangcn.org/journal/one/no-way-forward-no-way-back/>) a présenté cet argument en 2015, en développant ce que la revue *Endnotes* avait déjà suggéré dans l'article « Misery and Debt » (Misère et dette) de son n° 2 d'avril 2010, la controverse était vive, mais lorsque l'article « Picking Quarrels » (« Choisir les querelles », revue *Chuāng* n° 2 : <https://chuangcn.org/journal/two/picking-quarrels/>) a ajouté un poids empirique à une élaboration actualisée du même argument en 2019, cette tendance et ses effets sur la nature des luttes prolétariennes – et les limites qu'elle imposait à l'organisation du travail qui prenait le mouvement ouvrier classique comme modèle – étaient déjà devenus clairs.

7. L'histoire complète des luttes des travailleurs migrants en Chine et du militantisme ouvrier qui en découle reste à écrire. Je ne tente ici qu'une généralisation impressionniste de ces groupes et des caractéristiques qui les définissent.

le » est apparu, principalement à Pékin. Ce groupe se composait d'étudiant-es et de jeunes diplômé-es explicitement marxistes, prenant souvent la forme de « *groupes d'étude* » fortement influencés par une version du maoïsme qui s'était développée dans certaines des universités les plus prestigieuses du pays. Ce maoïsme était moins un programme politique cohérent qu'une nostalgie et une défense de Mao Zedong et de ses politiques perçues comme progressistes et favorables aux travailleurs. Souvent influencée par les professeurs et par des réseaux maoïstes plus anciens, généralement liés à d'anciens travailleurs du secteur public qui avaient perdu leurs moyens de subsistance et se sentaient floués par la restructuration des années 1990, la formation idéologique de ces étudiants radicaux a généralement précédé leur militantisme ouvrier. Nombre d'entre eux ont commencé à s'orienter vers l'organisation syndicale au cours de leur formation idéologique, guidés par des étudiant-es radicaux plus âgés. Ces groupes ont eu tendance à devenir idéologiquement uniformes et très disciplinés, menant souvent des enquêtes (ciblant le personnel du campus ou les travailleurs des usines et des sites de construction voisins) pour s'informer sur l'organisation et pour construire des alliances étudiants-travailleurs. Ce faisant, ils représentaient une double menace pour l'État en raison de leur hétérodoxie idéologique et de ces alliances entre classes. Mais ce n'est que plus tard que leur activité – principalement limitée à des discussions et à quelques formes rudimentaires d'organisation – a été reconnue comme dangereuse par l'État. Ce tournant s'est produit fin 2017, lorsque les autorités ont arrêté un certain nombre de militants étudiants, collectivement connus sous le nom de « *Huit jeunes militants de gauche* », qui avaient organisé des groupes de lecture et des activités de sensibilisation auprès des étudiants et des travailleurs à Guangzhou – certains d'entre eux s'étant déplacés de Pékin vers cet ancien foyer de lutte des migrants dans le delta de la rivière des Perles à cette fin (8). Même s'ils ont ensuite été libérés, apparemment grâce à l'intervention d'anciens dirigeants de gauche du parti, cela a mis les étudiant-es marxistes en général dans le collimateur de l'État. Peut-être en raison de leur implantation dans les universités d'élite (les étudiants étant généralement traités avec plus d'indulgence que les travailleurs et les militants non étudiants), aucune répression sérieuse n'a eu lieu à l'échelle nationale

jusqu'à l'affaire Jasic en 2018 et ses conséquences l'année suivante (9). Depuis lors, les étudiants sont surveillés de beaucoup plus près.

Déconnecté des traditions syndicales chinoises antérieures, émergeant au moment où le haut niveau des mouvements de la société civile mondiale favorisait la formation d'organisations non gouvernementales et dans le contexte de la suppression par l'État du syndicalisme indépendant, la principale forme d'organisation du militantisme syndical a été celle de l'ONG. Les deux premiers groupes ont largement travaillé dans ce cadre. Ces ONG, qui n'étaient pas homogènes, ne se sont jamais transformées en quelque chose de comparable aux organisations de masse, telles que les syndicats historiques ou les partis politiques, et nous n'aurions pas dû nous attendre à ce qu'elles le fassent.

Si les groupes de la « *société civile* » et de la « *gauche radicale* » ont divergé sur le plan idéologique, ils ont partagé en grande partie les mêmes antécédents. Ils appartenaient tous deux à peu près à la même génération de jeunes diplômé-es, idéalistes et engagés. À la fin des années 2000 et au début des années 2010, nombre d'entre elles et eux ont fréquenté les universités chinoises les plus prestigieuses de Guangdong et de Pékin. Leur éducation dans des universités d'élite leur aurait donné un bon départ dans la vie, mais pas nécessairement une vie de confort ni un statut. Ils n'étaient pas nécessairement issus de familles d'élite, et nombre d'entre eux ont été influencés par leur milieu familial rural et migrant, ils et elles se sont donc identifiés à cette classe ouvrière migrante, la plus défavorisée et pauvre, dans les usines et sur les chantiers de construction. La recrudescence des nouvelles luttes ouvrières dans la seconde moitié des années 2000 et au début des années 2010, avec la grève de Honda et les suicides de Foxconn comme deux événements clés, a encore plus radicalisé ces étudiant-es. Cependant, l'endroit où ils se sont radicalisés (Pékin ou Guangzhou) peut avoir été aussi important que ce qui les a radicalisés (par exemple, la lutte ouvrière). Dans la pratique, il y a également eu un chevauchement important entre les groupes des « *migrants de base* » et de la « *société civile* », car ils ont fini par occuper le même espace politique sous la forme d'ONG de travailleurs, malgré leurs backgrounds très différents. J'insiste sur ce point pour souligner que, sur le terrain et au fil du temps, les relations entre les différents groupes

ont évolué, s'éloignant parfois les uns des autres, voire devenant hostiles, alors qu'à d'autres moments, ils collaboraient et maintenaient des alliances.

Typologie d'engagement dans les luttes ouvrières

Pour comprendre l'importance de la répression de la fin des années 2010 visant ces militant-es spécialisés et les réseaux de soutien par rapport au monde plus large des luttes ouvrières en Chine (auxquelles ces militant-es n'ont participé que dans une faible mesure, même si ces luttes sont parfois devenues plus importantes en raison de facteurs tels que l'attention des médias), il est utile de s'inspirer de la typologie des grèves – et des caractéristiques des participants associés à chaque type de lutte – élaborée par Parry Leung dans ses recherches sur les grèves et le militantisme ouvrier dans le secteur de la bijouterie du sud de la Chine (10) :

« **Grève du type 1** : grève spontanée – action de masse spontanée par nature, sans organisateur ni préparation ; elle est dépourvue de planification stratégique et de représentants des travailleurs pour négocier avec la direction.

« **Grève du type 2** – grève menée par des militants (action ponctuelle) : planifiée et organisée par une poignée de militants syndicaux et soutenue par l'ensemble des travailleurs ; négociations informelles entre la direction et les représentants des travailleurs, mais aucun accord formel n'est conclu. Les militants ouvriers sont confrontés à des repréailles et à des licenciements peu de temps après une grève. Le noyau organisateur des militants est géné-

8. Voir les traductions et analyses sur le blog de Chuang : « Let the People Themselves Decide Whether We're Guilty » (juin 2018 : <https://chuangcn.org/2018/06/eight-leftists-analysis/>), « Locked Up for Reading Books : Voices from the November 15th Incident » (janvier 2018 : <https://chuangcn.org/2018/01/november-15th/>), et « "The Mastermind" : A Third Young Leftist Speaks Out on the November 15th Incident » (janvier 2018 : <https://chuangcn.org/2018/01/the-mastermind/>).

9. Voir : <https://chuangcn.org/tag/jasic/>. Pour un aperçu général de l'affaire Jasic, suivi d'une collection de sources plus détaillées en anglais et en chinois, voir « Critical Perspectives on the "Jasic Movement" – Suitable tactics of intervention ? » (Nao Qingchu, 2020 : <https://nqch.org/2020/01/18/critical-perspectives-on-the-jasic-movement/>). Une analyse plus récente mérite d'être soulignée : Zhang Yueran, « Leninists in a Chinese Factory : Reflections on the Jasic Labour Organising Strategy » (*Made in China*, 2020 : <https://madeinchinajournal.com/2020/06/25/leninists-in-a-chinese-factory/>).

10. Parry Leung, *Labor Activists and the New Working Class in China*, Palgrave Macmillan, New York 2015, pp. 161-162.

Chine

ralement dissous ou démantelé après une grève.

« **Grève du type 3** : grève menée par des militants (avec un noyau dur de militants) – la grève n'est pas un évènement unique. Le noyau militant qui dirige la grève ou l'action de protestation a déjà eu l'occasion d'initier une ou plusieurs grèves. Le réseau du noyau militant des travailleurs est capable d'initier ou de soutenir des actions de grève de manière répétée. Le noyau militant est dirigé par des "quasi-leaders". Cette forme de grève peut être divisée en deux sous-types :

« – **3-A** : le noyau militant durable est un réseau de militants inter-usines, collaboration inter-usines des militants, la structure d'organisation des militants peut être maintenue après l'action de grève, mais elle fonctionne à l'intérieur d'une usine particulière. Le noyau militant est formé de militants ouvriers issus de différentes usines.

« – **3-B** : le noyau militant est maintenu dans une usine particulière, il peut se maintenir et fonctionner à l'intérieur de l'usine après la grève, généralement grâce à l'élection de représentants des travailleurs pendant la grève et à des accords écrits formels après les négociations.

« **Grève du type 4** : Grève dirigée par un leader (inexistante en Chine à l'heure actuelle), un mouvement syndical organisé, des actions inter-usines ou inter-régionales promouvant les intérêts de classe des travailleurs, peuvent présenter une vision claire du mouvement à la communauté des travailleurs. Les dirigeants du mouvement ont la résolution de mettre cette vision en pratique. »

Il semble que la plupart des grèves qui ont eu lieu en Chine au cours de ce cycle de luttes relevaient des deux premiers types : grèves spontanées et grèves menées par des militants (actions ponctuelles). Dans certains cas, elles se sont transformées en un troisième type : grèves menées par des militants (avec un noyau dur de militants), qui ont entretenu des réseaux, mais toujours sur un seul lieu de travail. Comme l'a fait remarquer Leung, le dernier type de grève, qui couvre plusieurs lieux de travail et régions, n'a pas eu lieu

au cours du cycle de lutte des migrants du début du XXI^e siècle (à quelques exceptions près, comme la vague de grèves de 2010 mentionnée plus haut et les grèves nationales de 2018 des grutiers et des chauffeurs routiers – la première vague était limitée à des grèves de courte durée, inspirées par les succès de grèves ayant eu lieu ailleurs et les deux dernières reflétant la structure unique de ces secteurs, plutôt que d'impliquer un type d'organisation nécessaire pour d'autres secteurs, tels que l'industrie manufacturière).

Cependant, je soutiens que les trois groupes de militant·es, chacun à leur manière et avec des succès et des échecs variés, ont essayé de construire le dernier type de lutte, conçu comme une étape vers la construction d'un mouvement ouvrier, au lieu d'une accumulation de mouvements de grève sans rapport les uns avec les autres. Dans les années qui ont précédé la répression finale, les groupes de « migrants de base » et de « société civile » se sont concentrés sur la promotion de leurs versions de la négociation collective et d'un système de représentants des travailleurs (moins une invention qu'une adaptation par certaines ONG et par les avocats du travail d'une tendance émergente parmi les luttes ouvrières où les travailleurs avaient initié des formes ad hoc de négociation avec les managers) pour formaliser la représentation des travailleurs. Même si les différentes organisations ne réussissaient pas toujours à s'entendre, elles devenaient un réseau, au sens large, avec des objectifs et des méthodes largement partagés. Le groupe de la « gauche radicale » était lui aussi devenu plus organisé dans son approche de la construction d'une alliance étudiants-travailleurs pour radicaliser idéologiquement les luttes ouvrières, développant également ses réseaux non seulement sur les campus universitaires mais aussi à l'intérieur des usines (Jasic n'étant que l'exemple le plus connu des nombreuses tentatives des étudiants et autres militants de gauche de s'implanter dans une usine).

Bien que ces militant·es aient souvent surestimé leur propre importance et leur niveau de réussite dans toutes ces entreprises, leur influence n'était pas négligeable. Les militants des trois groupes ont joué un rôle déterminant dans la cohérence de la lutte ouvrière à plus grande échelle en mettant en relation des travailleurs de différents lieux de travail et secteurs, en les mettant en contact avec des militants et des groupes de soutien étudiants ailleurs, tout cela dans le but de conserver et de

transférer les expériences entre les grèves momentanées et d'orienter la stratégie des travailleurs dans leurs luttes. Les efforts déployés pour organiser la lutte par le biais de réseaux sont devenus le point focal de la répression au cours des dernières années. Ces réseaux ont tous été démantelés. Contrairement à l'idée que la répression est le résultat de la personnalité autoritaire de Xi Jinping ou de tout autre dirigeant de l'État, le facteur clé de la répression et l'explication de son calendrier pourraient être que les groupes de militants s'efforçaient en fait de faire converger les deuxième et troisième types de grève vers le quatrième type : quelque chose qui ressemble davantage à un « mouvement ouvrier ».

Cependant, ces militant·es étaient bien trop peu nombreux pour constituer un mouvement à partir de ces luttes et leur capacité à faire émerger à partir de ces luttes une direction organique – parmi les travailleurs eux-mêmes – était généralement réduite. Les groupes de militant·es se sont surtout efforcés d'intervenir « de l'extérieur », comme l'a montré l'affaire Jasic. Les rares exceptions à cette règle ont été éliminées avant même d'avoir eu la moindre chance de s'enraciner. Cela reflète la reconnaissance du fait que la révolte ouvrière en elle-même a beaucoup moins de chances de se transformer en un mouvement organisé si l'État est en mesure de supprimer les organisateurs et les organisations ouvrières. Les restrictions croissantes imposées à la recherche universitaire dans le domaine des études sur le travail ont également privé les universitaires de l'espace nécessaire pour débattre de la stratégie d'organisation des travailleurs.

L'État chinois est généralement en mesure de gérer les conflits du travail organisés par des travailleurs agissant seuls, mais il s'est montré particulièrement vigilant à l'égard des agitateurs extérieurs. La répression des militants syndicaux n'a toutefois pas dissuadé les travailleurs de faire grève, car l'organisation sur les lieux de travail dépendait rarement de ces militants. Dans les grèves et manifestations sauvages des migrants depuis les années 1990, les travailleurs n'ont que rarement été massivement arrêtés (11), en partie parce qu'en l'absence d'un syndicat ou d'une autre organisation dirigeant la grève, les meneurs qui ont existé émergent souvent de manière organique et changent au fil du temps plutôt que d'être officiellement sélectionnés, de sorte que leur identification par les autorités n'a jamais été une

11. Par contraste, les détentions massives et les violences policières ont été plus fréquentes lors de la répression des manifestations de travailleurs du secteur public à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Cela s'explique probablement par le fait que ces manifestations étaient généralement de plus grande ampleur et plus clairement organisées que la plupart des luttes des migrants à l'époque.

tâche aisée. Pourtant, le risque qu'ils soient la cible d'une répression intensive augmente considérablement chaque fois que les meneurs identifiés par les autorités s'organisent au-delà de leur propre lieu de travail, même si des concessions sont parfois faites aux grévistes eux-mêmes pour pacifier la grève.

En mettant l'accent sur ces groupes de militants, je ne veux pas suggérer qu'ils représentent les luttes des travailleurs ou qu'ils sont même les facteurs les plus importants dans l'organisation de la lutte. Après tout, au cours des deux dernières décennies, les luttes des travailleurs en Chine ne se sont pas appuyées sur des organisateurs externes pour organiser des grèves. Les travailleurs se mobilisaient sur leur lieu de travail grâce aux réseaux personnels et locaux, et organisaient eux-mêmes des actions collectives. Cette auto-organisation, que les organisateurs syndicaux des économies plus désindustrialisées d'aujourd'hui ne peuvent qu'envier, était à la fois une bénédiction en tant que forme de lutte directe entre le travail et le capital, sans médiation de la bureaucratie syndicale, mais aussi, en l'absence de toute consolidation organisationnelle, un obstacle au développement de la classe en tant que force organisée. Néanmoins, les militant-es essayaient, à leur manière, de faire avancer le cycle des luttes dans des directions particulières.

La fin du cycle

Toutefois, ce cycle de lutte ouvrière touchait à sa fin au milieu des années 2010. Ce n'était pas du tout évident à l'époque. En fait, les années 2013 et 2014 ont été marquées par certaines des grèves les plus importantes depuis les luttes du secteur public du début des années 2000, et le discours académique de l'époque parlait de la transition de luttes syndicales défensives à des luttes syndicales offensives. Cependant, l'industrialisation de la Chine (définie en nombre d'emplois industriels par rapport à la population active) a atteint son apogée vers 2013, juste au moment où les luttes ouvrières ont également atteint un sommet, suivi d'une désindustrialisation qui se manifeste clairement par la fermeture et la délocalisation de l'industrie manufacturière de centres tels que le delta de la rivière des Perles vers l'arrière-pays et à l'extérieur de la Chine. La nature des conflits sociaux, y compris certaines des grèves les plus importantes, est souvent devenue défensive, exigeant des employeurs de meilleures indemnités de

licenciement et des cotisations de retraite impayées. Même si elles ont été victorieuses, ces actions ont rarement donné lieu à une lutte prolongée. En d'autres termes, le déclin et finalement la fin de ce cycle de luttes ouvrières dans la seconde moitié des années 2010 a été conditionné par les changements structurels en cours dans les domaines de l'économie et de l'emploi.

La décennie d'espoir et d'enthousiasme a rapidement cédé la place à la déception, puis au désespoir. Dans le contexte du déclin général et de la fin du cycle, la marée répressive a balayé les trois groupes en 2020. L'espace qu'ils avaient tous partagé à des degrés divers au début des années 2010, dans lequel ils avaient appris et pratiqué leur militantisme, s'est rapidement évanoui après 2015. Les arrestations de 2019 n'ont fait que marquer le point culminant de la spirale descendante de cette décennie. Une partie de cette spirale avait été annoncée dès 2012, lorsque le gouvernement de Shenzhen a harcelé les propriétaires afin de contraindre les ONG de travailleurs à déménager leurs bureaux. Aussi choquante qu'elle ait été à l'époque, lorsque nous la comparons rétroactivement à ce qui se profilait à l'horizon, cette répression indirecte était presque dérisoire, clairement destinée à ne faire rien de plus qu'envoyer un avertissement et visant à perturber mais non à arrêter le travail des militants. La criminalisation du militantisme ouvrier qui a débuté en 2015 a marqué un saut qualitatif.

L'intensification a commencé sérieusement dans les premiers mois de 2015, au milieu d'une vague de répression contre d'autres types de militantisme. Les premières à tomber ont été les Cinq féministes, détenues le 6 mars pour leur projet de lancer une campagne contre les agressions sexuelles dans les transports publics à l'occasion de la Journée des droits des femmes deux jours plus tard (12). Ces arrestations ont été suivies, fin mars, d'un vaste coup de filet visant les militantes du réseau Yirenping (qui travaillait principalement contre la discrimination et employait certaines des féministes arrêtées au début du même mois), de la détention de plus de 200 militant-es des droits humains et avocats le 9 juillet, et enfin, le 5 décembre, des premières arrestations massives de militant-es ouvriers basés à Guangzhou (13). Dans quelle mesure ces répressions étaient-elles liées ? D'une part, la fertilisation croisée entre ces organisations et réseaux pourrait avoir précipité une répression généralisée ciblant de multiples secteurs de la société civile. Mais il y avait

aussi un contexte unique pour la répression contre les militants syndicaux, puisque 2014 et 2015 avaient vu l'émergence de grèves massives portant sur les paiements de la sécurité sociale et la délocalisation d'usines, grèves particulièrement militantes et difficiles à désamorcer en raison du désespoir et de la détermination des travailleurs (14). De plus, certaines ONG de travailleurs sont intervenues dans les grèves, y voyant une occasion de faire pression pour que les travailleurs jouent un rôle plus important dans les négociations industrielles. Dans le cas initial, celui de la grève de l'usine de chaussures Lide, qui a conduit à l'emprisonnement de militant-es d'ONG ouvrières de Guangzhou, certaines d'entre elles avaient aidé les travailleurs à s'organiser en une structure quasi-syndicale et les avaient aidés à organiser la grève, ce qui a conduit à des mois de perturbations et de négociations continues avec la direction (15). Ces ONG ont clairement désavoué l'intervention du gouvernement local et du syndicat affilié au gouvernement. À ce moment, la Fédération nationale des syndicats de Chine (ACFTU), qui faisait partie de la structure de l'État et travaillait en étroite collaboration avec le gouvernement local pour gérer les conflits du travail, s'était retrouvée dans une concurrence perdante avec les ONG des travailleurs lorsqu'il s'agissait de gagner la confiance des travailleurs et de les représenter dans des cas de conflits du travail à grande échelle.

La répression de 2015 a créé un précédent en criminalisant le militantisme ouvrier

12. Voir sur le blog *Chuàng* : « Free the Women's Day Five ! Statements from Chinese workers & students » (mars 2015 : <https://chuangcn.org/2015/03/free-the-womens-day-five-statements-from-chinese-workers-students/>), « Gender War & Social Stability in Xi's China : Interview with a Friend of the Women's Day Five » (mars 2015 : <https://chuangcn.org/2015/03/gender-war-social-stability-in-xis-china-interview-with-a-friend-of-the-womens-day-five-1st-half/>), et « Women's Day & the Feminist Five a year on » (mars 2016 : <https://chuangcn.org/2016/03/womens-day-the-feminist-five-a-year-on/>), ainsi que le livre de Leta Hong Fincher, *Betraying Big Brother : The Feminist Awakening in China* (Verso 2018).

13. Voir « The Guangdong Six and the rule of law (of value) : Theses on the December 3 crackdown » (décembre 2015 : <https://chuangcn.org/2015/12/theses-on-dec-3/>), et « Making Sense of the 2015 Crackdown on Labor NGOs in China » (juillet 2017 : <https://wolfs-moke.wordpress.com/2017/07/29/2015-labor-ngo-crackdown/>).

14. Voir : Fan Shigang, *Striking to Survive : Workers' Resistance to Factory Relocations in China* (Haymarket, 2018).

15. « Another shoe strike in the Pearl River Delta : Lide, Guangzhou » (2014 : <https://libcom.org/article/another-shoe-strike-pearl-river-delta-lide-guangzhou>) et « Lide shoe workers beaten and arrested during assembly in Guangzhou » (2015 : <https://chuangcn.org/2015/04/panyu-lide-shoe-workers-beaten-during-assembly/>).

Chine

fondé sur les droits, qui n'avait, pour l'essentiel, subi que du harcèlement policier par le passé. Les effets des procès tenus en 2016 contre trois des militants ouvriers ciblés ont résonné pendant une bonne partie de l'année 2016 et au début de l'année 2017, lorsque l'introduction de la loi sur la gestion des ONG étrangères a rendu tout le monde encore plus nerveux quant à sa sécurité (la Chine n'est pas la seule à introduire de telles lois pour se protéger de ce qui est décrit comme influences étrangères : parmi les grandes puissances, la Russie en a introduit une en 2014, et l'Inde en 2020). Cette loi visait à bloquer les aides financières internationales vers les organisations de la société civile chinoise (aides dont elles étaient devenues très dépendantes) et créait une base juridique et une légitimité politique pour de futures affirmations selon lesquelles les interventions des militants étaient liées à des intérêts étrangers. La loi est entrée en vigueur en janvier 2017. La même année, trois enquêteurs affiliés à l'organisation China Labor Watch, basée à New York, ont été brièvement détenus au milieu d'une enquête sur une usine de chaussures produisant pour la marque Ivanka Trump (16). Dans un premier temps, l'événement a suscité des inquiétudes quant à la criminalisation des recherches sur les usines, que de nombreux groupes de travail effectuent en Chine et à l'étranger afin de recueillir des informations sur les conditions de travail. À la fin de l'année, tandis que des expulsions massives visaient les travailleurs migrants à Pékin et ailleurs, les groupes et les individus qui aidaient les migrants expulsés ont eux-mêmes fait l'objet de harcèlement et ont reçu des avertissements sévères de la part des autorités (17). À peu près au même moment, les huit jeunes militants de gauche mentionnés plus haut ont été soit arrêtés, soit contraints de se cacher. Il s'agissait de la première grande vague de répression à l'encontre des étudiants radicaux. La décennie a été couronnée par la répression des organisateurs de l'usine Jasic à Shenzhen et de leurs sympathisants étudiants dans tout le pays, qui a commencé en été 2018 et s'est poursuivie

jusqu'à la mi-2019, touchant des centaines de militant·es de gauche de tous bords, dont beaucoup n'avaient aucun lien avec les salariés de Jasic et leurs soutiens.

En outre, au cours des dernières années, d'autres groupes de travailleurs ont été démantelés et réduits au silence de manière plus discrète, sans arrestations et donc sans grande sensibilisation du public. Les militants qui, jusqu'à il y a quelques années, n'étaient exposés qu'à des risques relativement faibles, au-delà du harcèlement policier et des interrogatoires, sont désormais confrontés à la menace sérieuse de mois de détention et de procès pénaux, ce qui accroît considérablement les risques pour toute personne qui s'engage dans le militantisme. En 2020 et 2021, pour un nombre limité de cas, les chefs d'accusation ont été élargis à l'accusation la plus grave de « *subversion du pouvoir de l'État* ». Sans parler des nombreux travailleurs régulièrement détenus pour des périodes plus ou moins longues en raison de leurs activités de protestation, mais qui ne sont généralement pas jugés et dont nous apprenons rarement les noms. Après 2015, chaque année a été caractérisée par un sentiment croissant de détresse, une impression que les choses allaient de plus en plus mal sans aucun signe d'espoir à l'horizon.

L'approche fondamentale de l'État en matière de gouvernance semble avoir changé aux alentours de 2014 et 2015. Au cours de ces années, il est apparu clairement que le gouvernement n'était plus intéressé par la négociation avec les groupes de défense des droits ni par la mise en place de réformes progressives suffisantes pour maintenir les espoirs de la population. Ce que l'on croyait être un processus inexorable de libéralisation politique s'est avéré être un moment passager dans l'évolution de l'approche de l'État pour gouverner la Chine. De nombreux comptes rendus de ce changement font état de la transition entre l'administration Hu-Wen et l'administration Xi après 2012. Cette réduction d'événements politiques et économiques de grande ampleur en un simple récit centré sur les intrigues politiques et les stratagèmes des hommes d'État est un procédé courant dans les écrits sur l'histoire de la Chine et dans les reportages grand public sur la politique dans la Chine d'aujourd'hui. Ce type de simplification excessive est courant dans les analyses anglaises et chinoises. L'appareil de propagande, tant en Chine qu'en Occident, cultive ce récit de base, car il sert les intérêts de la classe dirigeante dans les deux pays. Mais les changements à cette échelle ne peuvent pres-

que jamais être réduits aux décisions des dirigeants politiques, puisque ces décisions sont elles-mêmes des réponses à des problèmes qui dépassent l'échelle des intrigues à la cour. La montée de la répression ne peut être réduite à la personnalité autoritaire de Xi Jinping.

Rétrospectivement, la « *société civile* » était spécifique à une période particulière du développement de la Chine où « *l'ouverture* » économique nécessitait une relative ouverture politique et en bénéficiait, et où l'État jugeait utile que les groupes de défense des droits soutiennent les travailleurs migrants afin de combler les lacunes de l'offre gouvernementale en matière de services sociaux et juridiques. En outre, les autorités estimaient que l'augmentation des salaires des travailleurs par le biais de la négociation collective coordonnée par l'ACFTU, par opposition aux augmentations de salaires qui se produisaient de toute manière par le biais de grèves désordonnées des travailleurs, offrait une solution pour stimuler la consommation intérieure. Ce contexte économique est essentiel pour comprendre la logique de ces décisions. La courte décennie qui s'est écoulée entre le début des années 2000 et la crise financière mondiale de 2008 a enregistré certains des taux de croissance économique les plus rapides, et le ralentissement initial après la crise a ensuite été modéré par les mesures de relance. Mais alors que les taux de croissance continuaient à baisser et que le rendement des mesures de relance diminuait, le soutien de l'État à la protection des droits des travailleurs a été supprimé et la répression s'est intensifiée. Il ne s'agissait pas non plus d'une simple répression accrue du militantisme ouvrier. Alors que les fondements économiques de son régime commençaient à vaciller, l'État chinois s'est attaché à réaffirmer son contrôle sur les dissidents dans toute une série de domaines sociaux.

Si la répression des militants ouvriers a généralement été moins sévère que celle visant certains autres groupes tels que les avocats des droits humains, elle a à la fois abaissé le seuil des arrestations et élargi le filet pour englober davantage de types de militants ouvriers et de gauche, y compris désormais les étudiants qui soutiennent l'organisation des travailleurs ainsi que les journalistes sur les réseaux sociaux. L'emprisonnement à long terme et les accusations criminelles n'ont pas été les principaux outils de cette répression. Au contraire, la plupart des personnes ont simplement été « *détenues* » pendant une période prolongée, au cours de laquelle elles sont largement inaccessibles pour

16. Benjamin Haas, « Activists investigating Ivanka Trump's China shoe factory detained or missing », *The Guardian*, 31 mai 2017 (<https://www.theguardian.com/world/2017/may/31/activists-investigating-ivanka-trumps-china-shoe-factory-detained-or-missing>).

17. « Beijing Evictions, a Winter's Tale » (*Made in China*, 2018 : <https://madeinchinajournal.com/2018/05/17/beijing-evictions-a-winters-tale/>) ; « Adding Insult to Injury : Beijing's Evictions and the Discourse of "Low-End Population" » (2018 : <https://chuangcn.org/2018/01/low-end-population/>).

leurs familles, leurs avocats ou le monde extérieur. Certaines sont ensuite détenues sur la base d'accusations criminelles, mais sans procès, pendant des mois, voire plus longtemps. D'autres finissent par être transférés dans un lieu inconnu pour une période prolongée, une méthode qui est connue sous le nom de « *surveillance résidentielle dans un lieu désigné* ». Cette répression à feu doux évite le spectacle et l'indignation d'une condamnation publique sévère et épuise les campagnes de solidarité et les intérêts des médias en faisant traîner le processus pendant des mois sans aucun nouveau développement, tout en atteignant le même objectif. Il en résulte une peur et un désespoir généralisés.

L'absence générale de solidarité en Chine continentale ne fait qu'exacerber le pessimisme. Par le passé, lorsque de telles arrestations avaient lieu, d'autres groupes – de militants, de la gauche ou des universitaires – surgissaient immédiatement pour exprimer leur colère, signer des déclarations et condamner publiquement ce harcèlement, en appelant à la libération. Mais depuis 2018, ceci n'est guère le cas. Après plusieurs années de ces attaques incessantes, les réseaux de militants ouvriers ne peuvent plus se rassembler autour des militants détenus sans craindre eux-mêmes une visite de la police voire une détention. Pendant ce temps, la surveillance et le harcèlement continus de ceux qui ont été libérés visent à les rendre inaptes à l'action militante. Ce qui reste d'une scène militante ouvrière autrefois pleine d'espoir est aujourd'hui presque méconnaissable. À cet égard, le gouvernement chinois a réussi à augmenter le coût de la défense des droits, même dans les limites de la loi. Les soutiens sur le continent s'amenuisent de plus en plus, le centre de la solidarité s'est déplacé vers des réseaux internationaux plus éloignés, en plus de la base plus traditionnelle de Hong Kong. Après le mouvement de protestation de 2019 à Hong Kong, les mesures en cascade prises par le gouvernement de la région pour persécuter et criminaliser les militants ont également touché les organisations qui se concentrent uniquement ou principalement sur les questions sociales en Chine continentale, y compris plusieurs ONG de travailleurs basées à Hong Kong ainsi que la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) – cette dernière ayant été forcée de se dissoudre en 2021. Il est devenu extrêmement difficile pour les militants basés à Hong Kong d'organiser la solidarité avec leurs homologues de Chine continentale, comme ils l'avaient fait au cours des



deux décennies précédentes, ce qui a érodé ce qui avait longtemps été le plus solide bastion de soutien extérieur pour les militants de Chine continentale.

L'effondrement de l'édifice de la société civile en l'espace de quelques années seulement met brutalement en lumière le fait que ces groupements n'ont pas réussi à développer une base sociale solide, sans laquelle ils ne pouvaient pas se défendre contre la répression de l'État. De nombreux militants ouvriers ont sans aucun doute essayé de construire leur base sociale, mais les résultats ont été inégaux et, dans l'ensemble, limités à la fois par l'autocontrainte et la répression de l'État. Malgré des années d'efforts pour construire des réseaux de travailleurs, ces groupes se sont finalement révélés incapables de s'enraciner et de s'ancrer profondément dans les communautés de la classe ouvrière où ils avaient tenté de s'implanter. À une extrémité, les étudiants radicaux de Pékin étaient moins bien connectés à la classe ouvrière, contrairement à ceux de Guangzhou et de Shenzhen. Pour y remédier, certains ont choisi la stratégie de la « *prolétarianisation* », en acceptant des emplois d'usine dans le but d'organiser les travailleurs. Mais ce type d'intervention idéologique risque d'aller plus loin que ce que les travailleurs sont prêts à faire. Elle tend à substituer au militantisme ouvrier le zèle idéologique des étudiants et finit par isoler les militants à la fois de leurs collègues et de toute base potentielle de soutien en dehors de l'université. D'autres, comme les militants de la société civile de tendance libérale de gauche, ainsi que les militants de base plus expérimentés issus du milieu des travailleurs migrants, ont principalement opéré en tant qu'ONG de travailleurs et quasi-ONG dans la province de Guangdong. Ces militants étaient mieux implantés géographiquement et organiquement au sein de la classe ouvrière. Mais la

plupart d'entre eux étaient limités par le modèle de service de leurs ONG, qui visait à aider les travailleurs plutôt qu'à leur donner les moyens de s'organiser. Un paradoxe familier est apparu : les organisations les plus enracinées et comptant le plus grand nombre de travailleurs participants étaient également les moins politiques, tandis que les groupes les plus conscients des enjeux idéologiques, tels que les étudiants « *prolétarisés* », n'ont pratiquement pas réussi à constituer une base efficace parmi les travailleurs. En fin de compte, dans les cas les plus réussis, les ONG de Guangdong ont été en mesure de développer des réseaux de travailleurs, mais jamais rien qui ressemble à des organisations de masse. Les quelques ONG qui avaient au moins commencé à s'orienter vers un modèle d'organisation ont été éliminées peu de temps après avoir commencé à avoir un impact significatif sur les luttes des travailleurs. Cela signifie que face à la répression de l'État, les travailleurs n'ont pas pu être mobilisés en grand nombre pour soutenir les militants ouvriers qui subissaient les assauts de l'État.

La temporalité est importante. Les luttes des travailleurs migrants post-socialistes (18) ne sont apparues, sans grand lien avec les traditions ouvrières antérieures, que dans les années 1990 et se sont étalées sur moins de trois décennies. En revanche, la résistance des travailleurs du secteur public contre la privatisation et les fermetures d'usines dans les années 1990

18. Note éditoriale de *Chuāng* : on oublie souvent que les migrants des campagnes vers les villes ont non seulement constitué une couche inférieure importante de la main-d'œuvre industrielle à l'époque socialiste, mais qu'ils ont également mené des luttes importantes qui ont sans doute influencé le cours de l'histoire à des moments clés tels que 1967. Voir Jackie Sheehan, *Chinese Workers : A New History* (Routledge 1998) et Ralf Ruckus, *The Communist Road to Capitalism* (PM Press 2021).

et au début des années 2000 ressemblait davantage à un « mouvement ouvrier » que les actions ultérieures des migrants, même à leur apogée. Cela s'explique par le fait que les travailleurs du secteur public avaient acquis une capacité d'organisation et une certaine identité de groupe soutenue par une idéologie d'État à travers des générations d'expérience, au moins depuis les années 1950 – et dans certains cas depuis avant 1949 – avec un fort caractère régional centré sur le nord-est. En revanche, le cycle des luttes des migrants a atteint un sommet moins spectaculaire, puis a décliné plus rapidement, et ce n'était pas simplement le résultat de la répression de l'État. Cela reflète également la période plus courte de leur prolétarianisation et de leur intégration dans de nouveaux secteurs industriels (en particulier le secteur privé des industries d'exportation), qui ont atteint leurs propres pics régionaux d'emploi moins de deux décennies après leur création – commençant à décliner en même temps que l'emploi manufacturier de la Chine dans son ensemble au début des années 2010. Ce schéma est similaire à ceux qui ont été observés dans de nombreux autres pays, avec des effets comparables sur les luttes prolétariennes (19). Étant donné que le type de militantisme ouvrier dont nous avons parlé ici a émergé sur la base des luttes des migrants dans les zones côtières de production pour l'exportation, il n'est pas surprenant que ce militantisme n'ait pas été en mesure de survivre à la répression de l'État à un moment où il perdait également sa propre base matérielle.

Alors que nous sommes témoins de la fin d'un cycle de luttes ouvrières en Chine, nous sommes confrontés au fait que la lutte ouvrière ne s'est jamais consolidée sur le plan organisationnel ou politique et qu'il ne lui restait donc pas grand-chose à quoi s'accrocher lorsque la vague de grèves a semblé s'estomper. Nous devons nous rendre à l'évidence que l'avenir immédiat est sombre. Les organisations et les réseaux développés au cours de nombreuses années vont nécessiter des années pour se reconstruire. Mais en plus

de cela, l'espace politique pour le faire n'existe tout simplement plus, avec un contrôle idéologique croissant dans le monde universitaire visant précisément à éradiquer les militants potentiels. Nous sommes confrontés à la possibilité de perdre deux générations de militants chinois qui ont consacré leur vie à l'amélioration de la société. Certains des meilleurs sont ou ont été en détention et d'autres sont surveillés de si près que même de très petites actions peuvent conduire à un harcèlement, voire à des détentions répétées. Cela est particulièrement vrai pour la minorité de groupes de militants qui ont réussi à cultiver un leadership organique parmi les travailleurs. Ceux qui sont restés en Chine et n'ont pas abandonné doivent faire des choix de plus en plus difficiles impliquant des risques personnels énormes.

Certaines des hypothèses avancées au cours du dernier cycle de luttes ouvrières doivent être reconsidérées. L'idée d'un soulèvement de la classe ouvrière industrielle au début de la décennie a également été ébranlée. Les travailleurs industriels représentent toujours une fraction importante du prolétariat chinois, même si le pays se désindustrialise progressivement, et leur pouvoir collectif ne doit pas être sous-estimé. Nous avons été surpris de constater à plusieurs reprises qu'une nouvelle vague de grèves d'ouvriers d'usine avait soudainement éclaté, au moment même où nous devenions pessimistes. Mais dans le contexte des changements structurels de l'emploi et de la montée en puissance du secteur des services, la lutte industrielle a été de plus en plus reléguée à l'arrière-plan. Cela se reflète également dans la recherche universitaire, qui a suivi la tendance et mène désormais des études sur les travailleurs du secteur des services, la modernisation industrielle et l'économie de plateforme. Il ne s'agit pas seulement d'un changement d'orientation, mais aussi d'un changement de perspective plus fondamental, qui consiste à ne plus considérer le travail sous l'angle des luttes industrielles.

Un nouveau cycle de luttes ouvrières ?

Les années 2020 pourraient devenir la décennie au cours de laquelle l'État chinois ne sera plus en mesure de gérer les contradictions capitalistes – qui se sont manifestées au niveau national sous la forme de la crise du logement, de l'augmentation de la dette publique ou de l'intensification de la surcapacité industrielle, et au niveau international sous la forme de conflits commer-

ciaux et géopolitiques avec les États-Unis. Mais lorsque les revendications économiques des travailleurs se doublent d'autres conflits, les mouvements de masse qui émergent peuvent élargir leur champ d'action au-delà des revendications économiques. Toutefois, en l'absence d'organisations et de dirigeants reconnus, les formes que peuvent prendre les mouvements de masse sont imprévisibles. La fin d'une époque met à mal nos anciennes certitudes, mais elle nous oblige aussi à prendre en compte l'émergence d'une nouvelle ère et de ses nouveaux horizons de lutte.

Peut-être une note d'espoir : dans les ruines, une nouvelle couche de militant-es commence à émerger, même dans les circonstances les plus difficiles. La destruction des groupes de militant-es décrits ici et des infrastructures qui les soutenaient, y compris les groupes sociaux et les sociétés universitaires, a privé les jeunes de l'espace nécessaire pour apprendre à s'organiser. Toutefois, un renouveau limité du militantisme a été brièvement observé au cours des premières semaines de la pandémie. Les autorités chinoises n'étant pas suffisamment préparées à la riposte à la pandémie, les gens ont été livrés à eux-mêmes pour se préserver et se protéger les uns les autres. Le chaos a donné l'occasion aux gens de s'organiser par nécessité, mais aussi par solidarité sociale, pour se soutenir les uns les autres (20). C'est alors que toutes sortes d'initiatives d'entraide ont vu le jour, certaines entièrement spontanées, d'autres s'appuyant sur les militant-es existants et leurs réseaux. Les activités de plaidoyer ont temporairement repris autour des droits du travail, par exemple, en se concentrant sur les travailleurs médicaux et sanitaires qui avaient besoin d'équipements de protection. Des militantes féministes se sont également organisées autour de la violence domestique, qui a connu une recrudescence au cours des premiers mois du confinement à Wuhan et dans d'autres régions de Chine, et des militants LGBTQ se sont mobilisés autour des besoins des personnes LGBTQ. Des journalistes citoyens sont venus faire leurs propres reportages sur ce qui se passait, estimant que les autorités ne disaient pas la vérité. Bien sûr, le renouveau de l'activisme social n'a pas duré très longtemps, car le gouvernement a réprimé ces efforts au milieu de l'année 2020, et il ne faut pas exagérer l'étendue et la profondeur de ce renouveau du militantisme. Néanmoins, il s'agit d'une période cruciale pour les nouveaux militant-es, qui peuvent ainsi goûter à la pratique militante, et pour les autres, qui

19. Par exemple, voir la discussion sur la désindustrialisation de la Chine dans les années 1990, la réindustrialisation dans les années 2000 et la désindustrialisation dans les années 2010 par rapport aux tendances mondiales et à la « loi générale de l'accumulation capitaliste » de Marx dans Aaron Benanav, *Automation and the Future of Work* (Verso 2020), pp. 22-23.

20. Cette auto-organisation courageuse et inspirante est explorée dans le livre de Chuàng, *Social Contagion and Other Material on Microbiological Class War in China* (Charles H. Kerr, 2021).

peuvent renouveler leur engagement (21).

Assistons-nous à l'émergence d'un nouveau cycle de luttes ouvrières ? Il y a eu quelques éléments qui pourraient éventuellement constituer un nouveau cycle. Un développement quelque peu surprenant est la mobilisation encore limitée des cols blancs, principalement centrée sur l'industrie technologique qui était en plein essor, mais qui pourrait maintenant être en train de s'effondrer. Même au milieu de la répression de 2019, le débat public sur le travail n'a pas été complètement étouffé. La mobilisation anti-« 996 » (travail de 9 heures à 21 heures, 6 jours par semaine) des employés des entreprises technologiques en 2019 a révélé la réalité du mécontentement qui couvait parmi les jeunes employés professionnels chinois à propos de la culture de travail toxique impliquant de longues heures de travail, puis le terme « *involution* » est entré dans le vocabulaire populaire pour refléter non seulement le sentiment de surmenage, mais aussi le constat désabusé que le surmenage ne mène qu'à la stagnation personnelle (22). Plus récemment, ce mouvement s'est transformé en ce que certains observateurs ont appelé le mouvement « *anti-travail* » de la Chine, qui consiste à « *toucher du poisson* » [*mō yú*, une expression chinoise synonyme de farniente au travail – ndt] et à « *s'allonger* » (23). Tout cela marque une forme rudimentaire de conscience de classe, dans la mesure où les gens ont commencé à reconnaître que leur situation difficile transcende leurs expériences individuelles. Puis, presque au même moment, nous avons assisté à l'explosion de l'intérêt du public pour les livreurs en 2020.

Le passage au travail à la demande dans le secteur des services, précipité par la désindustrialisation, les changements structurels en matière d'emploi et l'investissement de capital-risque dans les sociétés plateformes, a déjà entraîné une certaine mobilisation des travailleurs. Des réseaux spontanés de livreurs ont vu le jour face aux problèmes croissants et à la mobilisation des protestataires. Chen Guojiang, un ancien livreur devenu défenseur des droits des travailleurs, connu sous le nom affectueux de Mengzhu (« *chef de l'alliance des livreurs* »), a émergé en tant que leader, mais sans organisation derrière lui. Très confiant et stratège, à l'instar des leaders syndicaux des générations précédentes, Mengzhu a facilité l'entraide, mis en relation les travailleurs par le biais de groupes de discussion en ligne et attiré l'attention par ses courtes vidéos en ligne hébergées sur des sites chinois populaires. Il a aussi réussi parfois à

mobiliser les travailleurs et mener des actions coordonnées pour dénoncer les mauvais traitements infligés aux travailleurs par les plateformes de livraison. Ce travail d'organisation l'a conduit en prison de février 2021 à janvier 2022 (24). Cela correspond largement au schéma des récentes arrestations de militants syndicaux, en particulier à la nature de plus en plus préventive de la répression. Dans le passé, un militant était souvent toléré pendant des années – à condition qu'il ne dépasse pas certaines limites – avant d'être confronté à l'éventualité d'être détenu sur la base d'accusations criminelles. Mais il n'a fallu que quelques années d'organisation de bas niveau, d'une manière qui n'est même pas immédiatement reconnaissable comme une « *organisation syndicale* » selon les modèles des années 2000-2010, pour que Mengzhu connaisse ce sort. Attirés par les conditions et les actions collectives des livreurs, certains des jeunes militant-es et étudiant-es radicaux encore actifs actuellement se sont intéressés à ce secteur, mais l'espace est limité pour une participation significative (25).

En ce qui concerne le prochain cycle de luttes ouvrières, s'il émerge un jour, il

semble probable que la plupart des membres des deux générations de militant-es ouvriers du cycle précédent ne seront tout simplement pas en mesure de poursuivre leur travail, soit parce qu'ils auront abandonné, soit parce qu'ils auront été contraints à l'inactivité. Nous devons nous tourner vers la nouvelle génération de jeunes travailleurs en cols bleus, blancs et roses qui tentent d'articuler leurs expériences de classe et dont certains apprennent à s'organiser à la fois sur leur lieu de travail et en dehors. (Et pour beaucoup d'entre eux, comme les livreurs, leur principal lieu de travail est la rue, tandis que pour d'autres, comme les employés de bureau qui travaillent maintenant à distance dans le cadre de la pandémie, c'est la maison et le cyberspace). Ce qui leur manque en termes d'organisations de la société civile et de groupes d'études marxistes signifie également qu'ils sont libérés de certains fardeaux idéologiques, contraints d'expérimenter de nouvelles méthodes d'organisation et peut-être plus libres d'articuler leur propre politique pour l'ère à venir. ■

Wen

21. Note éditoriale de *Chuàng* : Alors que cet article était en cours de révision pour publication en 2022, une série de luttes liées aux mesures Zéro-Covid ont émergé dans toute la Chine, la plupart spontanées mais certaines impliquant divers types de militantisme organisé par des militant-es chevronnés ou nouveaux. Certaines de ces luttes ont été menées par des travailleurs luttant sur leur lieu de travail contre les mesures de « *circuit fermé* » ainsi que contre les problèmes de rémunération et, après la fin abrupte du Zéro-Covid en décembre, contre les licenciements résultant de la fermeture des usines d'approvisionnement en produits pandémiques. D'autres luttes prolétariennes ont eu lieu cette année-là dans la sphère de la reproduction, en combattant les effets des mesures Zéro-Covid sur les trajets domicile-travail, l'éducation, l'accès au logement, à la nourriture et aux médicaments, etc. À notre connaissance, toutes ces luttes étaient essentiellement spontanées, mais il est également possible que certains participants aient développé des compétences et des idées à travers leur implication qui seront reprises dans les mobilisations futures. Nous espérons examiner plus en détail le cycle de luttes 2022 dans nos prochains articles, mais en attendant, nous vous renvoyons à nos articles : « *Struggling to Survive in Shanghai and Beyond* » (Lutter pour survivre à Shanghai et au-delà : <https://chuangcn.org/2022/05/news-april-2022/>) ; « *White Terror, Attacks on Women, Bank Protests, Falling Wages* » (Terreur blanche, attaques contre les femmes, manifestations dans les banques, baisse des salaires : <https://chuangcn.org/2022/07/news-may-june-2022/>) ; « *Three Autumn Revolts* » (Trois révoltes d'automne : <https://chuangcn.org/2023/01/three-autumn-revolts/>) et « *Beyond the White Paper: An Interview on the Social Elite in Shanghai's Protests of November 2022* » (Au-delà du Livre blanc : une interview sur l'élite sociale dans les manifestations de Shanghai de novembre 2022 : <https://chuangcn.org/2023/04/beyond-the-white-paper-an-interview-on-the-social-elite-in-shanghai-protests-of-november-2022/>). [Voir également Robert Narai, « *Chine : Au cœur des contestations* » ainsi que l'entretien de Promise Li avec Yige Dong, « *Le soulèvement de*

Foxconn à Zhengzhou ou le lien explosif entre le travail et la reproduction sociale », *Inprecor* n° 703/704 de décembre 2022-janvier 2023]

22. Les notions de 996 et d'involution sont analysées dans « *Involution : Wildcat on China's 2020* » (<https://chuangcn.org/2021/05/involution-wildcat-on-chinas-2020/>).

23. Voir, par exemple, « *Lying Flat : Profiling the Tangping Attitude* » (*Made in China*, janvier 2023 : <https://madeinchinajournal.com/2023/01/08/lying-flat-profiling-the-tangping-attitude/>), « *Disarticulating Qingnian* » (*Made in China*, mars 2022 : <https://madeinchinajournal.com/2022/03/06/disarticulating-qingnian/>), « *The Tangpingist Manifesto* » (*Agora*, 2021 : <https://theanarchistlibrary.org/library/anonymous-tangpingist-manifesto/>) et « *Why Chinese youngsters are embracing a philosophy of "slacking-off"* » (*Quartz*, 2020 : <https://qz.com/1938809/why-chinese-youngsters-are-embracing-a-culture-of-slacking-off/>).

24. Sur les activités d'organisation et l'arrestation de Mengzhu, voir « *Leader of Delivery Riders Alliance Detained, Solidarity Movement Repressed* » (*Labor Notes*, avril 2021 : <https://labornotes.org/2021/04/china-leader-delivery-riders-alliance-detained-solidarity-movement-repressed/>) et « *Free Mengzhu ! An interview with Free Chen Guojiang* » (*Asia Art Tours*, mai 2021 : <https://asiaarttours.com/free-mengzhu-an-interview-with-free-chen-guojiang-%e5%85%b3%e6%b3%a8%e7%9b%9f%e4%b8%bb/>). Comme de nombreux militants détenus depuis 2018, Mengzhu n'a pas donné de nouvelles depuis sa libération (pour autant que nous le sachions, juste une vidéo ambiguë sur sa chaîne *WeChat*), probablement en raison d'un ordre de garder le silence.

25. Une partie de cet intérêt a été stimulée par un rapport approfondi sur les conditions des livreurs publié dans le magazine populaire *Renwu* en 2020. Pour une traduction anglaise, accompagnée d'une préface sur les luttes des livreurs de cette année-là, voir : « *Delivery Workers, Trapped in the System* » (2020 : <https://chuangcn.org/2020/11/delivery-renwu-translation/>).

Partout c'est du Wagner ou comment Poutine a démantelé l'État

Par
Ilya Matveyev*

La rébellion de Prigojine est le fruit de la politique du président Poutine, qui depuis longtemps a mis la gestion du pays dans une zone grise afin de maintenir son pouvoir personnel.

Dans son article « *La Russie au tournant du millénaire* » (1), publié en décembre 1999, Vladimir Poutine écrivait : « *La Russie a besoin et doit avoir un État fort* ». Il expliquait que l'étatisme fait partie intégrante de l'histoire et de la société russes, et que la restauration de l'État était son principal objectif. Depuis lors, le « *pouvoir fort de l'État* », ou le « *pouvoir vertical* », est devenu l'un des fondements idéologiques les plus durables du régime de Poutine, et le terme *gossouardstviennik* (étatiste) est devenu le mot de passe par lequel l'élite du Kremlin reconnaît les siens.

* Ilya Matveyev, militant exilé de la gauche russe, est chercheur en économie. Membre du Public Sociology Laboratory, un groupe de chercheurs russes en sciences sociales qui étudient les sociétés post-soviétiques d'un point de vue critique, il fait partie également de l'Institut Alameda, un nouveau réseau de recherche composé d'intellectuels de gauche. Cet article a d'abord été publié en russe par *Важные Истории* (Histoires importantes : <https://histories.media/opinions/2023/06/27/krugom-sploshnoi-vagner-kak-putin-razrushil-gosudarstvo-v-rossii/>) puis en traduction anglaise par *LeftEast* : <https://lefeast.org/wagnerization-how-putin-degraded-the-russian-state> (Traduit du russe par JM).

1. *Независимая газета* (Nezavisimaya Gazeta) du 30 décembre 1999.

2. Вадим Волков, « Госкорпорации: очередной институциональный эксперимент », *Pro & Contra* tome 12, n° 5-6, septembre-décembre 2008.

3. La forme juridique de « *corporation d'État* » est apparue dans la législation russe en 1999. En mai 2007, d'importants changements législatifs ont été introduits afin de leur conférer des pouvoirs spéciaux et des conditions de fonctionnement particulières. Il y a actuellement sept corporations d'État : l'Agence d'assurance-dépôts, la banque VEB.RF (ex-Vnesheconombank), le Fonds pour la promotion de la réforme dans le secteur du logement et des services publics, la Corporation pour la construction des sites olympiques et le développement de la ville de Sochi en tant que station climatique de montagne, Rostec (ex-Rostekhnologii), Rosatom et Roscosmos. Une corporation d'État chargée des nanotechnologies, Rusnano, a été transformée en société par actions en mars 2011.



Il est d'autant plus étrange qu'au cours de la vingt-troisième année du règne de Poutine, le rôle clé dans la guerre qu'il a déclenchée ait été tenu par une société militaire privée (SMP), dont les effectifs ont atteint 40 000 à 50 000 mercenaires à leur apogée, soit près d'un tiers de l'ensemble du contingent qui a envahi l'Ukraine le 24 février 2022. Et au final la SMP Wagner a tenté un coup d'État : un grand centre régional a été pris par les troupes rebelles, des convois militaires lourdement armés ont avancé sur Moscou, plusieurs hélicoptères et un avion du ministère de la Défense ont été abattus – tuant au moins 13 personnes. Le monopole de la violence, qui définit l'État depuis l'époque du sociologue allemand Max Weber, a été visiblement remis en question. La fameuse « *verticalité du pouvoir* » s'est révélée aussi fragile qu'une tasse de porcelaine. Cette fois, la tasse ne s'est pas brisée mais elle s'est couverte de fissures : le spectacle de Prigojine réprimandant le vice-ministre de la Défense Evkourov et la circulation sans entrave des convois à travers les régions russes presque jusqu'à Moscou ont marqué les élites russes et des conclusions ont été tirées. La fragilité du pouvoir est une prophétie auto-réalisatrice.

Dans son discours d'urgence du 24 juin, qui n'a duré que cinq minutes, Poutine a réussi à donner une nouvelle leçon d'his-

toire, comme il le fait habituellement depuis quelques années. Cette fois-ci, il s'agissait de la révolution de 1917. On a l'impression que, pour Poutine, les turbulences périodiques font partie de l'histoire russe, qu'elles sont aussi inévitables que le changement des saisons et que l'éternelle confrontation avec elles est précisément la fonction de l'État russe et de son dirigeant. C'est bien de l'histoire, mais de l'histoire récente – celle des 23 dernières années. La démonstration par Prigojine de la fragilité de l'État russe est le résultat de sa construction par Poutine lui-même.

Les SMP en tant que mode de gestion d'un pays

En 2008, le sociologue politique russe Vadim Volkov a publié un article intitulé « *Les corporations d'État : une expérimentation institutionnelle* » (2). Son argumentation était la suivante : au milieu des années 2000, la hausse des prix de l'énergie avait permis à l'État russe d'accumuler d'importantes réserves, et la question était de savoir comment les dépenser. Poutine était conscient de la nécessité de moderniser l'économie russe, mais il n'avait confiance ni dans les entreprises privées ni, surtout, dans l'État lui-même. C'est ainsi qu'est née une solution institutionnelle, à savoir les corporations d'État (3) –

essentiellement des machines à absorber l'argent du budget, protégées à la fois de la concurrence du marché et des contrôles et vérifications du gouvernement. Les corporations d'État se trouvaient dans une zone grise qui permettait aux experts et même aux membres du gouvernement de débattre : comment la consolidation des actifs en leur sein devait-elle être caractérisée, comme une nationalisation rampante ou comme une privatisation cachée ? Volkov lui-même a proposé la formule « *propriété étatique personnalisée* » : « *Cette propriété reste étatique dans la mesure où elle est contrôlée par le chef de l'État* ».

Dans la zone grise, protégée à la fois des règles du marché et du contrôle vertical formel, le principal outil de gestion est constitué par les relations personnelles de Poutine avec les dirigeants des corporations d'État – et des grandes entreprises d'État, qui, en ce sens, ne sont pas différentes des corporations d'État. L'État de Poutine est un collectif « *d'étatistes* », liés par la confiance personnelle de Poutine plutôt que par des relations juridiques formelles. En conséquence, la version poutinienne de « *l'étatisme* » n'est pas un engagement envers l'idéal d'un corps rationnel et méritocratique de bureaucrates (Max Weber), mais plutôt l'idéologie d'un « *intérêt national* » compris spécifiquement, pour lequel tous les moyens sont bons et les formalités ont peu d'importance. Et comme « *l'intérêt national* » est un concept extrêmement vague, il n'est pas surprenant que les « *étatistes* » parviennent à lui substituer leurs intérêts privés dans leurs pratiques managériales quotidiennes, en se livrant à des spéculations personnelles dans le cadre de leurs fonctions.

Il est arrivé que le scepticisme de Poutine à l'égard des institutions officielles de l'État (malgré son engagement déclaré en faveur de « *l'étatisme* ») se manifeste publiquement. L'histoire de la société Rosneftegaz, qui reçoit des dividendes de Rosneft et en partie de Gazprom, est assez caractéristique à cet égard. Cette mystérieuse société ne se contente pas d'accumuler d'énormes sommes d'argent, elle les investit également dans des projets à travers le pays ; pendant longtemps, on n'a pas expliqué à la population qui se cachait derrière le choix de ces investissements. Finalement, Poutine a répondu à une question directe de la journaliste de *Vedomosti* Margarita Papchenkova lors de sa conférence de presse en 2016 : « *Oui, il existe une telle réserve d'argent de Rosneftegaz. (...) Et nous finançons certaines choses à partir de là lorsque le gou-*

vernement oublie qu'il y a des priorités auxquelles il faut prêter attention. » (4) En substance, cela revenait à admettre que « *l'étatiste* » Poutine ne croit tout simplement pas en son propre État, préférant – en pleine crise du budget déficitaire – avoir un deuxième budget, parallèle, situé dans la zone grise de sa relation personnelle avec Igor Setchine et, peut-être, d'autres acteurs (Poutine n'a jamais éclairci qui était le « *nous* »). Il n'est pas difficile de voir que la SMP Wagner s'inscrit parfaitement dans ce modèle de gestion. S'il y a un budget parallèle, pourquoi ne pas créer une armée parallèle ?

Les représentants de la zone grise ont déjà été impliqués dans des rébellions – même si elles n'étaient pas armées – contre le pouvoir exécutif officiel : le gouvernement russe. Par exemple, les dirigeants des entreprises publiques (Chemins de fer russes, Rosneft, Gazprom) ont refusé de publier leurs salaires, malgré la demande de Dmitri Medvedev, alors Premier ministre. En conséquence, en 2015 le gouvernement a dû réviser son décret (5), officialisant ainsi juridiquement son impuissance face aux puissants amis de Poutine. Les batailles sans fin du ministère des Finances avec les entreprises publiques sur la part des revenus transférés au budget sont bien connues. Pour le gouvernement, un conflit avec les acteurs de la zone grise peut mal se terminer. Par exemple, la tentative d'empêcher Rosneft de racheter les actifs de Bashneft a coûté sa liberté au ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaïev, alors que sa position était parfaitement conforme à l'objectif déclaré précédemment par Poutine d'empêcher toute augmentation de la propriété de l'État. L'arrestation d'Oulioukaïev par Setchine avec l'aide d'agents du FSB affectés à Rosneft, c'est la privatisation d'éléments de l'appareil de sécurité par un homme politique qui a utilisé cette ressource pour attaquer le ministre fédéral (c'est-à-dire directement l'État) à des fins et pour des intérêts personnels. Bien sûr, il n'y a pas eu de confrontation violente – après tout, Oulioukaïev était le ministre du développement économique, pas le ministre de la défense – mais cette situation est typologiquement similaire à la mutinerie de Prigojine.

La verticalité du pouvoir contre l'État

Pourquoi Poutine a-t-il créé une zone grise et permis que ses pratiques, telles que la privatisation des profits et la sociali-

sation des coûts, englobent l'ensemble de l'appareil d'État ? L'une des réponses est qu'un tel système est fonctionnel. Comme le souligne le politologue Vladimir Gelman (6), la corruption est un moyen de résoudre « *le dilemme de l'agence* » (en termes généraux, le problème qui consiste à s'assurer que les subordonnés obéissent aux ordres des supérieurs). L'opportunité d'un gain personnel incite à agir dans l'intérêt du mandant (du chef). Ainsi, dans l'ensemble, le « *système de la Fédération de Russie* », comme l'appelait feu Gleb Pavlovsky, est gérable ; il permet à Poutine d'atteindre ses objectifs, mais seulement dans certaines limites. Les coûts peuvent être mesurés en termes d'argent (volé et perdu pour l'État), de qualité des gestionnaires (extrêmement faible en raison de la domination du principe « *ce n'est pas ce que vous savez qui compte, mais qui vous connaissez* »), d'incapacité à poursuivre une ligne de conduite cohérente pour l'État (qui est inévitablement diluée par les divers intérêts privés auxquels Poutine lui-même a donné libre cours) et, enfin, de fissures dans le fondement même du système étatique (comme l'a démontré la mutinerie du joueur de la zone grise, Evgueni Prigojine).

C'est précisément ce type d'État que Poutine a créé, car sa tâche principale est de maintenir un régime de pouvoir personnel. Après tout, le « *dilemme de l'agence* » est résolu à un coût bien moindre par le système démocratique, où la population contrôle les représentants du gouvernement à tous les niveaux. Sous l'autoritarisme, ce mécanisme est par définition indisponible, ce qui ne laisse que le contrôle vertical par le biais d'indicateurs formels – dont Poutine lui-même admet qu'ils ne sont réalisés que sur papier (7) – et la corruption, qui sert de lubrifiant à la machine d'État rouillée. De plus, les tentatives de « *rétablir l'ordre* » dans une dictature par la force administrative sont dangereuses

4. Cf. (en russe) : <http://kremlin.ru/events/president/news/53573>

5. Cf. <https://www.kommersant.ru/doc/2698251>

6. Владимир Гельман, *Модернизация, институты и « порочный круг » постсоветского неопатрионализма* (Vladimir Gelman, *Modernisation, institutions et le « cercle vicieux » du néopatrimonialisme post-soviétique*), Préprint L-41/15, Université européenne de Saint-Petersbourg 2015 (https://eusp.org/sites/default/files/archive/M_center/M_41_15.pdf)

7. Cf. « *Долой формализм* » (Au diable avec le formalisme), <https://www.hse.ru/news/3797595/82929025.html>

8. Dani Rodrik, « *The Myth of Authoritarian Growth* », *Project Syndicate* du 9 août 2010, <https://www.project-syndicate.org/commentary/the-myth-of-authoritarian-growth?barrier=accesspaylog>

Russie

dans la mesure où elles sapent les fondements mêmes du pouvoir personnel de Poutine, qui repose sur la loyauté de ses associés de haut rang. Cette loyauté n'est pas absolue, et les tentatives de remplacer des amis corrompus par des gestionnaires compétents pourraient bien aboutir au remplacement de Poutine lui-même. D'où la stabilité notoire des collaborateurs de Poutine et sa réticence à redistribuer les cartes des personnes influentes.

Le paradoxe est que le renforcement du régime politique (c'est-à-dire le régime de pouvoir personnel de Poutine) conduit à un affaiblissement de l'État, tandis que les mesures visant à renforcer l'État peuvent conduire à un affaiblissement, voire à un effondrement du régime politique. Cette dynamique a été décrite par le chercheur en sciences politiques Neil Robinson, qui a proposé une distinction entre la « *construction de l'État* » (*state-building*) et la « *construction du régime* » (*regime-building*). Dans une certaine mesure, un dictateur a intérêt à renforcer l'État : par exemple, le rétablissement de la fonctionnalité des forces de l'ordre lui permet de lutter plus efficacement contre ses opposants politiques. En outre, un État qui fonctionne renforce la légitimité du gouvernement aux yeux de la population – aucune dictature ne peut s'appuyer uniquement sur des baïonnettes. Néanmoins, le dictateur atteint rapidement un plafond dans la construction de l'État : une campagne massive contre la corruption et des purges du personnel sans démocratisation entraînent une baisse de la gouvernabilité et l'érosion de la base politique de la dictature. Ainsi, la formation d'un régime de pouvoir personnel, qui peut initialement coïncider avec une augmentation de la capacité de l'État, commence très rapidement à entraver cette capacité : le maintien d'une dictature dégrade les institutions de l'État. C'est pourquoi les exemples de dictatures réussies sont de plus en plus rares. Comme l'observe l'économiste Dani Rodrik (8), souvent cité par Vladimir Gelman, « *pour chaque Lee Kuan Yew [dirigeant singapourien], il y a beaucoup de Mobutu Sese Seko du Congo et d'autres comme lui* ».

10. Sandline a été fondée en tant que « *société militaire privée* » au début des années 1990. Impliquée dans les conflits en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1997, au Sierra Leone (1998 – date à laquelle commence « *l'affaire Sandline* ») et dans la guerre civile au Liberia (2003), la société a mis fin à ses activités en avril 2004. La rumeur court que la plus grande partie du personnel de Sandline est désormais employée par Aegis Defence Services.

11. Comme écrivait Poutine... (voir note 1).

Ce modèle s'applique parfaitement à la Russie. Au début des années 2000, Poutine a effectivement renforcé l'État : il a augmenté la collecte des impôts, rétabli le financement des institutions publiques et créé un cadre juridique unifié dans tout le pays. Mais les progrès se sont rapidement arrêtés, avec des succès locaux occasionnels dans un contexte de stagnation générale et, par endroits, de régression. La construction du régime a pris le pas sur la construction de l'État. C'est ainsi qu'est apparue une zone grise d'organisations pas tout à fait privées et pas tout à fait publiques ; jusqu'à récemment, Evgueni Prigojine occupait cette zone.

Poutine entouré par les Prigojine

Dans le cas de la SMP Wagner, les caractéristiques du « *système russe* » se superposent aux caractéristiques typiques des sociétés militaires privées. En général, les SMP gravitent dans la zone grise des marchés publics corrompus, des réseaux informels de « *vieux copains* » (*old boys networks*), de l'aventurisme international et des opérations secrètes sur le mode du « *déni plausible* ». Cette zone grise existe également dans les pays développés, bien qu'elle soit beaucoup moins importante qu'en Russie. Ainsi, les activités subversives et le pillage de la SMP Wagner en Afrique ne sont pas très différents des aventures de la SMP britannique Sandline (10) et de ses fondateurs, Tim Spicer et Simon Mann. Avec le début de l'invasion ukrainienne, Wagner a commencé à remplir une autre fonction, plus typique des SMP étatsuniennes : recruter des soldats pour mener de grandes guerres impérialistes sans mobilisation générale. La Russie manquait de contractuels en Ukraine, tout comme les États-Unis manquaient de contractuels en Irak et en Afghanistan ; dans les deux cas, les SMP ont été la solution au problème de personnel.

Le modèle même des SMP (contraire à la caractéristique fondamentale des États modernes, la centralisation et la monopolisation de la violence) fait partie intégrante du style de gouvernance de Poutine. Il n'est pas surprenant que les SMP aient joué un rôle crucial dans la guerre russo-ukrainienne. Bien entendu, le groupe Wagner a ses propres particularités : aucune autre SMP au monde ne possède toutes les branches des forces armées, y compris l'aviation de combat, ni ne recrute des prisonniers avec la promesse de les gracier à la fin du contrat ; aucune autre SMP n'est financée

par des contrats d'État corrompus, ce qui entraîne que les écoles et les casernes de soldats ont des repas pourris ; aucun autre propriétaire de SMP n'est simultanément engagé dans autant de types de provocations, faisant en même temps tourner une usine de trolls, entretenant un réseau de médias tabloïds utilisés pour des attaques politiques, etc. En ce sens, Prigojine et Wagner sont un produit du poutinisme, et pas seulement de la tendance internationale à étendre le rôle des SMP.

Mais surtout, l'environnement politique dans lequel Prigojine a opéré a également été créé par Poutine. La mutinerie Wagner a révélé la faiblesse de l'État russe. Derrière la façade monolithique du poutinisme se cachent des clans, des réseaux et des entreprises qui poursuivent leurs propres objectifs et sont tout à fait capables de conduire le pays à la ruine et à la guerre civile. Même les *siloviki* (forces de sécurité) sont divisés non seulement entre corporations, mais aussi entre des patronages claniques. Il suffit de dire que la mutinerie de Wagner était censée être réprimée par le bataillon « *Akhmat* » de Ramzan Kadyrov. On peut facilement imaginer une situation dans laquelle des troupes régulières seraient engagées pour réprimer une rébellion de ce bataillon de Kadyrov... mais on s'apercevrait alors que l'armée régulière est elle-même constituée de formations régionales de volontaires, d'unités d'autres SMP dont le ministère de la défense a pris le contrôle, etc.

Dans cette situation, une transition démocratique qui ne s'accompagnerait pas d'une désorganisation de l'État correspondant en profondeur au moins aux années 1990 serait un véritable miracle. Mais seule une transition démocratique peut conduire à terme à l'émergence d'un État fort et compétent en Russie. L'édification autoritaire de l'État selon les principes de Poutine a montré ses résultats après 23 ans : le bombardement de l'autoroute près de Voronej, des pilotes morts, un vice-ministre de la défense écoutant les reproches d'un ancien criminel qui dirige aujourd'hui une armée de criminels. « *La Russie a besoin et doit avoir une autorité étatique forte* » (11). ■

27 juin 2023

Coup d'État de Prigojine et après ?

Entretien d'Ashley Smith avec Ilya Budraitskis*

Ashley Smith : *Qui est Evgueni Prigojine et qu'est-ce que le groupe Wagner ? Comment l'impérialisme russe a-t-il utilisé le groupe Wagner en Ukraine et dans d'autres pays ?*

Ilya Budraitskis : Prigojine est né à Saint-Pétersbourg où, pendant sa jeunesse, il a été impliqué dans le crime organisé, le vol et les agressions violentes, ce qui l'a conduit en prison pour une longue période dans les années 1980. En prison, il a noué des liens avec d'autres criminels qui l'ont aidé à mettre en place sa carrière dans les affaires.

À sa sortie de prison, il a créé une société de restauration à Saint-Pétersbourg dans les années 1990, alors que l'État, la criminalité et le capitalisme étaient profondément imbriqués. En servant de traiteur à diverses institutions de l'État, il a établi une relation intime avec Vladimir Poutine. Il est devenu le « cuisinier de Poutine », fournissant des repas au président et aux dignitaires étrangers, y compris George W. Bush. Dans les années 2000, il a acquis une certaine notoriété en tant que « roi des contrats d'État », s'enrichissant, comme d'autres oligarques, grâce à des flux d'argent provenant du régime de Poutine.

Poutine a utilisé cette dépendance pour amener Prigojine à exécuter ses commandes. Par exemple, Poutine a demandé à Prigojine de mettre en place une « ferme à trolls » pour produire des fausses nouvelles afin d'influencer l'élection américaine de 2016 en faveur de Donald Trump.

Prigojine a également créé le groupe Wagner grâce aux relations qu'il a nouées en fournissant des services de restauration à l'armée russe. Bien que privée, la société Wagner a toujours été dépendante de l'armée russe pour son noyau d'officiers et ses installations de formation.

Poutine a déployé des mercenaires de Wagner en Ukraine pour s'emparer de la



Crimée et de certaines parties du Donbass en 2014. Le statut nominale privé de l'entreprise a permis à Poutine de nier que la Russie était directement impliquée dans ces opérations. Poutine a ensuite envoyé Wagner en Syrie, en République centrafricaine, au Soudan, au Mali, en Libye et dans quelques autres pays. Et lorsque sa tentative de s'emparer de toute l'Ukraine en 2022 a échoué et que les forces russes se sont enlisées dans la défense des territoires occupés, Poutine s'est à nouveau appuyé sur Wagner. Afin de détourner l'attention de la population russe de la guerre et d'éviter une conscription, il a confié à Wagner et à d'autres mercenaires le soin de mener les combats les plus durs. Poutine a permis à Prigojine de reconstituer ses forces en engageant des prisonniers, en leur promettant l'amnistie et la rédemption en tant que héros militaires russes.

Cependant, Poutine n'a jamais renoncé au monopole de son régime sur la violence. Ce monopole n'a jamais été rompu, mais il a été brouillé par l'autonomie relative de Wagner par rapport au contrôle direct de l'État.

Ashley Smith : *Pourquoi Prigojine a-t-il organisé ce soulèvement contre les dirigeants militaires de Poutine ?*

Ilya Budraitskis : L'élément déclencheur du soulèvement a été le conflit entre Prigojine et le ministre russe de la défense,

Sergueï Choïgou, et le chef de l'état-major général, Valeri Guerassimov, au sujet du statut du groupe Wagner et de la guerre proprement dite. Ces deux hommes ne sont pas seulement des chefs militaires, mais aussi des hommes d'affaires importants, qui contrôlent l'énorme budget militaire et toutes sortes de filiales. Ils considèrent Prigojine comme une menace parce qu'il remet en cause leur contrôle sur l'armée. Ce dernier s'est vanté des victoires de Wagner, notamment à Bakhmout, a affirmé que ses troupes étaient supérieures à l'armée et a dénoncé Choïgou et Guerassimov pour leur incompétence dans la conduite de l'invasion. Ceux-ci lui ont répondu en ordonnant l'incorporation de Wagner dans l'armée.

Acculé, Prigojine a redoublé ses attaques contre les deux dirigeants, accusant même l'armée russe d'avoir mené une attaque aérienne sur une base de Wagner. Il a prononcé une série de discours sur Telegram en imitant le message du défunt leader politique d'extrême droite Vladimir

* Ilya Budraitskis, chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l'Université de Moscou, organisateur du mouvement anti-guerre jusqu'à son exil en 2022, est militant du Mouvement socialiste russe. Ashley Smith est un journaliste militant socialiste des États-Unis. Cet entretien a d'abord été publié le 2 juillet par *Truthout* : <https://truthout.org/articles/russian-progressive-and-antiwar-forces-may-find-opening-in-wake-of-failed-coup/> (Traduit de l'anglais par JM).

Russie

Jirinovski. Prigojine prétendait défendre les petites gens de Russie contre l'élite corrompue et promettait que la restauration de l'Empire russe améliorerait leur sort. Il s'est même retourné contre la guerre elle-même. Il a prononcé un discours dans lequel il a réfuté tous les arguments de Poutine en faveur de la guerre, affirmant qu'ils étaient fondés sur des mensonges, que l'OTAN et l'Ukraine ne constituaient pas une menace et que la guerre n'était pas nécessaire. Il a déclaré que le haut commandement l'avait déclenchée pour s'enrichir, sacrifiant au passage les soldats et le peuple russes. Il a promis de rétablir la justice et de punir les oligarques. Il s'agissait en grande partie d'un discours d'extrême droite émanant d'un oligarque désespéré, mais qui rejoignait les griefs profonds de nombreux secteurs, depuis les échelons inférieurs de l'armée jusqu'aux citoyens ordinaires. Certains ont apprécié le message de Prigojine pour son patriotisme, d'autres pour sa critique de la guerre et d'autres encore parce qu'il disait simplement des vérités qui n'avaient jamais été exprimées à un niveau de masse.

Sentant l'opportunité qui s'offrait à lui, Prigojine a lancé son coup d'État. Il ne fait guère de doute qu'au moins une couche de généraux et de services de renseignement était au courant à l'avance. Les forces de répression russes, qui auraient pu facilement écraser ses 4 000 mercenaires, ont adopté une attitude neutre et ont laissé le coup d'État se dérouler. Ils partageaient les critiques de Prigojine à l'égard du haut commandement et de son incompétence et le considéraient comme l'un des leurs. Certains ont même pu soutenir sa demande de renvoi de Choïgou et de Guerassimov. Ils ont permis à Wagner de prendre le contrôle de Rostov-sur-le-Don, une ville de 1,2 million d'habitants et le principal centre de commandement de la guerre en Ukraine. Ils n'ont pas bougé lorsque le convoi s'est dirigé vers le nord en direction de Moscou, a abattu des hélicoptères russes et s'est approché à moins de 250 km de la capitale. Mais aucune section importante de l'armée, du gouvernement et de la bureaucratie d'État n'a soutenu Prigojine dans sa volonté de renverser le régime de Poutine.

Ashley Smith : *Pourquoi Poutine n'a-t-il pas écrasé le soulèvement ?*

Ilya Budraitskis : Pour répondre à cette question, il faut d'abord comprendre à quel point Poutine se sentait menacé. Il a fui Moscou dans son jet privé pour se réfugier dans sa résidence au nord de la ville.



Lorsqu'il s'est rendu compte que l'armée et la police laissaient faire le coup d'État, il est passé à la télévision pour le dénoncer comme une trahison et une menace pour l'État russe, afin de rallier les institutions de l'État à sa cause.

Après cela, tous les dirigeants politiques, qui étaient restés silencieux pendant une grande partie de la journée, ont publiquement exprimé leur soutien à Poutine. Les médias, qui étaient complètement désorientés et ne savaient pas quoi dire, sont revenus à leur programme habituel qui consiste à parler de Poutine, en l'occurrence à soutenir son maintien au pouvoir.

Poutine s'est rendu compte de la faiblesse de son régime et a craint une confrontation ouverte. Par le biais de ses intermédiaires au Kremlin et du président biélorusse Alexandre Loukachenko, il a donc entamé des négociations avec Prigojine, qui s'était rendu compte qu'il n'avait pas de soutien pour le coup d'État et cherchait un accord pour se sauver et préserver son business.

Les conditions semblent être les suivantes : Prigojine quittera la Russie pour la Biélorussie, les forces Wagner qui n'ont pas participé au coup d'État seront absorbées par l'armée et celles qui y ont participé seront dissoutes ou autorisées à quitter le pays et à établir une base en Biélorussie. Toutes les parties ont souhaité résoudre la crise sans effusion de sang et l'enterrer le plus rapidement possible.

Les médias russes, qui sont toujours déconnectés de la réalité, affirment maintenant que tout est terminé, que rien n'a vraiment menacé l'État et que tout est rentré dans l'ordre. Ils présentent maintenant Poutine comme ayant passé un test et s'étant montré plus fort que jamais. Cette attitude est conforme à leur glorification habituelle de Poutine, le stratège hors pair, capable de jouer aux échecs en trois

dimensions, ce que les mortels russes ne peuvent pas comprendre. Une grande partie de la population peut être disposée à accepter la version des médias parce qu'elle a peur de la guerre civile et n'a pas accès à d'autres explications et perspectives.

Mais l'élite russe n'accepte pas la propagande des médias. Pour eux, Poutine était acceptable parce qu'il était un dirigeant fort qui s'opposerait à l'Europe ou aux États-Unis, protégeant leurs intérêts, garantissant la sécurité et assurant le flux de profits sur leurs comptes bancaires. Le soulèvement de Prigojine a brisé cette image de Poutine. Aujourd'hui, l'élite voit que Poutine est faible, qu'il a fui et qu'il a été contraint de conclure un accord avec l'un de ses propres gangsters. Son emprise sur l'élite a donc été fondamentalement compromise.

Ashley Smith : *Quel sera l'impact de cette crise sur la solidité de l'État russe ?*

Ilya Budraitskis : Le régime de Poutine a été profondément ébranlé et son maintien au pouvoir compromis. Examinons ses principales bases de soutien. Tout d'abord, l'armée. Nous savons que toute une partie de sa direction avait d'abord été sceptique quant à la guerre, qu'elle partageait les critiques de Prigojine à l'égard de Choïgou et de Guerassimov, et qu'elle a donc adopté une position neutre lors de sa mutinerie. Des pans entiers de la bureaucratie d'État partagent ces sentiments. Il en va de même pour les oligarques qui ont vu leurs comptes bancaires gelés, des sanctions imposées à leurs opérations et leurs profits et richesses sapés.

En même temps, tous ces milieux craignent l'instabilité, l'affaiblissement du régime et la déstabilisation de l'État lui-même. Beaucoup espèrent utiliser la crise précipitée par la tentative de coup d'État de Prigojine pour rendre Poutine plus sensible

aux demandes de l'élite russe, de la bureaucratie militaire et de la bureaucratie d'État.

L'avenir du régime dépend de l'armée et de son sort sur le champ de bataille. Poutine fera tout ce qui est en son pouvoir pour renforcer les forces militaires et assurer leur capacité de combat face à la contre-offensive ukrainienne. Il pourrait même provoquer une escalade de la guerre.

Il pourrait également renforcer la répression en Russie. Comme tous les dirigeants autoritaires, Poutine est extrêmement paranoïaque quant aux menaces qui pèsent sur son régime et voit des traîtres tapis dans tous les coins. Il a déjà réprimé l'opposition libérale, les militants anti-guerre et la gauche. Il pourrait maintenant s'en prendre aux membres de l'armée et aux oligarques qu'il soupçonne de déloyauté. Cependant, au lieu de consolider son pouvoir, cette vengeance paranoïaque ne fera que déstabiliser davantage son régime.

Ashley Smith : *Quel sera l'impact de ce soulèvement sur les forces d'occupation russes en Ukraine ?*

Ilya Budraitskis : Il ne fait aucun doute que les dénonciations de la guerre par Prigojine, la mise en évidence des mensonges qui l'ont justifiée et les attaques contre Choïgou et Guerassimov ont trouvé un écho auprès de troupes russes déjà démoralisées. L'affaiblissement de leur moral et le démantèlement de Wagner pourraient miner l'armée.

Ces développements ont augmenté les chances de succès de la contre-offensive ukrainienne. Mais Poutine en est conscient et fera tout ce qui est en son pouvoir pour renforcer ses lignes de défense. Ils ont déjà érigé des obstacles et posé d'innombrables mines terrestres le long du front et sont prêts à les renforcer avec de l'artillerie et de l'aviation. Mais tous ces préparatifs ne fonctionneront que si les soldats sont prêts à se battre.

La question décisive est donc celle du moral des soldats du rang. Seront-ils prêts à tuer et à mourir pour Poutine, Choïgou, Guerassimov et pour l'élite russe ?

Ashley Smith : *Quel impact cela aura-t-il sur l'opposition progressiste en Russie ?*

Ilya Budraitskis : Dans une certaine mesure, la déstabilisation du régime a ouvert un espace. Certains éminents libéraux russes ont même exprimé leur soutien au soulèvement de Prigojine, y voyant une occasion de remettre en question le régime de Poutine.

À un niveau de masse, les gens ont pu, au moins pour un temps, exprimer des critiques, ce qui était pratiquement impossi-

ble lorsqu'il était illégal de qualifier de guerre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. À Rostov-sur-le-Don, des gens sont venus en grand nombre pour soutenir Prigojine et ses mercenaires.

Cette situation peut permettre aux militants politiques de distribuer de la littérature progressiste et anti-guerre. En même temps, cela pourrait les mettre en danger, car le régime réprimera toute activité de ce type.

Le risque existe également que les oligarques et l'extrême droite construisent davantage d'armées privées pour se protéger et promouvoir leurs intérêts. Cela risquerait de fermer l'espace où les forces démocratiques peuvent se développer.

Ashley Smith : *Qu'est-ce que cela signifie pour la trajectoire de la guerre impérialiste de la Russie en Ukraine ?*

Ilya Budraitskis : Tout dépend du succès de la contre-offensive ukrainienne. Le meilleur résultat serait que l'Ukraine libère la plus grande partie possible de son territoire. Cela déterminera les conditions d'un éventuel cessez-le-feu ou de négociations.

La contre-offensive influencera également le comportement des États-Unis et des puissances de l'OTAN, qui ont tous réagi au coup d'État de Prigojine en exprimant leur inquiétude quant au contrôle des armes nucléaires par le régime. Ils ont clairement indiqué qu'ils souhaitent peut-être que le régime de Poutine soit affaibli, mais qu'ils ne voulaient pas que sa mainmise sur ce stock soit remise en cause, ni que le régime soit renversé (1). Ils pourraient être disposés à conclure un accord avec Poutine pour préserver la stabilité. Ce dernier redoublera de chantage nucléaire pour préserver le plus grand nombre possible de ses acquis territoriaux. Un tel accord créerait un terrible précédent, celui d'une puissance impérialiste utilisant ses missiles nucléaires pour assurer une conquête coloniale.

Dans cette situation, la gauche internationale devrait redoubler son soutien à la résistance ukrainienne, au mouvement anti-guerre russe et à la gauche des deux pays. Seules ces forces peuvent conquérir l'autodétermination, la démocratie, l'égalité et la justice – tant en Ukraine qu'en Russie. ■

1. Selon l'article de Keren DeYoung, Missy Ryan et Michael Birnbaum « As revolt in Russia subsidizes, U.S. and allies brace for what comes next » dans *Washington Post* du 24 juin 2023, un haut responsable militaire d'un pays de l'OTAN a déclaré : « Nous ne voulons pas d'une Russie trop forte. Mais nous ne voulons pas non plus d'une Russie trop faible. Nous ne voulons pas d'un État en déliquescence – la Russie est encore une puissance nucléaire ».

Adolfo Gilly 1928-2023



Avec la mort d'Adolfo Gilly disparaît un des esprits les plus rayonnants de la culture révolutionnaire en Amérique latine. Son histoire marxiste de la révolution mexicaine – *La revolución interrumpida* (1) – rédigée dans la prison de Lecumberri à Mexico, a réussi à capter, comme personne ne l'avait fait avant lui, la magie et l'éclat légendaire des combats de Pancho Villa et Emiliano Zapata. Rééditée à multiples reprises, elle reste l'œuvre de référence jusqu'aujourd'hui. Mais c'est l'ensemble de ses écrits historiques, politiques ou philosophiques qu'il faut prendre en compte : ils ouvrent des fenêtres sur les grands paysages-de-désir des luttes émancipatrices en Amérique latine (2).

Que ce soit dans les rangs de la IV^e Internationale, ou comme marxiste indépendant, proche des Zapatistes lors des dernières années, Gilly est toujours resté fidèle à l'horizon de la révolution permanente.

Nous connaissions Adolfo Gilly et sa compagne Tessa depuis plusieurs dizaines d'années. C'était un ami fidèle, toujours plein d'humour, d'ironie et d'auto-ironie. On partageait avec lui l'intérêt pour les grandes figures de la révolution latino-américaine, mais aussi pour Walter Benjamin et le Surréalisme. Sa curiosité était inépuisable.

Adolfo Gilly nous a quittés mais son héritage révolutionnaire restera, pour toujours.

Michael Löwy et Eleni Varikas

1. Publié en français par les éditions Syllepse sous le titre *La révolution mexicaine (1910-1920)*, Paris 2020, 416 pages, 22,00€

2. Un autre livre d'Adolfo Gilly a été traduit en français : *Adolfo Gilly, Mexique : Notre chute dans la modernité*, Syllepse, Paris 1992.

Après l'inondation, le désert

Destruction du barrage hydroélectrique : un impact sans précédent sur l'environnement

Par
Alena Dergacheva*

Les conséquences de la destruction de la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka ne pourront être évaluées qu'après la décrue complète des eaux. Il est particulièrement difficile d'analyser les dommages causés à la nature par cette catastrophe, dont l'ampleur est sans précédent et pour laquelle les spécialistes ne disposent d'aucun élément de comparaison. Pour les écologistes, il ne fait aucun doute que cette catastrophe entraînera des changements irréversibles dans les écosystèmes des régions du sud de l'Ukraine et de la mer Noire. L'accès à l'eau potable est déjà difficile dans les zones sinistrées, les infections risquent de se propager, de nombreux animaux sont morts et les champs risquent de devenir inutilisables pour l'agriculture.

Le barrage de la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka, sous contrôle russe depuis les premiers jours de l'invasion de l'Ukraine, a été détruit dans la nuit du 6 juin. Cela a entraîné un déversement incontrôlé d'eau du lac sur le fleuve Dniepr qui a inondé des dizaines de villages et de villes, dont Kherson. Selon le service d'urgence de l'Ukraine, au 16 juin, 17 localités étaient toujours inondées sur la rive droite du Dniepr et le même nombre sur la rive gauche occupée et, le 20 juin, trois localités situées sur la rive droite du Dniepr et 17 localités situées sur la rive gauche occupée étaient toujours inondées. L'administration russe de la région de Kherson a fait état de 41 morts sur la rive gauche. Sur la rive droite, contrôlée par l'Ukraine, selon les derniers chiffres fournis par les autorités, 21 personnes sont mortes, dont cinq lors d'évacuations bombardées par l'armée russe.

Deux semaines plus tard, l'eau s'est largement écoulée et les scientifiques ont

commencé à étudier les conséquences sur la situation écologique du sud de l'Ukraine. Toutes les données sur les dommages causés à la nature sont aujourd'hui basées sur des hypothèses, les hostilités ne permettant pas aux spécialistes de collecter des informations sur le terrain ; on ne peut donc, pour le moment, se fier qu'à l'imagerie satellite, a déclaré l'écologiste Eugene Simonov à *Mediazona*. Mais d'ores et déjà, il est clair pour les scientifiques que les dégâts sont sans précédent.

Boues toxiques, animaux, mines, carburant et débris rejetés dans la mer Noire

Le groupe ukrainien de conservation de la nature (UNCG) a utilisé des données satellitaires pour étudier les zones inondées dans le sud de l'Ukraine du 6 au 10 juin. L'eau a inondé 554,6 km² dans la région de Kherson et 57,8 km² dans la région de Mykolaïv. Les images montrent clairement que l'eau polluée est emportée dans la mer Noire. Le panache de limon soulevé du fond du lac de retenue de Kakhovka, les vestiges d'habitations emportées par les eaux et les couches de terre ont été entraînés par les courants en direction de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Turquie.

En conséquence, le 10 juin, la zone d'invasement de la mer Noire au large des côtes d'Odessa avait presque triplé et la pollution se propageait à très grande vitesse, explique Aleksiy Vassiliuk, un écologiste travaillant avec l'UNCG.

Depuis des décennies, des métaux lourds, des produits pétroliers et des radionucléides se sont accumulés au fond du lac du barrage construit en 1955-1958, déversés par des entreprises de Zaporijjia, de Dnipro et de Kamianske. L'eau polluée qui s'y trouvait a suscité des interrogations chez les écologistes bien avant le début de la guerre.

« Ce limon reposait là depuis des décennies, sans avoir été touché par quoi que ce soit. Dès le 6 juin, les images satel-

lite ont montré un panache – le lit de la rivière apparaissait sous la forme d'une bande rouge foncé. Au fil des jours, l'eau est devenue de plus en plus boueuse. Une pollution d'une telle ampleur n'a jamais été observée auparavant : des déchets accumulés pendant 70 ans se sont retrouvés dans la mer en une semaine, ce qui n'était jamais arrivé. Et il est impossible d'obtenir aujourd'hui le chiffre définitif de la quantité, de la nature et de l'endroit où ces déchets se sont répandus. C'est pourquoi l'essentiel est de comprendre le problème, et non de le quantifier », explique Vassiliuk.

Avec la chaleur estivale, cette quantité de déchets et de substances nocives peut provoquer une prolifération d'algues vertes, qui entraîneront à leur tour la mort massive de poissons et de mammifères marins et rendent l'eau impropre à la baignade.

Des mines et d'autres munitions provenant des lignes de défense de l'armée russe sur la rive gauche du Dniepr ont été emportées dans la mer – par exemple une mine fluviale ancrée a été trouvée sur une plage d'Odessa. Selon le porte-parole du service ukrainien des gardes-frontières, Andriy Demchenko, des « explosions incontrôlables » se sont produites dans l'eau, car « les objets explosifs se déclenchent lorsqu'ils entrent en collision avec d'autres objets ». Les munitions peuvent se heurter à des mines marines, qui « jonchent les eaux territoriales de l'Ukraine ». Les animaux marins, par exemple les dauphins, subissent des blessures acoustiques à cause des explosions. En raison du risque d'explosion, les autorités recommandent vivement aux habitants des zones côtières de ne pas se baigner dans la mer.

Les habitants de la région ont trouvé sur le rivage des charpentes de maisons d'habitation, des meubles et des appareils ménagers : canapés, armoires, lits, réfrigérateurs, téléviseurs, portes, matelas, bouteilles de gaz, ainsi que de la vaisselle et des vêtements. « La mer se transforme en décharge et en cimetière pour animaux », a constaté le service ukrainien des gardes-

* Alena Dergacheva est journaliste. Cet article a été d'abord publié le 21 juin 2023 par le journal indépendant russe *Mediazona* : <https://zona.media/article/2023/06/21/eco> (Traduit du russe par JM).

frontières. Des vidéos de témoins oculaires montrent que l'eau de mer près de la côte est boueuse, couverte de déchets et d'écume sale. À Odessa, elle a pris une teinte verdâtre et une odeur désagréable.

L'une des vidéos montre deux carcasses de rennes échouées sur des rochers. Les écologistes de l'UNCG soulignent que non seulement des animaux morts, mais aussi des animaux vivants, y compris sauvages, des chevreuils entre autres, ont été emportés dans la mer. Sur la côte d'Odessa, un chien transporté par le courant sur une planche de débris et une biche ont été trouvés – les deux ont réussi à survivre. Les habitants racontent aussi comment ils sortent de l'eau des oisillons.

L'inspection écologique d'État du district du sud-ouest de l'Ukraine a constaté une désalinisation de l'eau de mer dans la région d'Odessa. Par exemple, dans le village de Nova Dofinivka, la salinité de l'eau est 2,7 fois inférieure à la norme et sur la plage de Langeron elle est 2,9 fois inférieure. La désalinisation temporaire est un phénomène normal dans les endroits où de grandes rivières se jettent dans la mer, explique l'écologiste Eugene Simonov, qui collabore avec le *Ukraine War Environmental Consequences Group* (qui comprend des experts internationaux qui recueillent des informations sur l'impact de la guerre sur l'environnement). D'importants flux d'eau douce peuvent effectivement rendre certaines zones de la mer Noire moins salées, mais comme elles sont alimentées par l'estuaire commun du Dniepr et du Boug méridional depuis des milliers d'années, il n'y aura probablement pas de conséquences à long terme.

Les spécialistes sont beaucoup plus préoccupés par les boues, les poisons et les agents pathogènes qui pénètrent dans la mer.

Des centaines de tonnes de carburant et de lubrifiants, toxiques pour les animaux et les humains, ont été stockées dans la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka. Ils se sont d'abord écoulés dans le Dniepr, puis dans la mer Noire. « Il y avait plus de 450 tonnes de produits pétroliers dans les unités et les transformateurs de la centrale électrique » a déclaré Ukrhydroenergo. « Aujourd'hui, nous savons que plus de 150 tonnes se sont définitivement déversées dans le fleuve. Quant au reste, nous ne pouvons le comprendre que lorsque nous saurons si les transformateurs et les turbines ont été détruits. C'est là que se trouvent les lubrifiants ». « Un seul litre de produits pétroliers suffirait à polluer un million de litres

Les dommages à la nature, en bref

- Les boues polluées par les installations industrielles du réservoir de Nova Kakhovka et le combustible de la centrale hydroélectrique ont pénétré dans la mer Noire.
- Des ordures, des vestiges de villages de la région de Kherson, des cadavres d'animaux ainsi que des mines se sont échoués sur le littoral d'Odessa.
- L'assèchement du réservoir a été suivi d'une hécatombe de poissons, d'autres animaux qui y vivaient ont également péri.
- Des biotopes d'animaux et d'oiseaux rares, tel le rat-taupo d'Ukraine (*Spalax arenarius*), ont été inondés et 58 zones de protection de la nature sont menacées.
- Les champs, les fosses d'aisance et les égouts ont été dévastés, ce qui peut favoriser la propagation d'infections, dont le choléra.
- Les entrepôts de déchets toxiques et d'engrais ainsi que les champs traités aux pesticides ont été inondés, ce qui entraînera une contamination du sol et de l'eau.
- Sans l'irrigation assurée par le barrage, les champs agricoles du sud « pourraient se transformer en désert ».

d'eau, et 150 tonnes auraient de multiples répercussions sur les ressources en eau de l'Ukraine », a déclaré à CNN Eugenia Zasyadko, responsable du climat chez Ecoaction, une organisation basée à Kiev.

« La quantité inhabituellement élevée de polluants qui pénètrent dans la mer affectera tous les groupes d'organismes vivants, du plancton aux cétacés », a averti l'UNCG. Des crevettes et des poissons morts ont déjà été retrouvés sur le rivage dans la région d'Odessa, mais les causes exactes de leur mort n'ont pas encore été établies.

Dans la région de Kherson, des charniers de bétail, des entrepôts de déchets toxiques et d'engrais, des champs traités aux pesticides, des fermes, des fosses septiques, des égouts et des stations-services ont été inondés. Le service ukrainien de la BBC signale qu'une décharge près de Hola Prystan a été submergée.

« Malheureusement, nous ne pouvons pas nous fier uniquement aux messages publiés sur les réseaux sociaux concernant les décharges. Nous ne voulons pas spéculer sur la question. Une quinzaine d'agglomérations ont été transformées en débris qui se sont retrouvés dans la mer – c'est beaucoup plus que n'importe quelle décharge », note l'écologiste Vasiliuk. En même temps, à en juger par les reportages d'avant-guerre, les décharges à ciel ouvert de la région de Kherson posaient un certain nombre de problèmes.

Il est extrêmement difficile de suivre la situation sur la rive gauche occupée par

les Russes. Les autorités nommées par la Russie ont bloqué l'accès aux villes, y compris Olechky et Hola Pristan (elles se trouvent dans une plaine inondable et la situation y est particulièrement difficile), les volontaires n'ont pas été autorisés à passer les points de contrôle et les bateaux ont été retirés à la population locale. Poutine n'a ordonné la création d'une commission gouvernementale chargée de traiter les conséquences des inondations qu'au quatrième jour de la catastrophe et, le 13 juin, il a dit que les conséquences environnementales de la destruction du barrage de Kakhovka « *pouvaient être résolues* ».

Les informations sur les effets de la catastrophe proviennent essentiellement de bénévoles et de parents des victimes. « *Aujourd'hui, le coût des médicaments est faramineux, car les gens ont été évacués des toits, mais il faut les nourrir, leur donner à boire, les désinfecter. Les habitants avaient des étables et des porcheries... Les militaires avaient installé des champs de mines et maintenant ces mines flottent, de même que des cadavres de vaches, de chiens...* », racontent des volontaires dans une conversation avec Mediazona à propos des inondations à Olechky.

« Les organismes vivants du réservoir de Kakhovka sont déjà morts »

Dans un rapport rédigé par des écologistes de l'UNCG les conséquences de la destruction du barrage de la centrale hydroélectrique pour la faune et la flore sont divisées en deux catégories : les dommages causés par la disparition du lac de retenue et ceux résultant de l'inondation en aval du fleuve Dniepr.

Le lac artificiel de Kakhovka, situé dans les régions de Zaporijjia, Dnipropetrovsk et Kherson, était le deuxième plus grand en termes de superficie et le plus grand en termes de volume d'eau en Ukraine. Le ministère des ressources naturelles a déclaré que 62 % de l'eau du réservoir s'était écoulée au 10 juin. Un ancien cimetière et des débris d'un missile S-300 tombé il y a quelques mois ont déjà été découverts dans les zones peu profondes.

Les analystes OSINT (1) du compte

1. D'une manière générale, l'OSINT (open source intelligence, renseignement de sources ouvertes) désigne « un ensemble hétéroclite de pratiques d'investigation et d'analyse visant à dévoiler une information préalablement dissimulée en récoltant, croisant ou analysant des données numériques disponibles en source ouverte ».

Ukraine & Écocide

Twitter *WarMapper* ont publié des images du satellite Sentinel-2 du 20 juin montrant que le réservoir de Kakhovka s'est presque complètement asséché en quinze jours. « *Il ne reste plus que le fleuve Dniepr lui-même, plusieurs affluents et plusieurs petits lacs dans cette zone* », souligne la publication.

Les images montrent que l'île Tavan, inondée dans les années 1930 lors de la construction de la cascade hydroélectrique du Dniepr, est réapparue.

Le réservoir abritait au moins 43 espèces de poissons. Vingt d'entre elles étaient commercialement importantes, avec des prises annuelles pouvant atteindre 2 600 tonnes. Selon l'UNCG, il faudra jusqu'à dix ans pour reconstituer les stocks de poissons, car leur habitat et toutes les frayères ont été détruits. L'administration régionale a déclaré qu'une épidémie s'était déclarée en raison de la baisse rapide du niveau de l'eau. Les autorités ont averti qu'il était dangereux de manger des poissons morts en raison du risque de botulisme. Elles ont exhorté les habitants à ne boire que de l'eau en bouteille, car le Dniepr contient des substances toxiques et des agents infectieux provenant des cimetières et des abattoirs emportés par les courants d'eau.

« *Le frai a lieu à la fin du printemps et au début de l'été, période pendant laquelle des interdictions spéciales sont imposées – un régime de "silence" sur les plans d'eau, où, entre autres, la pêche et la circulation des bateaux à moteur sont interdites. (...) Mais en raison du drainage rapide du réservoir de Kakhovka, presque tous les jeunes poissons sont condamnés à mourir* », indique le rapport de l'UNCG. « *Au vu des données sur la mortalité des poissons, nous pouvons conclure que la grande majorité des organismes vivants du réservoir de Kakhovka sont déjà morts* », poursuivent les écologistes. Il s'agit de crustacés, d'invertébrés et d'insectes – une source de nourriture pour les poissons, les oiseaux et les amphibiens. De plus, une partie des poissons d'eau douce du lac ont pu dériver vers la mer.

Sites de nidification et espèces rares détruits

La montée rapide des eaux n'a laissé aucune chance de survie à la plupart des animaux terrestres : mammifères, reptiles et insectes. « *On peut dire que l'ampleur*

de cette catastrophe n'est comparable à aucun événement antérieur en Ukraine. Au cours des 90 dernières années, la plaine inondable du Dniepr a été régulée par six barrages et habitée par des espèces qui ne disposent d'aucun mécanisme efficace pour échapper aux inondations », explique l'UNCG.

Selon l'écologiste Vladislav Balinsky, la rupture du barrage a entraîné dans la mer « *des centaines d'îlots, des zones uniques de ripisylve [forêt riveraine], des prairies inondables et des zones de steppe sur les pentes inférieures, avec tous leurs habitants* ».

Selon l'UNCG, jusqu'à 70 % de la population de souris du bouleau de Nordmann (*Sycista loriger*), espèce menacée, ainsi que les populations de rat-taupo d'Ukraine (*Spalax arenarius*) sur liste rouge – endémiques du sud de l'Ukraine – et de gerboises à trois doigts (*Stylodipus telum*) pourraient avoir été réduites de moitié par les inondations.

L'assèchement du réservoir et les inondations ont affecté des dizaines de milliers d'oiseaux – dont des hérons, des ibis brillants, des sternes, des foulques, des poules d'eau et des cygnes tuberculés – pendant la période de nidification, alors que leurs poussins ont déjà éclos. La reconstitution des populations d'oiseaux de proie morts, tels que les busards des roseaux, peut prendre jusqu'à dix ans.

Les inondations ont touché des fourmis et des reptiles rares – la vipère des steppes (*Vipera renardi*), inscrite sur la liste rouge, et le grand serpent à queue fouet de la Caspienne (*Dolichophis caspius*). Le lézard des souches (*Lacerta agilis*) et le lézard dit coureur des steppes (*Eremias arguta*) pourraient également avoir été touchés. Les polluants qui pénètrent dans la rivière auront également des effets négatifs sur les amphibiens, qui sont sensibles à la qualité de l'eau.

En raison de l'assèchement du réservoir de Kakhovka, les plantes aquatiques et inondables indigènes risquent de disparaître et la zone asséchée sera vulnérable aux espèces envahissantes.

Parmi les conséquences non évidentes de la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, les écologistes évoquent l'élévation du niveau des eaux souterraines dans le parc national des sables d'Olechkiv, sur la rive gauche du Dniepr : « *L'eau imbibe déjà les racines des arbres et détruit les animaux dans leurs tanières* ». Le sort du bouleau endémique du Dniepr est également alarmant ; les orchidées sauvages figurant dans le

Livre rouge (2) de l'Ukraine sont également menacées d'extinction, selon les scientifiques. En raison des inondations et de la montée des eaux souterraines, 47 zones protégées situées sur les deux rives du Dniepr pourraient être partiellement ou totalement touchées, notamment les parcs nationaux de la Côte Blanche de Sviatoslav et du delta du Dniepr, la Réserve de biosphère de la mer Noire ainsi que les sites protégés du Réseau émeraude. L'UNCG estime que le drainage du réservoir de Kakhovka affectera au moins 11 zones protégées, dont les parcs nationaux du Sitch de Kamianska et celui de Velykyi Louh.

Puits contaminés... choléra...

Par temps chaud, les cadavres d'animaux domestiques et d'élevage contamineront l'eau, le sol, pollueront l'air ce qui peut entraîner la propagation de maladies infectieuses, écrivent les représentants du Mouvement civique pour l'environnement d'Ukraine.

Des bovins atteints de la maladie du charbon ont été enterrés entre les villages de Dnipriany et Korsunka, sur la rive gauche du Dniepr, au cours des années 1950-1970. Ces charniers ont été maintenant engloutis par les eaux. « *Cette zone était incontestablement contaminée. Auparavant, il y avait une surveillance constante et on y prélevait des échantillons de sol, mais pas trop profondément. Maintenant l'eau peut tout épandre. Les spores d'anthrax peuvent ainsi atteindre le Dniepr et la mer Noire* », a déclaré l'écologiste Taisiya Kozak au service ukrainien de la BBC. Elle anime l'organisation environnementale Mama-86 à Nova Kakhovka.

« *Si les spores [d'anthrax] emportées par l'eau s'écoulent lentement dans la mer, le risque est faible. S'il y a des perturbations, si cette eau est utilisée pour abreuver les animaux, le pronostic sera différent* », a déclaré Viktor Liachko, ministre ukrainien de la santé, lors d'une conversation avec des journalistes.

Environ 700 000 personnes ont été privées d'accès à l'eau potable en raison de la rupture du barrage. Actuellement, 90 équipes d'observateurs prélèvent des échantillons dans les régions de Kherson et de Nikolaev et constatent déjà des anomalies : dans la rivière Inhoulets ils ont enregistré des dépassements significatifs des concentrations autorisées de substances en suspension, des valeurs élevées d'azote ammoniacal, de nitrite, de chlorure et de fer. Cela indique que des eaux usées

2. Cf. : <https://www.courrierinternational.com/article/2009/09/16/un-livre-rouge-pour-sauver-la-faune-et-la-flore-d-ukraine>

se sont infiltrées dans le cours d'eau.

La contamination de l'eau des puits, qui doivent désormais être désinfectés, peut entraîner la propagation de l'hépatite A, de la salmonellose, de la shigellose (dysenterie bacillaire) et d'infections intestinales aiguës. Selon Ihor Kouzine, médecin chef du Service sanitaire et épidémiologique d'État d'Ukraine, il existe un risque d'épidémie de choléra en raison du mélange des eaux usées avec l'eau potable.

« Les régions du sud de l'Ukraine ont toujours été considérées comme potentiellement favorables à la propagation des infections intestinales aiguës et du choléra en raison du climat chaud et humide et du niveau élevé des nappes phréatiques. Cependant, aujourd'hui, le risque de maladie a été multiplié par des centaines de fois », souligne l'agence nationale du tourisme. M. Kouzine déclare que la situation épidémique dans les zones contrôlées par l'Ukraine est « prévisible et gérable ». Il précise que des brigades anti-épidémies et des équipes de surveillance chimique contrôlent chaque jour l'état de l'eau : « 38 points de surveillance ont été créés dans les régions d'Odessa, de Mykolaiv et de Kherson » (3).

Depuis le 19 juin, la baignade et la pêche sont interdites dans ces régions en raison de la détérioration des indicateurs des eaux fluviales et maritimes. La mer près d'Odessa a été testée positive pour l'ARN du rotavirus A et pour l'ADN de la salmonelle, tandis que les concentrations de polluants et de fer dans l'eau ont été dépassées sur la plage de Langeron.

« Les champs du sud de l'Ukraine... un désert dès l'année prochaine » ?

Une autre conséquence de la destruction du barrage de la centrale hydroélectrique est l'impossibilité de fournir de l'eau pour l'irrigation des champs dans la partie sud de la région de Kherson, où l'on cultive des céréales.

Les sédiments du fond du réservoir de Kakhovka, qui contiennent des substances dangereuses accumulées, finiront par s'assécher et les poussières fines toxiques seront emportées par le vent sur de longues distances. Comme le souligne le Mouvement civique pour l'environnement d'Ukraine, cela affectera non seulement la santé de la population, mais aussi le rendement des cultures.

Les couches fertiles du sol seront perdues en raison des inondations et l'élévation de la nappe phréatique n'augmentera



pas seulement la teneur en eau de la terre, mais entraînera également sa salinisation.

« Dans les localités qui n'ont pas été inondées, le niveau de la nappe phréatique a tellement augmenté que les maisons commencent tout simplement à s'enfoncer dans le sol. Nous ne le voyons pas sur les images satellites, mais nous entendons les habitants en parler », explique l'écologiste Vassiliuk.

Le réservoir de Kakhovka permettait d'irriguer les régions de Dnipropetrovsk, Kherson et Zaporijjia. Le ministère de la politique agricole et de l'alimentation estime que « les champs du sud de l'Ukraine pourraient se transformer en désert dès l'année prochaine ». Selon le ministère, jusqu'à 10 000 hectares de terres agricoles ont été inondés sur la rive droite, tandis que sur la rive gauche, occupée par la Russie, l'ampleur des inondations pourrait être plusieurs fois supérieure, une partie du territoire risquant de rester sous l'eau.

Centrale nucléaire de Zaporijjia

Le projet d'enquêtes Cxemu (Stratagèmes) de Radio Liberty a publié des images satellite de Planet Labs, qui ont montré le 9 juin le niveau d'affaissement de l'affluent menant au bassin de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Energoatom a assuré qu'il y avait encore suffisamment d'eau dans le bassin, puisque les six groupes électrogènes de la centrale ont été arrêtés – pendant « l'arrêt à froid », ils ne produisent pas d'électricité.

« Bien sûr, le niveau de l'eau dans le bassin [de refroidissement] va continuer à baisser lentement, mais il existe d'autres sources d'approvisionnement, comme les puits souterrains. Si les militaires russes

ne font pas exploser quoi que ce soit ou ne provoquent pas intentionnellement une attaque contre la centrale, il n'y aura pas d'accident », a déclaré Energoatom à Cxemu.

Les autorités ukrainiennes ont estimé les dommages environnementaux provoqués par la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka à 55 milliards de hryvnias [1,365 milliard d'euros] pour les seules premières étapes. Selon les estimations des écologistes ukrainiens, le nombre de réfugiés environnementaux pourrait atteindre 400 000 personnes, notamment en raison de la dévastation des terres fertiles.

« L'Ukraine a l'expérience de Tchernobyl, qui a engendré un grand nombre de réfugiés environnementaux, et maintenant nous avons un deuxième cas », constate Aleksiy Vassiliuk. « Il s'agit de personnes qui auraient pu devenir des réfugiés de guerre, mais qui n'ont pas voulu partir, et qui fuient maintenant une catastrophe environnementale. Il est inutile de donner des chiffres exacts pour l'instant, il suffit de regarder le nombre de villes et de villages inondés et leur population. Même si quelque part une maison n'a pas été inondée, toute l'infrastructure a été détruite ».

L'UNCG a conclu que l'ampleur de l'impact sur les écosystèmes du pays après la rupture du barrage est déjà « incomparablement plus importante que les dommages environnementaux causés à l'Ukraine pendant toute la période de l'invasion russe à grande échelle ». ■

3. Ce qui n'est pas le cas dans la zone occupée par la Russie. L'armée russe a tiré sur les volontaires tentant de venir en aide à la population et des informations circulent sur les maladies frappant la population et des soldats russes (ndlr).

HUGO BLANCO

Le second procès de Hugo Blanco n'a toujours pas eu lieu. Crainte de réactions populaires, attente de « meilleures conditions » internationales, notre camarade attend dans sa prison, gardé jour et nuit, depuis la tentative d'assassinat des militaires, par ses compagnons paysans. Changeant de registre, le gouvernement engage maintenant le procès des autres affaires. Les « expropriateurs », Martorell, Peyrera, Candela, sont jugés ces jours-ci, et bientôt

ce sera Gaddea, le leader guérillero dirigeant du M.I.R.. Pour leur venir en aide à tous, le Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou lance une campagne de souscription. Les fonds iront en particulier aux familles des paysans emprisonnés qui sont dans la plus noire misère.

Comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou — Mme Andrée Dinouart, C.C.P. — Paris 13419-97.

Penal "El Frontón", Note marginale 1967.

Envío mi saludo a las organizaciones y personalidades que desde Francia han lanzado su voz de repudio al asesinato "legal" que los enemigos del pueblo preparan contra mí.

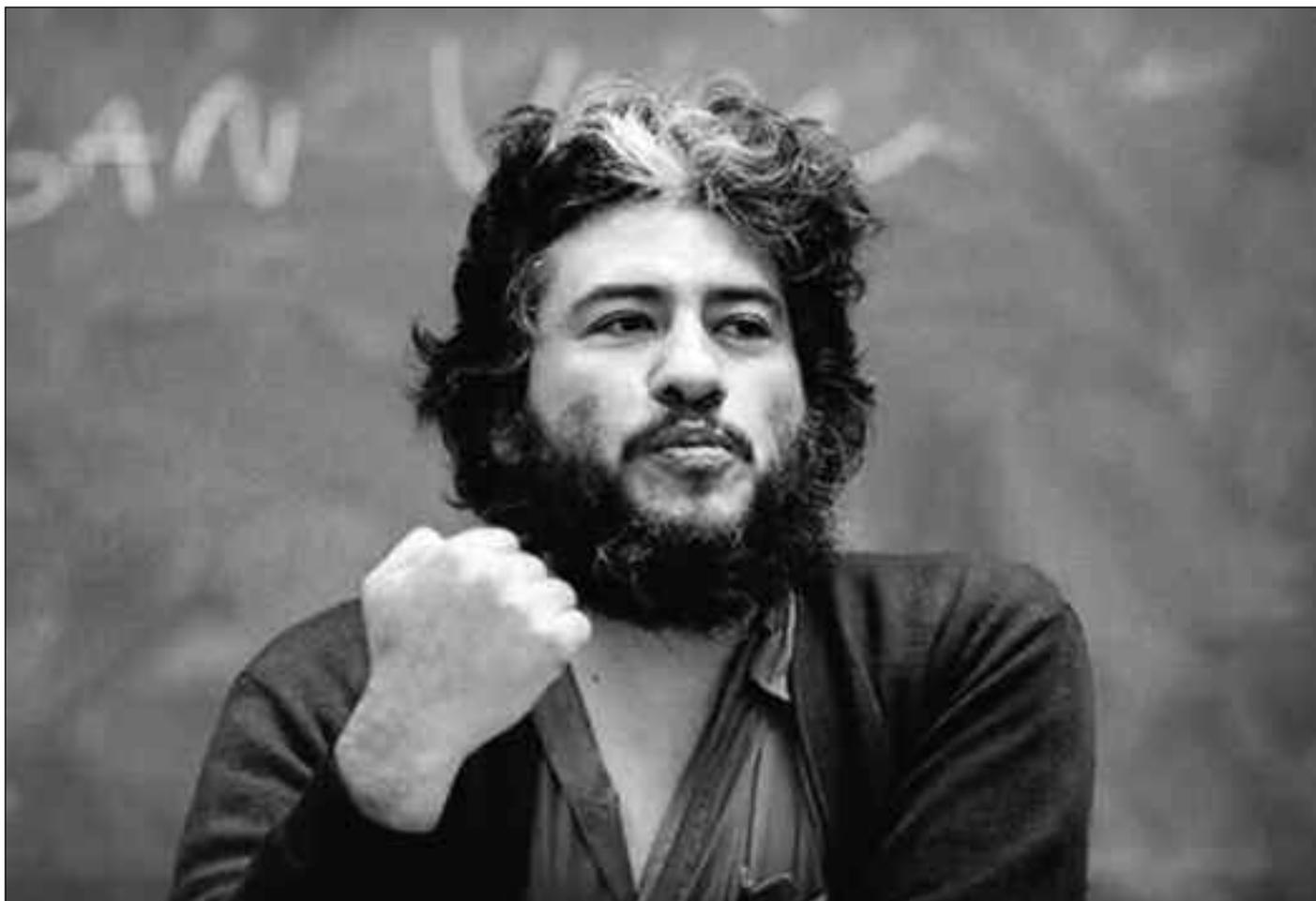
Que ejecuten o no su crimen, la solidaridad demostrada por nuestros hermanos es un gran estímulo para el pueblo peruano que lucha por sus reivindicaciones y contra la feroz represión.

Hugo Blanco

J'adresse mon salut aux organisations et aux personnalités qui, de France, ont élevé la voix pour refuser l'assassinat « légal » que les ennemis du peuple préparaient contre moi.

Qu'ils exécutent ou non leur crime, la solidarité manifestée par nos frères est un grand encouragement pour le peuple péruvien qui lutte pour ses revendications et contre la répression féroce.

Extrait du mensuel du Parti communiste internationaliste (PCI, section française de la IV^e Internationale) *La Quatrième Internationale* n° 19 de juin 1967. Après l'arrestation du camarade Hugo Blanco le 30 mai 1963, une campagne mondiale de solidarité a été organisée. En France de nombreuses personnalités de gauche ont exigé sa libération, dont Arthur Adamov, Simone de Beauvoir, Roger Blin, Marguerite Bonnet, André Breton, Jean Schuster, Edouard Depreux, Jean-Jacques de Felice, Daniel Guérinn Maurice Jardot, Yves Jouffa, Jacques Lanzman, Michel Meiris, Eric Losfeld, Marcel Mainville, Gilles Martinet, François Maspéro, Maurice Nadeau, Jacques Prévert, Alain Resnais, Frédéric Rossif, Claude Roy, Jean-Paul Sartre, Catherine Sauvage, Simone Signoret et Jean-Marie Vincent. En Grande-Bretagne on peut citer Bertrand Russell et Isaac Deutscher, en Italie - Giuseppe Montalbano, Ideale del Carpio, Massimo Mineo et Luciano del Chiara... La campagne s'est poursuivie après le procès de Tacna, jusqu'à la libération des paysans révolutionnaires du Pérou...



Hugo Blanco (1934-2023) Indien universel, ; PRESENTE !

Par
Michael Löwy*

Avec la disparition d'Hugo Blanco le 25 juin 2023, nous avons perdu un ami et un camarade très cher. Mais c'est une grande perte pour beaucoup, pour un très grand nombre : non seulement pour les indigènes et les paysans des Amériques, mais, au-delà, pour l'ensemble de l'humanité. Car Hugo, combattant infatigable, a contribué de manière décisive à l'émergence de l'écossocialisme international.

Sa vie est un exemple inégalé de courage, de dignité, d'intégrité politique et morale. Une vie de combat permanent pour la cause des exploités et des opprimés, et pour la défense de *Pachamama*, notre Terre Mère.

Sans peur, sans recul, il a résisté aux impérialistes, aux propriétaires terriens, aux oligarques, aux dictateurs, à la police et à l'armée. Il a subi des années d'emprisonnement, de menaces de mort, d'exil,

mais n'a jamais capitulé. Il a beaucoup appris de Léon Trotsky, des paysans du Pérou, des zapatistes du Chiapas... Il a toujours été ouvert aux nouvelles idées révolutionnaires.

Hugo Blanco était un révolutionnaire, un adversaire intransigeant du système capitaliste, destructeur de la vie humaine et de la nature. Il n'a jamais cessé d'aspirer à une société nouvelle, sans exploitation, sans domination, en harmonie avec toutes les formes de vie. Sur son drapeau rouge et noir flamboyant est inscrit, en lettres de feu, le slogan que nous a légué Emiliano Zapata : Terre et Liberté !

Hugo Blanco, cet homme au « cœur de pierre et de colombe » – pierre indestructible contre les oppresseurs, humble colombe entre les mains des opprimés – comme l'a si bien défini le grand écrivain péruvien José María Arguedas (1), était un personnage légendaire de l'Amérique latine. Combattant infatigable, il a parcouru son pays, le Pérou, du nord au

sud, des hauts plateaux à la côte, « et partout où il est passé, il a aidé les

* Michel Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écossocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues. Rappelons les plus récents : *Écossocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *la Cage d'acier : Max Weber et le marxisme wébérien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017, Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, l'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *la Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur ; *Kafka, Welles, Benjamin – Éloge du pessimisme culturel*, Éditions le Retrait, 2019 ; *La Comète incandescente. Romantisme, surréalisme, subversion*, Éditions le Retrait, 2020.

1. Une partie de la correspondance (en espagnol) entre Hugo Blanco et José María Arguedas est disponible ici : <https://culturaytradicionandinoamazonica.blogspot.com/2020/09/nosotros-los-indios-correspondencia.html>

Les Nôtres : Hugo Blanco

déchus à se relever et les silencieux à parler » (2).

Il incarne, comme peu d'autres, la lutte séculaire des Indiens, des peuples originels du continent – que le grand marxiste péruvien José Carlos Mariátegui appelait l'Indoamérique – contre leurs oppresseurs, colonialistes, impérialistes, oligarques. Sa biographie est une succession ininterrompue de luttes, de défaites, de victoires (quelques-unes), de répressions, d'emprisonnements, de coups d'État, de tortures, d'exils – et depuis ses débuts. Militant pendant de nombreuses années de la IV^e Internationale – avec laquelle il a toujours poursuivi des relations fraternelles – il s'est identifié aux zapatistes du Chiapas et aux luttes indigènes dans le monde.

Hugo Blanco Galdós est né à Cuzco en 1934. Après le lycée, en 1954 il part en Argentine pour étudier l'agronomie. C'est là qu'il découvre le trotskysme et adhère au Partido Obrero Revolucionario (POR) dirigé par Nahuel Moreno. En 1956, ses camarades lui proposent de retourner au Pérou pour tenter de réorganiser le POR à Lima. Sa tâche était de s'établir dans la classe ouvrière industrielle, mais il s'est rendu compte, en peu de temps, que les principales luttes se déroulaient à la campagne... Ainsi, à partir de 1958, il rejoint la lutte paysanne dans les vallées de la Convencion et Lares, dans le département de Cuzco, contribuant à la formation de syndicats paysans, avec le soutien de son organisation, le Front révolutionnaire de gauche (composé du POR en alliance avec d'autres organisations). Prenant la tête du mouvement, Hugo commence à mettre en place une « réforme agraire par le bas », sous le slogan « la terre ou la mort ! » Revenant sur cette période, il constatait que ce qu'il appelait alors le « syndicat » était en fait autre chose : « nous avons ressuscité l'ayllu, la communauté paysanne ».

Face aux propriétaires terriens et à la Guardia Civil, les syndicats paysans chargèrent Hugo d'organiser une autodéfense

armée. Dans plusieurs écrits de cette période, et dans son livre *Tierra o muerte* (3), il explique la profonde différence entre sa conception de l'autodéfense comme expression directe de la lutte des masses paysannes, et le « foyer de guérilla » proposé par d'autres groupes – comme le MIR (Movimiento de Izquierda Revolucionaria) de Luis de la Puente Uceda, ou l'ELN (Ejército de Liberación Nacional) de Hector Bejar – inspirés par l'expérience cubaine. Après quelques combats avec la Guardia Civil, ses groupes d'autodéfense ont été défaits et Hugo capturé en janvier 1963. Son procès aura lieu en 1966 et, en appel, en 1967, le procureur de la Cour suprême de justice militaire demandera la peine de mort contre le dangereux révolutionnaire. Une vaste campagne internationale de solidarité avec Hugo Blanco fut lancée, menée par la IV^e Internationale, mais avec le soutien de nombreuses personnalités comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Bertrand Russell. Le tribunal se contenta alors de le condamner à « seulement » 25 ans de prison – la peine maximale de l'époque – et l'envoya dans le sinistre pénitencier colonial de l'île d'El Fronton.

Avec l'instauration du régime militaire nationaliste de Velasco Alvarado en 1970, les prisonniers politiques, dont Hugo, furent amnistiés. Le gouvernement Velasco proposa à Hugo Blanco de participer à la réforme agraire en cours ; contrairement à Hector Bejar, également libéré à cette occasion, qui avait accepté cette proposition avec enthousiasme, Hugo préféra

maintenir son indépendance et sa distance critique vis-à-vis de ce type de réforme « d'en haut », avec ses traits bureaucratiques et autoritaires. Résultat : il fut expulsé du pays et dut vivre en exil pendant sept années supplémentaires...

D'abord au Mexique et en Argentine, où il est emprisonné, puis au Chili, où il vit l'expérience du gouvernement Allende – en participant à l'organisation du cordon industriel Vicuña Maquena – et enfin en Suède, après le coup d'État de Pinochet (1973). En 1978, il retourne au Pérou et est élu député à l'Assemblée constituante au nom d'une coalition radicale, le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP), en étant le troisième candidat ayant obtenu le plus de voix dans le pays (4). En 1980, il est à nouveau élu député, cette fois pour la ville de Lima. En 1985, il choisit de ne pas se présenter aux élections et, jusqu'en 1990, il dirige la Confédération paysanne du Pérou (Confederación Campesina del Perú, CCP) ; au cours de ces années, il participe également aux luttes des communautés indigènes de l'Amazonie, à Pucallpa (1999), où il fut brutalement attaqué par la police et emprisonné. Il ne fut libéré que grâce à une campagne nationale – promue par le Parti mariateguiste unifié (PUM) – et une campagne internationale, non seulement de la IV^e Internationale, mais aussi d'Amnesty International, de la Centrale ouvrière suédoise, des Commissions ouvrières espagnoles, du Parti des travailleurs (PT) brésilien, du Front Farabundo Martí du Salvador, etc.

En 1990, Hugo Blanco est élu sénateur de la République pour le PUM. Son activité au sein de cette institution est de courte durée : en 1992, le président Fujimori a procédé à un « auto-coup d'État » et a dissous les deux chambres. Une fois de plus, Hugo est contraint de s'exiler, cette fois au Mexique, où il rejoint l'EZLN du sous-commandant Marcos en 1994. Enfin, en 1997, il retourne au Pérou et s'installe à Cuzco, collaborant avec la Fédération départementale paysanne de Cuzco, qui l'élit président honoraire. En 2008, il est à nouveau emprisonné, accusé de « violence et résistance à l'autorité » ; dès sa libération, il organise (2009) une campagne de protestation contre le massacre



2. Postface d'Eduardo Galeano au livre de Hugo Blanco, *Nosotros los Indios*, Centro Bartolome de las Casas y Lucha Indígena, 2003 et en traduction anglaise *We the Indians, The indigenous peoples of Peru and the struggle for land*, IIRE & Merlin Press, Amsterdam & London 2018 (on peut le commander ici : <https://www.iire.org/index.php/node/840>)

3. Hugo Blanco, *Tierra o muerte : las luchas campesinas en Perú*, Siglo Veintiuno Ed., Mexico 1972 et en anglais *Land or death, The Peasant Struggle in Peru*, Pathfinder, New York 1972.

4. Voir : Hugo Blanco, *Workers and Peasants to Power, A Revolutionary Program for Peru*, Pathfinder, New York 1978

re, par le gouvernement d'Alan Garcia, d'une manifestation indigène dans la région amazonienne de Bagua. En 2009, Hugo Blanco signe la déclaration écosocialiste de Belém et participe à la réunion écosocialiste internationale qui s'est tenue peu après le Forum social mondial de Belém. « *Nous, les peuples indigènes – a-t-il déclaré à cette occasion – luttons pour l'écosocialisme depuis 500 ans* ». Finalement, il prend en charge le journal *Lucha Indígena*, basé à Cuzco.

Je connais peu de biographies de militants aussi impressionnants par leur ténacité, leur courage, leur constance dans leur engagement dans la lutte pour l'émancipation des exploités et des opprimés, affrontant contre vents et marées le pouvoir des classes dominantes et leurs instruments de répression policière/militaire, sans se laisser abattre par les défaites, les coups, l'emprisonnement, l'exil.

Pour comprendre la lutte de Hugo Blanco, il est important d'en saisir les racines historiques et culturelles.

Rosa Luxemburg, dans son ouvrage *Introduction à l'économie politique* (publié par Paul Lévi en 1925, après la mort de Rosa Luxemburg), s'intéresse au communisme primitif en tant que formation sociale universelle. Elle cite notamment l'exemple de la communauté rurale inca précolombienne, exprimant son admiration pour « *l'incroyable résistance de la population indigène et des institutions du communisme agraire* » qui, malgré des conditions défavorables, ont perduré jusqu'au XIX^e siècle. Dans son autre ouvrage économique, *L'accumulation du capital* (1913), elle évoque la lutte des populations indigènes des colonies contre les métropoles impériales – Espagne, France, Angleterre, États-Unis – comme la résistance tenace des vieilles traditions communistes contre « *l'europanisation* » capitaliste brutale imposée par le colonialisme.

Un siècle plus tard, en Amérique latine, nous assistons à un nouvel épisode de cette lutte ancestrale. Plus précisément, dans le Pérou d'Hugo Blanco, il s'agit de la lutte de *ayllu*, l'ancienne structure communautaire indigène, contre les infamies de la « *modernisation* » capitaliste. Non seulement au XIX^e siècle, mais aujourd'hui encore, au XXI^e siècle, nous avons, écrit Hugo, « *une ancienne organisation collectiviste, ayllu, la communauté paysanne, qui, malgré les distorsions de l'environnement individualiste inégalitaire et imposé par la loi, conserve sa vigueur* ». Contrairement au discours néolibéral et réactionnaire de Vargas Llosa, qui dénon-



Hugo Blanco et Greta Thunberg, Stockholm 2019

çait « *l'archaïsme* » des traditions indigènes, Hugo défendait la vitalité de *ayllu*, qui n'est pas seulement un phénomène économique, mais un esprit de solidarité collective présent dans de larges secteurs de la paysannerie. L'importance de cette tradition est également politique – elle apporte des éléments de démocratie communautaire, une démocratie directe, par le bas – et écologique : elle implique le respect de la nature, de la « *Terre Mère* » (*Pachamama*).

Hugo était profondément enraciné dans la culture andine ; non seulement il parlait le quechua, mais il s'identifiait à la longue histoire de la résistance indigène au colonialisme hispanique – depuis l'épopée de Tupak Amaru au XVIII^e siècle. Sa correspondance avec José María Arguedas (1969) est un témoignage émouvant de l'amitié de deux rebelles qui partageaient cette profonde « *racine indienne* ». Mais son point de vue est beaucoup plus large ; par exemple, ces dernières années, Hugo s'enthousiasmait pour les luttes des peuples indigènes de la jungle amazonienne – étrangers à la culture quechua – contre les multinationales pétrolières et l'agro-industrie. Une lutte d'une importance vitale, non seulement pour ces communautés indigènes qui n'ont jamais accepté la « *civilisation* » occidentale, mais pour l'ensemble de l'humanité : l'Amazonie, que les capitalistes et les grands propriétaires terriens tentent de détruire dans leur recherche aveugle du profit, est le plus grand puits de carbone de la planète, et donc l'un des derniers obstacles au processus catastrophique de réchauffement climatique causé par les gaz à effet de serre émis par le mode de production capitaliste. Il faut ajouter que les enthousiasmes d'Hugo n'étaient pas théoriques : il s'est exposé, en première ligne, dans les luttes indigènes, et

a été victime, comme ses compagnons, des coups de la répression.

Mais la perspective d'Hugo n'était pas seulement péruvienne et latino-américaine : en tant que participant actif aux Forums sociaux mondiaux, sa vision de la lutte était internationaliste, universelle. Par exemple, dans la conclusion d'un de ses livres, il écrivait : « *Nous ne sommes pas seulement les peuples indigènes des Amériques* » en mentionnant des luttes en Océanie, en Afrique, en Asie. Le combat est le même, et l'ennemi est le même : les multinationales, les latifundia, l'agrobusiness, les politiques néolibérales, le système capitaliste occidental. Il n'y a rien de « *régressif* » ou « *archaïque* » dans sa démarche, il tentait de sauver un précieux héritage issu du passé : « *À mon avis, il serait sain de revenir à notre morale originelle, ce qui ne veut pas dire revenir à la vie primitive : la profonde solidarité humaine, les liens intimes avec la nature* ».

L'un des chapitres de son livre *Tierra o muerte* a pour titre une citation d'un célèbre poète d'Antonio Machado : « *La marche n'est pas un chemin, elle se fait en marchant* ». Peu de combattants en Amérique latine ont contribué autant que Hugo Blanco à ouvrir la voie qui nous mènera peut-être un jour vers un avenir différent, vers un nouveau monde possible.

Dans un bel aphorisme, Bertolt Brecht a dit : « *Il y a des hommes qui se battent un jour et qui sont bons. D'autres se battent pendant un an et sont meilleurs. Il y a ceux qui se battent pendant de nombreuses années et qui sont très bons. Mais il y a ceux qui se battent toute leur vie : eux sont indispensables.* » Hugo Blanco est l'un de ces indispensables... ■

Paris, 26 juin 2023

Lutte indigène En défense de la Terre Mère et de son organisation collectiviste

Par
Hugo Blanco*

Dans ma jeunesse, je luttais pour une société juste avec la conviction que si ma génération n'y parvenait pas, les générations futures s'en chargeraient. Aujourd'hui, je dois constater que je me suis trompé : il n'y aura pas de générations futures si nous ne parvenons pas à renverser ce système destructeur. Je luttais auparavant pour une société juste, aujourd'hui je lutte fondamentalement pour la survie de l'humanité.

Le réchauffement global

Le réchauffement global est indéniable. L'évidence scientifique s'est imposée à l'ONU et aux gouvernements des pays qui sont les premiers à réchauffer la planète, en émettant des gaz à effet de serre, produits par les grandes entreprises capitalistes.

Nous ne sommes pas confrontés à un groupe de méchants capitalistes qui auraient planifié l'extinction de l'humanité. Leur objectif, c'est de gagner de l'argent : manque de chance, ça débouche sur l'extinction de l'humanité. Il se peut que certains capitalistes regrettent ce sous-produit suscité par la réalisation de leur commandement sacré : gagner un maximum d'argent en un minimum de temps...

L'entrepreneur britannique Richard Branson – propriétaire de la compagnie aérienne Virgin – avait offert un prix de 25

millions de dollars à quiconque découvrirait comment éliminer de l'atmosphère les gaz à effet de serre. À la réponse : « *Ta ligne aérienne contribue au réchauffement climatique* », il fit cette réplique, à mon avis magnifique : « *Que voulez-vous donc ? Si je liquide mon entreprise, la place sera prise par la British Airways* ».

Si un capitaliste, pour l'amour de ses descendants, ferme une entreprise émettrice de gaz à effet de serre, un autre capitaliste viendra la rouvrir. Ce phénomène ne dépend ni des connaissances ni de la morale individuelle des capitalistes, c'est la logique implacable de ce système qui les amène à en finir avec l'humanité. Nous ne voulons pas tuer chaque capitaliste individuellement, nous devons tuer ce système qui livre le destin de l'humanité à la voracité du grand capital.

Même s'ils ne connaissent généralement pas l'origine du réchauffement climatique, les habitants de la campagne en souffrent les effets plus que la population urbaine. Les ruisseaux disparaissent, les rivières s'assèchent : il n'y a plus besoin de ponts pour les traverser, ceux-ci ne sont plus nécessaires ; l'Amazone maigrit à vue d'œil ; les montagnes enneigées fondent, c'est malheureux car ce sont des sources d'eau. Les glaciers des pôles fondent eux aussi. Auparavant, le Pôle Nord était un gigantesque bloc de glace, maintenant on peut y naviguer en été.

Le niveau des océans monte. L'île connue des habitants de l'Inde sous le nom de New Moore et par ceux du Bengale sous le nom de Talpatti a été submergée. L'île Lahchara (qui comptait 10 000 habitants) dans la région indienne de Sundanbans – où le Gange et le Brahmaputra se jettent dans le golfe du Bengale – a subi le même sort.

Une partie du Groenland a formé une nouvelle île, nommée « *île du Réchauffement climatique* » – en langue inuit « *Uunartq Qeqertog* ».

La république de Kiribati (un archipel de 33 îles, situé au centre du Pacifique) a demandé l'aide internationale pour éva-

luer ses 97 000 habitants. La montée des eaux salées dévaste les terres cultivables et contamine les puits d'eau douce.

Le territoire des indigènes Kuna, dans les îles du Panama, est menacé de disparaître. C'est le cas également pour des zones du département péruvien de Piura.

L'altération de l'environnement par le réchauffement suscite plusieurs désastres climatiques. Les hivers sont plus durs qu'avant : par exemple le dernier hiver dans l'hémisphère Nord ou celui, récent, à Puno (Pérou), qui a causé la mort de nombreux enfants. D'autre part, les étés sont excessivement chauds au Brésil ou en Afrique.

La forêt péruvienne est affectée par une vague de froid, qui touche 22 des 24 départements du Pérou. Lors des récentes averses de pluie dans le département du Cuzco (où je vis), les inondations étaient si importantes que, dans certains villages, on ne voyait plus que les toits ; des centaines d'hectares ont été ravagés ; durant des semaines, une rivière de boue a traversé le village de Zurite, submergeant entre autres un temple colonial, le poste de santé et le principal centre d'études. Récemment, un quart du territoire pakistanais fut inondé.

Plusieurs victimes du cyclone Katrina, qui a dévasté La Nouvelle-Orléans, ont déposé plainte contre les grandes entreprises coupables du réchauffement climatique et, par conséquent, de l'ouragan.

La grande presse, contrôlée par les responsables du réchauffement climatique, ne nous dit bien sûr pas que ces désastres résultent du réchauffement, elle en parle comme de « *catastrophes naturelles* ». Nous savons que ces désastres n'ont rien de naturel, ils sont provoqués par le grand capital en raison de l'émission toujours plus grande de gaz à effet de serre.

Les pages centrales de notre mensuel *Lucha Indígena* (1) sont consacrées aux effets du réchauffement global, sous le titre « *Attaques du grand capital contre l'humanité* ». Malheureusement, ces deux pages ne sont pas suffisantes pour tout dire.

* Hugo Blanco Galdos (né à Cuzco, le 15 novembre 1934, mort à Stockholm le 25 juin 2023) était l'animateur de l'autodéfense des paysans péruviens, prisonnier politique, membre de la direction de la IV^e Internationale, dirigeant de la Confederación Campesina del Perú, animateur de la revue *Lucha Indígena*... Nous reproduisons ici l'exposé présenté lors d'une tournée de conférences en Grande-Bretagne organisée par les écologistes de *Socialist Resistance* et *The Green Left*, publié en français pour la première fois le 7 mars 2011 par *solidarités-Neuchâtel* : <https://solidarites.ch/archives/ne/tribune/116-lutte-indigene-en-defense-de-la-terre-mere-et-de-son-organisation-collectiviste.html>
1. www.luchaindigena.com



La manipulation du problème

Les pays du Nord – ceux-là mêmes qui produisent la majorité du gaz à effet de serre – se sont réunis en 1997 à Kyoto (Japon). Ils s'y sont engagés à réduire ces émissions de gaz d'au moins 5 %.

Mais cet accord ne fut pas ratifié, notamment par les États-Unis – avec 4 % de la population mondiale, ce pays est responsable de 25 % des émissions de gaz. Très peu de ces points ont été réalisés. En décembre 2009, l'ONU a organisé une nouvelle réunion sur ce thème, à Copenhague. Elle n'a débouché sur aucun accord : les pays africains – dont les populations doivent marcher pendant des jours pour trouver de l'eau – exigeaient d'être indemnisés par les grands responsables, ce dont ceux-ci ne voulaient pas entendre parler, ni accepter. En dehors de la rencontre officielle, le président étatsunien Obama a réuni quelques comparses auxquels il fit signer un papier intitulé maintenant « *Accord de Copenhague* ». Ce texte ne contient aucun engagement à réduire les émissions de gaz, il mentionne seulement quelques bonnes intentions. Ultérieurement, les USA ont acheté les signatures d'autres pays. L'Équateur répondit que si c'était une question d'argent, il le recueillerait volontiers pour payer les USA, afin que ceux-ci signent le protocole de Kyoto...

L'aspect positif du sommet de Copenhague, ce fut le rassemblement de 100 000 personnes à l'extérieur de la réunion officielle, avec des slogans « *Changeons le système, pas le climat !* », « *Si le climat était une banque, il aurait déjà été sauvé !* » (2).

Vu l'échec de cette réunion, le président bolivien Evo Morales convoqua une « *Conférence mondiale des peuples sur le*

changement climatique et les droits de la Terre Mère », du 12 au 19 avril 2010, à Cochabamba (Bolivie). Un événement fructueux, qui permit aux défenseurs de la nature venus de différentes parties du monde de se rencontrer, bien que les fumées du volcan islandais (qui perturbaient les vols aériens) aient causé l'absence de citoyens européens. Malheureusement, aucune décision d'actions collectives ne fut prise. À l'extérieur de la réunion, un atelier de travail critiqua la politique économique du gouvernement péruvien, laquelle affecte la nature en poursuivant la politique extractiviste des gouvernements antérieurs.

Dans la mesure du possible, le grand capital continue à nier ou à minimiser les effets du réchauffement. Il y a quelques mois, des scientifiques chargés d'étudier le phénomène du réchauffement firent l'objet d'une campagne basée sur des affirmations mensongères : une grande entreprise étatsunienne avait recruté des journalistes et des « *scientifiques* » pour défendre l'opinion des émetteurs de gaz à effet de serre. La grande presse du monde, entre leurs mains, continue de nommer « *désastres naturels* » les effets du réchauffement. Ils tentent de nous convaincre qu'à différentes époques historiques des désastres similaires – et bien évidemment « *naturels* » – ont eu lieu. Ils affirment que les Mayas avaient prédit la fin du monde pour 2012, mais des spécialistes de l'écriture maya ont déclaré que les Mayas avaient parlé d'événements postérieurs à cette date... Le grand capital fait tout cela pour que les gens se résignent et ne luttent pas pour en finir avec le système.

L'ONU a programmé une nouvelle réunion officielle, qui se déroulera à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décemb-

re 2010. Nul besoin d'être devin pour prédire que cette réunion ne débouchera sur rien d'autre que de belles paroles (3).

Malheureusement, les 100 000 manifestants de Copenhague ne pourront pas être présents à Cancún : les prix des billets d'avion sont trop élevés pour les Européens, les Latino-Américains n'ont pas d'argent pour s'y rendre, et la répression sera plus forte qu'à Copenhague.

Lors d'une réunion à Vienne (Autriche), j'ai entendu une excellente proposition : « *Faisons des centaines de Cancún dans le monde entier* » : en même temps que la réunion officielle, organisons des réunions partout où c'est possible pour analyser la signification du réchauffement global, qui le produit, quels maux il entraîne, comment le combattre. Toutes ces réunions seront infiniment plus efficaces contre le réchauffement global que la réunion officielle de Cancún.

La résistance indigène

La population de la campagne souffre du réchauffement global ; néanmoins, dans sa grande majorité, elle n'en connaît pas l'origine et considère qu'il s'agit de « *désastres naturels* ». Par contre, elle comprend parfaitement les autres attaques du grand capital contre la nature, que nous nommons en quechua « *Pachamama* » (Mère Terre ou Mère Nature).

Les indigènes bénéficient peu des bénéfices de la civilisation, du « *progrès* » ils ne connaissent que les attaques dont ils sont victimes.

Nous vivons tous grâce à la nature mais les enfants des villes croient que nous sommes alimentés par le supermarché et de nombreux adultes pensent de même, car la dégradation de la campagne ne les intéresse pas. Par contre, la population indigène sent clairement que sa vie dépend de la nature.

C'est pour cette raison qu'elle réagit fortement contre les attaques à la Mère Terre. En voici quelques-unes :

- La mine à ciel ouvert est bien plus nocive que la mine souterraine, car elle détruit les montagnes pour en extraire le minerai. Elle vole l'eau de l'agriculture, elle l'empoisonne en tuant les gens, les animaux, les végétaux et le sol.
- L'extraction du pétrole et du gaz empoisonne les rivières de l'Amazonie en tuant les poissons (qui nourrissent la population)

2. Déclaration du président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez, présent à ce sommet.

3. Et ce fut le cas...

Les Nôtres : Hugo Blanco

et laisse les gens et les animaux sans eau.

- La construction de centrales hydroélectriques vole l'eau de l'agriculture et de la consommation humaine pour approvisionner les mines en électricité (cas de Salcapucara à Canchis, département de Cuzco, Pérou)

- Le projet du barrage d'Inambari débouchera sur l'expulsion de milliers d'indigènes. Leurs habitations et leurs cultures (dans 3 départements du Pérou) seront submergées par la construction d'un grand barrage qui approvisionnerait en électricité des multinationales installées au Brésil.

- L'abattage des forêts pour en extraire du bois débouchera sur la désertification de l'Amazonie. Quelques années de pluie intense dans cette région feront disparaître la mince couche de terre fertile.

- L'abattage des forêts pour l'élevage du bétail : les habitants de la forêt s'approvisionnent grâce à la chasse, alors que le bétail est destiné aux villes. La forêt deviendra un désert.

- La grande agro-industrie applique à la nature la logique de l'usine en produisant chaque année toujours davantage de produits du même type, en privilégiant donc la variété la plus productive d'une espèce. Cette monoculture endommage le sol par l'utilisation d'engrais, de fertilisants, d'insecticides et d'herbicides. Le sol sera tué en quelques années. Peu importe, après avoir tué le sol du Pérou, on ira continuer à le faire dans d'autres pays d'Amérique, d'Asie, d'Afrique et d'Océanie. Par contre, l'indigène pense que ses aïeux ont vécu et que ses enfants vivront grâce à cette terre et il la soigne. Grâce à 10 000 années de connaissances agricoles, il pratique la rotation des cultures : une année, il sème des légumes pour aspirer l'azote de l'air qui sera amené aux racines ; l'année suivante, il sème des pommes de terre qui profiteront de cet azote. Il pratique aussi les cultures associées de plusieurs espèces, ce qui est bon pour le sol et mauvais pour les parasites. Comme il connaît le sol, il sait aussi que les terres doivent se reposer un, deux ou trois ans. En quechua, nous appelons ce temps de repos « *layme* » : pendant que la terre se repose, on l'utilise comme pâturage. On utilise les engrais organiques. Le gouvernement péruvien prétend voler l'eau de la petite agriculture d'Espinar (qui alimente Cuzco) pour irriguer la grande agro-industrie qui exportera sa production aux États-Unis. Dans la lutte pour s'y opposer, il y a déjà

eu des blessés, y compris des enfants. L'actuel président du Pérou, Alan Garcia, traite les indigènes de « *chiens du maraîcher* » : il estime que si ceux-ci n'ont pas de capitaux pour travailler, ils doivent laisser la place aux grandes compagnies. C'est ainsi que le Pérou progressera.

La confiscation de terres indigènes au profit du tourisme est une attaque dont souffrent les indigènes de la Colombie britannique (Canada), du Chiapas (Mexique) et de l'Afrique.

Les indigènes ne sont pas seuls à lutter pour la Terre Mère. C'est le cas de tous ceux qui se sentent touchés par la dévastation capitaliste, comme les courageux habitants d'Andalgalà (région de Catamarca, Argentine). La population urbaine du département de Moquegua (Pérou) a lutté courageusement pour la défense de l'eau.

Tous les indigènes du monde

Je vous ai cité quelques exemples du Pérou, mais les indigènes péruviens ne sont pas seuls à lutter pour défendre la Terre Mère. Nous avons vu qu'Evo Morales est devenu président de la Bolivie grâce à la montée des mouvements indigènes et qu'il a convoqué une réunion internationale contre le changement climatique. La nouvelle Constitution bolivienne reconnaît les droits de la Terre Mère.

Nous retrouvons dans la défense de la Terre Mère les indigènes du Chili, de l'Argentine, du Guatemala, du Panama, du Canada, des États-Unis, les Dongria Kondh en Inde, les Bochimans en Afrique australe. En Australie, les indigènes s'opposent aux déchets nucléaires.

Cela démontre que la lutte des indigènes pour la défense de la Terre Mère n'est pas un thème ethnique, mais culturel. Dans son dernier livre, *Espejos* (4), Eduardo Galeano dit : « *Comment avous-nous pu être bouche ou être mangé, chasseur ou chassé ? Voilà la question.*

« *Nous méritons le mépris ou tout au plus la pitié. Dans l'intempérie ennemie, nul ne nous respectait, ni ne nous craignait. La nuit et la forêt nous effrayaient. Nous étions les bestioles les plus vulnérables de la zoologie terrestre, des gamins inutiles, des adultes de peu de valeur, sans griffes, sans grandes défenses, sans patentes rapides, sans grand flair.*

« *Notre histoire première se perd dans le brouillard. Nous étions, semble-t-il, voués à rien d'autre qu'à casser des pierres et à donner des coups de bâton.*

« *Mais on peut se demander : n'avons-*

nous pas été capables de survivre, lorsque la survie était impossible, parce que nous avons su nous défendre tous ensemble et partager la nourriture ? L'humanité actuelle, cette civilisation du sauve-qui-peut et du chacun-pour-soi aurait-elle duré un peu plus qu'un court instant dans l'histoire du monde ? »

Aux débuts de l'humanité, le grand amour envers la Terre Mère faisait partie de l'éthique générale. Mais ce n'est pas la seule homogénéité, il en existe d'autres. Les indigènes du monde sont les plus purs gardiens de cette éthique. Voyons les autres aspects de la culture humaine primitive, commune à tous les peuples indigènes du monde.

Le collectivisme

Les problèmes de la communauté ne peuvent être résolus que par celle-ci, pas par un individu ou un petit groupe.

Si telle était actuellement la logique de l'humanité, il n'y aurait pas de réchauffement climatique. Car ce ne serait pas aux entreprises, mais à l'ensemble de la société, de décider l'installation ou non d'une fabrique émettant des gaz à effets de serre.

Les communautés indigènes sont un petit organisme où le commandement est collectif, un petit pouvoir politique, très limité par l'État central, mais qui existe ; parfois, il est corrompu par le fait de vivre dans un environnement corrompu, mais généralement il se maintient comme petit gouvernement réellement démocratique. De nombreuses Constitutions (comme celle du Pérou) reconnaissent son existence.

Parfois, il existe des communautés de communautés, comme c'est le cas dans certains endroits de la forêt péruvienne. Elles n'existent pas dans la sierra, où les fédérations de district sont des instruments de lutte, mais pas des organes gouvernementaux. Par contre, elles existent dans la région du Cauca (Colombie), et la Constitution reconnaît leur existence. La communauté des communautés Cuna (dans les îles du Panama) est reconnue par la Constitution, c'est vraisemblablement un acquis de la révolution de 1929.

Les communautés de communautés existent de manière plus évidente dans une petite région du Chiapas (Mexique) : depuis 16 ans, les indigènes se gouvernent avec les « *Juntas de bon gouvernement* », des corps collectifs réélus périodiquement et dont les membres sont révocables en tout temps. L'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) est chargée de protéger cette zone libérée contre les atta-

4. Eduardo Galeano, *Espejos : una historia casi universal*, Madrid, Siglo XXI, 2008.

ques du « *mauvais gouvernement* » (nom donné par les indigènes au gouvernement mexicain). Si un membre de l'EZLN veut participer à une junte, il doit quitter l'armée. Comme dans nos communautés, les membres des juntas ne gagnent pas un sou, car ils connaissent et pratiquent le principe indigène, selon lequel la charge publique n'est pas faite pour se servir, mais pour servir. Une situation totalement différente de nos régimes dénommés « *démocratiques* », où tous se battent pour un poste comme des chiens pour un morceau de viande : ils savent que cela leur permettra de gagner beaucoup d'argent, de recevoir des pots-de-vin et de donner des places à des parents et à des amis. Il y a quelque temps, j'ai assisté à une élection communale : un camarade, qui avait été proposé pour la présidence, se leva pour dire qu'il avait déjà servi la communauté à plusieurs reprises et qu'il fallait donc élire quelqu'un qui ne l'avait pas encore fait.

L'ennemi sait très bien que l'organisation communale défend l'environnement, c'est pour cela qu'il l'attaque. Au Mexique et au Pérou, Salinas et Fujimori ont promulgué, à la même époque, des lois pour tenter de dissoudre les structures communautaires. Dans le torrent des décrets-lois promulgués par Alan Garcia, de nombreux points stimulent la dégradation de l'environnement et d'autres attaquent les droits des communautés.

La communauté indigène est un noyau initial pour la construction d'une société horizontale ; les communautés de communautés que j'ai mentionnées impliquent un pas de plus dans cette direction. La majorité des indigènes n'en sont pas conscients, mais cela n'invalide pas cette perspective.

Bien sûr, nous ne conseillons pas à la population urbaine de suivre le même chemin. Elle-même saura quels pas franchir dans la construction d'une société qui ne sera plus divisée entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Par exemple, les fabriques gérées par les travailleurs eux-mêmes en Argentine sont un pas important dans ce sens.

L'écosocialisme

Ces deux caractéristiques des peuples indigènes – leur grand amour de la nature, leur forme d'organisation collective – ont suscité l'attention des camarades écosocialistes européens, car ces deux caractéristiques correspondent précisément à leur but. Ils comprennent que la seule manière cohérente de faire respecter l'écologie



réside dans l'auto-organisation horizontale de la population pour remplacer le pouvoir des entreprises capitalistes.

La revue *Lucha Indígena*, que je rédige, informe sur les luttes menées par les peuples indigènes pour la défense de la Terre Mère et de son organisation collectiviste. C'est à ce titre que *The Green Left* et *Socialist Resistance* m'ont invité à une tournée de conférences en Grande-Bretagne pour expliquer les luttes indigènes. L'accueil du public fut très positif : à plusieurs endroits, on m'a dit que mes paroles étaient « *inspiratrices* ». Mais, en fait, ce ne sont pas mes paroles qui sont inspiratrices, c'est la réalité de la lutte indigène méconnue dans toute sa signification en Grande-Bretagne.

Bien vivre

Même si ce terme n'existe pas dans les langues indigènes – l'indigène veut simplement vivre. Les intellectuels indigénistes ont opposé un contre-point intéressant, à mon avis, au concept capitaliste selon lequel le bonheur consisterait à accumuler un maximum d'argent en un minimum de temps et, grâce à cet argent, se procurer les produits prescrits par la publicité et la mode, afin de susciter l'envie et le respect de nos congénères.

Le concept « *bien vivre* » comprend le bonheur de vivre de manière satisfaisante. En voici quelques exemples :

- Un indigène quechua m'a dit que les Amazoniens étaient paresseux. Il me raconta l'anecdote suivante : un propriétaire demanda à un indigène d'Amazonie de

tailler une certaine surface de forêt pour la consacrer à la culture et lui promit une machette comme paiement. L'Amazonien fit ce travail si vite et si bien que le propriétaire en fut impressionné. Il lui donna la machette en lui disant : « *Je te propose une bonne affaire. Taille le quart de cette surface et je te donnerai une autre machette* ». L'Amazonien le regarda d'un air étonné et répondit : « *Je n'ai qu'une main droite. Pourquoi aurais-je besoin de deux machettes ?* », puis il s'en alla. Il ne voulait pas progresser, il voulait seulement vivre.

Je vous raconte cela, non seulement pour expliquer ce qu'est le concept « *bien vivre* » pour l'Amazonien, mais aussi pour montrer que les Quechuas sont plus domestiqués que les Amazoniens par la société de consommation.

- Mais il existe des exemples de ce même concept chez les Quechuas. Lorsqu'on demande à un indigène ce que produit sa terre, il ne parle ni de quantité ni de prix, mais répond : « *hunt'asqua !* », c'est-à-dire « *complet !* ». Cela signifie que la terre produit de multiples espèces. Les jurés des foires, docteurs de la faculté d'agronomie, savent qu'ils ne doivent pas récompenser le producteur des patates les plus grandes ou de la plus grande quantité par hectare. Le prix revient à celui qui cultive la meilleure qualité de variété, c'est ce qui fait l'orgueil des indigènes.

- J'avais rencontré un vendeur (adulte ou enfant), qui vendait un produit en petite quantité. Je lui demande le prix, il me répond et je lui dis que j'achète tout sans lui demander de rabais. Comme il refuse ma proposition, je lui demande pourquoi et

Les Nôtres : Hugo Blanco

il me répond : « *Si je te vends tout, que vais-je vendre à d'autres ?* ». La vente ne se réduit pas à une action commerciale, c'est une forme de rapport social.

● L'amour de la nature et la recherche d'une société horizontale ne sont pas l'exclusivité des indigènes. Les écosocialistes pensent de même, car j'ai rencontré le « *bien vivre* » chez les gens civilisés : à Stockholm, un ami suédois aimait visiter les supermarchés. Lorsque je lui demandai pourquoi, il me répondit : « *Tu ne sais pas quel plaisir je ressens en voyant comme je peux être heureux sans tant de choses* ».

L'amour de nos ancêtres et de nos descendants

Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie 2009, a dit : « *Je suis très reconnaissante envers les indigènes nord-américains qui m'ont appris qu'ils pensent à la septième génération* ». En effet, ils agissent en calculant si leur action portera préjudice ou bénéficiera à la 7^e génération. Cela diffère totalement du dédain de nombreuses personnes éduquées par le capitalisme, à qui peu importe de savoir si leurs enfants auront encore de l'eau à boire.

Le respect de la diversité

Au Pérou, des dizaines de peuples amazoniens – qui parlent des langues différentes – se sont unis pour défendre la forêt. Chaque peuple indigène se vêtit différemment, et tous se respectent mutuellement.

Au Chiapas, un indigène m'a demandé si j'étais indigène. Je lui répondis que j'étais Quechua. Alors il me regarda dédaigneusement et me demanda : « *C'est ainsi qu'ils s'habillent chez ton peuple ?* », en faisant allusion à mon habit occidental.

Conclusions

Je vous ai parlé de la pensée indigène en général, mais tous les indigènes ne la partagent pas. Par exemple, au Pérou, nous avons eu un président indigène, nommé Toledo, qui avait un cerveau fabriqué à Harvard.

Les principes éthiques que je vous ai énoncés ne sont pas propres aux indigènes. De nombreuses personnes, dans le monde civilisé, pensent de même.

Il est notoire que les indigènes les



moins domestiqués par le système, ceux qui sont appelés « *sauvages* », sont les meilleurs lutteurs, si l'on regarde la situation du Pérou et de l'Équateur. Cela fut déjà le cas dans le passé. Lorsque les envahisseurs européens sont arrivés, ils ont trouvé deux civilisations avancées : les Aztèques et les Incas, qui furent rapidement écrasées. Les peuples « *sauvages* », eux, continuèrent la lutte : à Cuba, il ne fut possible d'en venir à bout qu'en les exterminant. En Argentine, le président Sarmiento – surnommé « *l'éducateur des Amériques* » continua la lutte contre les « *sauvages* » – il est intéressant de lire les propos racistes de cet éducateur. Un racisme qui, aux États-Unis, se manifeste dans les films de cowboys.

Il est compréhensible qu'après des siècles d'oppression des indigènes se montent hostiles aux Occidentaux et à l'Occident. Heureusement, cette opinion est minoritaire, aucune organisation indigène importante ne la soutient. Les indigènes du Chiapas (Mexique) disent : « *Nous sommes indigènes et fiers de l'être, nous voulons être respectés comme indigènes. Nous sommes les frères des pauvres du Mexique et de tous les pauvres du monde* ». Et ce ne sont pas seulement des paroles : les indigènes du Chiapas ont convoqué la première réunion « *Contre le néolibéralisme, pour l'humanité* » [1996], qui rassembla des ressortissants de 70 pays (y compris l'Europe et les États-Unis), bien avant les forums sociaux mondiaux.

Les gouvernements européens, représentants du grand capital, prétendent faire retomber le poids de la crise, produite par eux, sur la population en augmentant l'âge de la retraite et en coupant des dépenses bénéficiant aux couches les plus défavorisées. En Grèce, en France, en Espagne, en Grande-Bretagne, le peuple se dresse contre cette politique.

Votre ennemi et le nôtre ne font qu'un :

le grand capital qui dégrade la nature dans nos pays et fait supporter le poids de la crise aux populations du monde. La dégradation de la nature dans nos pays ne concerne pas nous seuls, elle porte préjudice à toute l'humanité.

L'expérience a démontré que la solidarité des camarades dans les pays riches avec la lutte pour défendre la nature dans le Tiers Monde est fructueuse. La dégradation de la riche vallée agricole de Tanbogrande à Piura (Pérou) a été stoppée grâce à la lutte courageuse de son peuple et à la solidarité nationale et internationale : les écologistes canadiens avaient dénoncé les dégâts préparés par une entreprise minière du Canada. La manifestation de citoyens britanniques devant l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'entreprise Vendanta Ressources à Westminster a permis de faire reculer le gouvernement servile de l'Inde par rapport à la situation des indigènes Dongria Condh.

Je pense que l'humanité ne pourra survivre que si elle récupère son éthique originelle. Car continuer d'accepter que le monde soit gouverné, non par l'ensemble de la société, mais par les grandes entreprises, cela mènera inexorablement à la fin de notre espèce.

Le retour à l'éthique originelle de l'humanité ne signifie pas le retour à la vie primitive. Lorsque la science et la technique cesseront d'être mises au service du grand capital et le seront à celui de l'humanité, elles nous diront de quels bénéfices de la civilisation nous pouvons continuer à jouir sans mettre en péril la survie de notre espèce. Probablement, en utilisant les énergies éolienne et solaire, nous pourrions continuer à profiter de nombreuses inventions de la civilisation.

Connaissions-nous davantage les uns les autres, comprenons les différentes formes de lutte et de résistance, ne prétendons pas les uniformiser, collaborons entre nous en respectant la diversité qui est fructueuse. Apprenons les uns des autres, mais ne nous copions pas.

Face à la globalisation de l'économie mondiale au profit du grand capital et contre l'humanité, nous devons globaliser la résistance de l'humanité pour sa propre survie.

Globalisons la lutte, globalisons l'espérance !

Septembre-octobre 2010

« C'est la communauté qui décide, pas l'individu »

Entretien de *Revista Movimento* avec Hugo Blanco (2017)*

Revista Movimento : Tout d'abord, nous aimerions savoir comment tu as commencé à militer. Ton histoire, à ses débuts...

Hugo Blanco : Eh bien, Eduardo Galeano, dans sa belle langue, a écrit que Hugo Blanco est né deux fois. La première fois, à Cuzco en 1934, il était encore blanc, mais il a grandi dans un village, Huanoquite, où l'on parlait quechua... La deuxième fois, à l'âge de dix ans et, toujours à Cuzco, il a appris qu'un propriétaire terrien, d'un village où il avait passé son enfance, avait marqué au fer rouge les fesses d'un indigène. Cela l'a marqué, c'était comme une nouvelle naissance. Et puis les arrestations, les coups, la torture, l'exil... cela aurait été sa disgrâce choisie.

Revista Movimento : Et quelle a été ta première expérience de la lutte ?

Hugo Blanco : J'étais encore en quatrième année d'école secondaire, sous la dictature de Manuel Odría, et j'étais le seul des trois frères et sœurs à être libre, j'avais 13 ans. Mon frère de 17 ans et ma sœur de 19 ans ont été emprisonnés parce qu'ils étaient apristes (1)... Pas pour terrorisme ou quoi que ce soit d'autre, mais simplement parce qu'être apriste ou membre du parti communiste était un délit. C'était encore à l'époque glorieuse de l'APRA, n'est-ce pas ?

Revista Movimento : Oui, mais c'était il y a longtemps !

Hugo Blanco : Odría avait donc placé de petits dictateurs à la tête des collèges nationaux et c'est à ce moment-là que nous nous sommes mis en grève. Une grève très forte ! Et nous avons réussi à gagner. Malgré ce petit dictateur, nous avons réussi à gagner. Cela m'a appris que l'action collective est efficace.

Revista Movimento : Qu'en est-il du militantisme révolutionnaire, de l'organisation du parti ? Depuis quand cela fait-il partie de ta vie ?

Hugo Blanco : Nous avons quelque



chose comme un cercle d'étude pour les lycéens, mais aucun étudiant ne voulait venir nous parler de ce qu'était le parti apriste, le parti communiste, rien. Ils ne voulaient pas venir parce que, comme il y avait une dictature, ils avaient peur que, même sans le vouloir, nous puissions les dénoncer.

Ensuite, je suis allé étudier l'agronomie en Argentine et, en passant par la Bolivie, j'ai vu qu'il y avait beaucoup de matériel révolutionnaire. La révolution bolivienne avait eu lieu l'année précédente, en 1952 ! J'ai acheté tout le matériel et je suis allé rejoindre mon frère qui venait d'arriver à Mar del Plata.

Quand je suis arrivé, j'ai appris que mon frère était le secrétaire général de la cellule APRA de La Plata, que sa chambre était le siège local du parti... et que les déportés du Pérou, les déportés de l'APRA, se réunissaient là. Je me suis beaucoup renseigné, mais l'APRA qu'ils m'ont montrée ne m'a pas plu, ce n'était pas ce que j'avais lu, alors je n'ai pas adhéré. Mon frère a essayé de m'immobiliser contre le parti communiste. Il m'a parlé de toutes les barbaries qu'ils commet-

taient, que Prado était le Staline péruvien, qu'« ici, en Argentine, ils étaient tantôt avec Perón, tantôt contre Perón avec la droite... » et les membres du parti communiste ne pouvaient pas le nier. Je connaissais déjà l'existence des « *apristes rebelles* », mais il n'y en avait pas en Argentine à cette époque.

Avant de quitter le Pérou, j'ai appris l'existence du Partido Obrero Revolucionario (POR), que les membres de ce parti avaient été arrêtés et que les journaux publiaient leur programme. Et j'ai bien aimé leur programme. Je connaissais aussi l'existence des trotskistes... Alors je cherchais les apristas rebelles, les trotskistes ou les gens du POR... On militait au Centre des étudiants péruviens, une organisation qui pour la première fois était aux mains de la gauche. À l'une de ces réuni-

* Cet entretien a été réalisé en février 2017 par Bernardo Corrêa, sociologue, militant du Movimento Esquerda Socialista (MES, Mouvement de la gauche socialiste, section sympathisante de la IV^e Internationale au Brésil, qui fait partie du PSOL) au Rio Grande de Sul, et Fernanda Melchionna, militante du MES, employée de banque puis bibliothécaire, conseillère municipale de Porto Alegre de 2008 à 2014 et de 2016 à 2018, maire de Porto Alegre de 2020 à 2022, députée dans l'État de Rio Grande de Sul de 2014 à 2016, députée fédérale du PSOL de 2018 à 2020 et depuis 2022. Il a été publié par la revue du MES, *Revista Movimento* n° 4 de janvier-mars 2017 <https://movimentorevista.com.br/2017/03/entrevista-hugo-blanco-peru/>. Traduit du portugais par JM.

1. Militants de l'APRA (Alianza Popular Revolucionaria Americana), parti politique péruvien fondé en 1924 par Victor Raúl Haya de la Torre, influencé par la révolution mexicaine et proposant la création d'un front unique indien-américain pour lutter contre l'impérialisme étatsunien, l'unité politique de l'Amérique latine, la nationalisation progressive des terres et des grandes entreprises, l'internationalisation du canal de Panama et la solidarité avec tous les peuples et classes opprimées dans le monde. Au Pérou, l'APRA a été interdit de 1931 à 1934, puis de 1935 à 1945, puis de 1948 à 1956. En 1962 Haya de la Torre a été élu président de la République, mais l'élection a été annulée par un putsch militaire et lors de nouvelles élections en 1963 Haya de la Torre a été battu. Ce parti, membre de l'Internationale socialiste, a évolué de la gauche vers le centre et s'est de plus en plus institutionnalisé. De 1985 à 1990 puis à nouveau de 2006 à 2011, son dirigeant Alan García Pérez a été président du Pérou. En 2021 l'APRA a appelé à voter au second tour pour Keiko Fujimori (droite conservatrice néolibérale).

Les Nôtres : Hugo Blanco

ons, un apriste a dit à mon frère « *sais-tu la bêtise qu'a faite Pavón ? Il a emmené un trotskiste à la réunion !* » J'ai sursauté : « *Ne dis pas n'importe quoi ! Quel trotskiste a-t-il emmené, celui qui a dit qu'il fallait être solidaire du Guatemala ?* » Mon frère a alors compris que je cherchais des trotskistes. [Tout le monde rit]

Lors d'un de ces rassemblements de solidarité, j'ai rencontré ce camarade et je lui ai dit que je cherchais des apristes rebelles, ou des trotskistes, ou des gens du POR... « *Je suis trotskiste et je suis du POR* », m'a-t-il dit. J'ai découvert que le POR était trotskiste ! Le camarade m'a donc mis en contact avec les trotskistes d'Argentine et j'ai rejoint le parti de Moreno.

À l'époque, j'étais étudiant en agronomie, mais j'ai quitté l'université pour deux raisons. Je me suis rendu compte de l'une d'entre elles lorsque je suis venu en vacances au Pérou. Pour payer mes vacances, je devais aller travailler à l'usine et gagner de l'argent. J'ai commencé à réfléchir : au Pérou, la terre est entre les mains des propriétaires terriens ; quel propriétaire terrien vais-je servir lorsque je serai agronome ? Ou bien vais-je devoir être propriétaire terrien ? Cette perspective ne me plaisait pas du tout.

Mais il y a aussi une autre raison. En Argentine, le coup d'État contre Perón était en préparation. La classe moyenne soutenait le coup d'État, la classe ouvrière ne le soutenait pas. Et moi, bien sûr, j'étais contre le coup d'État. La vie à l'université avec la classe moyenne favorable au coup d'État me devenait insupportable. Et comme j'étais déjà allé à l'usine et que j'avais vu que tout le monde était contre le coup d'État, qu'ils étaient péronistes, j'ai quitté l'université et je suis allé à l'usine.

Revista Movimiento : *Comment s'est passé le retour au Pérou ?*

Hugo Blanco : Avec d'autres camarades, nous avons adhéré au parti et travaillé dans les usines de conditionnement de la viande. Il y avait trois catégories : sympathisant, aspirant et militant. Celui qui adhérerait dans le parti était aspirant. Quand nous avons rejoint le parti, on nous a dit : « *Nous allons vous montrer ce que nous pensons. Si vous êtes d'accord, adhérez ; si vous ne l'êtes pas, n'adhérez pas* ». Nous avons donc suivi des cours de philosophie marxiste, d'économie marxiste, d'histoire des Internationales, etc.

Nous avons adhéré en tant qu'aspirants, c'est-à-dire avec un droit de parole et pas de droit de vote, mais nous, les

deux Péruviens, avions un privilège. Vu que la dictature régnait déjà en Argentine aussi, nous devions aller militer au Pérou, ce qui nous a amenés à assister aux réunions de la direction du parti. Ensuite, ils ont décidé que, comme nous étions dans des emplois temporaires, le premier à être licencié se rendrait au Pérou. Et comme j'ai été le premier, je suis revenu au Pérou.

J'avais appris que la classe ouvrière était l'avant-garde, mais à Cuzco il n'y avait pas de classe ouvrière, je suis donc allé à Lima pour travailler à l'usine. Mais on ne pouvait pas être embauché dans les grandes usines. Il s'agissait de petites usines qui n'avaient pas de syndicat. Alors, essayer d'organiser des syndicats ? Mais quand l'un des ouvriers était le filleul du patron, l'autre était le neveu du contremaître...

Dans les usines métallurgiques, ils n'avaient pas besoin d'ouvriers, mais de soudeurs ou de tourneurs. À l'époque, nous avions un petit groupe, et un sympathisant avait un ami qui était directeur d'un atelier automobile dans un secteur proche de la Selva. J'y suis allé pour apprendre la soudure et m'engager comme soudeur. Puis ils ont vendu l'usine, elle a changé de propriétaire, je suis donc retourné à Lima et j'ai eu la chance qu'un ami me trouve un emploi dans une usine d'huile d'olive qui avait un syndicat. Bien sûr, il était dirigé par les apristes, mais il y avait un syndicat. J'ai dû travailler « *clandestinement* » pendant les six premiers mois pour ne pas être licencié, notre objectif étant d'adhérer au syndicat. Mais entre-temps, Nixon est arrivé des États-Unis – il était vice-président, pas encore président – et parmi divers « *groupuscules* » de gauche, nous avons préparé une manifestation (pas moi, je devais travailler à l'usine, mais les camarades du groupe)... Cette manifestation s'est avérée beaucoup plus forte que nous ne l'avions imaginé. Et la répression, vous savez comment c'était... J'ai dû quitter l'usine et fuir à Cuzco ! Là, j'ai retrouvé ma sœur qui travaillait dans un journal qui n'était pas vendu dans les kiosques, il y avait des gars qui le vendaient à la criée. Nous nous sommes organisés, nous avons construit un syndicat. Bien sûr travailler avec eux m'intéressait, mais principalement je voulais rejoindre la fédération des travailleurs de Cuzco. Et j'y suis allé en tant que leur délégué.

Ensuite, j'ai compris que la fédération n'était pas une organisation ouvrière – il n'y avait que deux usines – mais concernait surtout les petits artisans. Et j'ai compris que l'avant-garde était la paysannerie de La Convención. Certes, j'avais appris

que l'avant-garde c'est la classe ouvrière... mais j'avais aussi appris à reconnaître l'avant-garde.

Revista Movimiento : *Parle-nous un peu plus de la province de La Convención.*

Hugo Blanco : Eh bien, le directeur du journal [que je vendais] m'a fait arrêter, m'a envoyé au poste de police et là, j'ai rencontré un leader paysan que j'avais connu à la Fédération des travailleurs de Cuzco et je l'ai aussi présenté à mon beau-père qui devint son avocat. Il m'a dit : « *Ils vont te laisser partir, tu n'es pas sous mandat d'arrêt, mais ils vont t'envoyer en prison. Et je suis inquiet parce que je suis le troisième dirigeant syndical qu'ils ont mis en prison et que le propriétaire terrien est féroce, donc je crains que les gens aient peur et qu'ils reculent.* »

Je lui ai donc dit : je vais à Chaupimayo – où était le syndicat auquel appartenait les trois camarades emprisonnés. Il m'a dit : « *Quand ils te rendront ta liberté, viens parler avec nous trois* ». Le lendemain, je suis allé leur parler et ils ont accepté que je rejoigne Chaupimayo. J'ai rencontré un fermier de Chaupimayo qui m'a envoyé à une gare où un cheval m'attendait et je l'ai monté jusqu'au syndicat. C'est la seule fois où je suis allé à Chaupimayo à cheval, car toutes les autres fois, j'y suis allé à pied. [Rires]

Et ils m'ont bien reçu. Comme j'étais envoyé par leurs chefs, ils m'ont bien reçu. C'est ainsi que tout a commencé. Mais quand je suis allé en tant que délégué de Chaupimayo à la FDTC (Federación Departamental de Trabajadores de Cusco) – il n'y avait pas encore de FEPCACYL (Federación Provincial de Campesinos de La Convención, Yanatile - Lares) – ils ont découvert que j'étais trotskiste et ils ne m'ont pas permis de participer. « *D'abord, tu es venu en tant que délégué des stali-niens, maintenant en tant que trotskiste... non, non... nous n'acceptons pas* ». Lorsqu'il y a eu d'autres syndicats, la fédération paysanne a été créée et j'ai été choisi comme l'un des délégués au congrès de fondation de la FEPCACYL, la Fédération provinciale des paysans. J'étais là quand l'un des bureaucrates du PC est entré : « *Tant que Hugo Blanco sera là, le congrès ne commencera pas !* » J'ai dû partir, n'est-ce pas... Ensuite, la fédération s'est formée, mais je ne pouvais toujours pas participer aux assemblées, parce que j'étais traité d'« *agent de l'impérialisme* », qui voulait « *désorganiser la lutte paysanne* » et que c'était les propriétaires terriens qui m'avaient mis là – entre autres calomnies

que les staliniens répandaient sur moi. C'était dangereux et je n'y allais pas. Jusqu'à ce que je sois arrêté pour avoir participé à une grève convoquée par la FDTC. Nous avons fait un piquet de grève et empêché les trains de partir. La police m'a reconnu et voulait me mettre dans le fourgon. J'ai résisté, ils m'ont menacé et les gens (peu nombreux) ont jeté des pierres et crevé les pneus du fourgon de la police. Mais finalement, lorsqu'ils ont reconnu mon nom, ils m'ont emmené et voulaient me garder en prison.

Les dirigeants de la Fédération ont publié une note disant que la Fédération n'avait rien à voir avec les agitateurs. Puis un camarade de Chaupimayo, mon syndicat, est allé voir la Fédération : « *Nous venons vous annoncer que le syndicat a décidé que nous nous déclarons tous en grève de la faim* ». Mais comment allez-vous faire ? « *La grève est dirigée contre la Fédération qui n'a pas défendu Hugo Blanco*. » [Tout le monde rit] Ils m'ont fait libérer immédiatement et je suis allé à la fédération pour les remercier de ma liberté. Il y avait là le chef du Parti communiste de Cuzco... J'ai remercié la Fédération des travailleurs de Cuzco, j'ai dit que j'allais bien, tout ça, et il m'a dit : « *Bien sûr, c'était mon devoir !* ». [Rires] Alors ils ne pouvaient plus me renvoyer de la Fédération.

Nous avons acheté une ronéo d'occasion et nous imprimions des pamphlets contre les propriétaires terriens. Les gens qui savaient que nous l'avions m'ont demandé de les aider à s'organiser. Ma principale activité au sein de la Fédération a été d'organiser les syndicats et d'éditer les brochures dénonçant les abus des propriétaires terriens. Ils me disaient : « *Fais nos tracts, mec !* ». Je leur disais que c'était 50 soles parce que je devais acheter du papier, de l'encre... et ils se réunissaient. La semaine suivante, le tract était prêt. Souvent, ils le collaient sur leur porte à l'envers, parce qu'ils étaient analphabètes, mais l'important était que c'était un bout de papier qui parlait en leur faveur et c'est comme ça que j'ai connu la plupart des syndicats de la région de La Convención et de Lares.

Revista Movimiento : *Et comment les luttes paysannes se sont-elles développées jusqu'à l'autodéfense armée, ce processus que tu as appelé la première réforme agraire du Pérou, entre 1961 et 1963 ?*

Hugo Blanco : C'était un système semi-féodal et les paysans venaient d'autres provinces. Le propriétaire terrien louait une partie de ses terres aux paysans et, en



échange, ceux-ci devaient travailler pour lui. Ils lui donnaient une part plus ou moins importante, mais le travail était très dur. Ils devaient transformer la jungle en terre arable, manger des aliments auxquels ils n'étaient pas habitués et attendre trois ans pour que le café, le cacao et la coca arrivent. Et comme ils n'avaient pas le temps de tout faire eux-mêmes, ils prenaient d'autres paysans avec le même système, leur donnaient un lopin de terre pour trois jours de travail, comme métayers. C'est pourquoi les syndicats étaient composés de fermiers et de métayers.

L'inspection du travail convoquait les propriétaires terriens et ils se mettaient d'accord, par exemple : la journée de travail ne devait pas dépasser huit heures, comme le prévoyait la loi, les enfants et la femme du paysan n'étaient pas obligés de travailler sous prétexte que c'était la récolte, ce genre de choses. Mais il y avait des propriétaires terriens super féodaux qui disaient : « *Qui a eu l'idée que j'allais discuter avec mes Indiens de la façon dont ils devaient me servir ! Vous devez arrêter les dirigeants de ce mouvement et c'est tout* », Ainsi trois dirigeants de mon syndicat ont été arrêtés. Les propriétaires terriens refusaient tout simplement de se rendre aux réunions avec l'inspection du travail.

Trois des syndicats ont donc décidé de se mettre en grève. La grève consistait à ne pas faire le travail pour le propriétaire terrien. Les ouvriers et les employés souffrent de la grève, elle ne peut pas durer longtemps car ils doivent manger, mais les paysans appréciaient la grève car ils avaient plus de temps pour travailler sur leur terre pour leur famille. Et comme les propriétaires terriens étaient féroces, ils se promenaient armés en criant : « *Indiens*

voleurs, vous volez ma terre ! Je vais vous tuer ! » Une fois, les paysans sont allés se plaindre à la Fédération et on leur a dit d'aller se plaindre à la garde civile. Au poste de police, on leur a dit : « *Indiens sans vergogne, comment avez-vous l'audace de vous plaindre ? Vous volez la terre du patron, il a le droit de vous tuer comme des chiens !* ».

« *Alors, qu'allons-nous faire, camarades ? Il ne nous reste plus qu'à nous défendre* ». « *Oui, mais on sait que quand on a des armes et qu'on se saoule, on se tire dessus...* » « *Oui, tu as raison camarade, organisons des comités d'autodéfense* ». Et il a été approuvé d'organiser des comités d'autodéfense. Mais comme Chaupimayo était très éloigné de la route, lorsque les gardes arrivaient, une heure avant, nous savions combien ils étaient et avec quelles armes ils arrivaient. Nous sortions dans la communauté et demandions aux camarades de les inviter à un bouillon de poule, ils mangeaient le bouillon, faisaient le tour du village et repartaient. Comme nous étions le syndicat le plus menacé, nous pratiquions déjà l'autodéfense... En outre, les carabines et les fusils de chasse étaient un outil de travail pour protéger les cultures des animaux sauvages.

Puis est venue la question : qui organisera ces comités ? Un camarade a proposé Hugo Blanco et il n'y a pas eu d'autre proposition. L'assemblée m'a ordonné d'organiser les comités d'autodéfense. Ils sont venus d'autres syndicats pour apprendre l'autodéfense et les nouveaux syndicats qui se sont organisés ont immédiatement déclaré la grève. Le gouvernement a proposé une loi de réforme agraire qu'il envisageait de ne pas respecter, mais la Fédération a décidé que tant que la loi ne serait pas respectée, la grève serait générale.

Les propriétaires terriens, déjà harcelés par la grève, cessèrent de menacer, mais déléguèrent la tâche aux gouvernants. Et je me souviens avoir entendu à la radio la déclaration de la garde civile disant qu'ils allaient d'abord réprimer le syndicalisme paysan dans la sierra, qui était plus faible – et ils ont vraiment tué un camarade là-bas – puis réprimer La Convención et enfin réprimer Chaupimayo. La police a en effet déclaré illégaux les syndicats et la Fédération. La Fédération ne se réunissait plus, si un syndicat se réunissait, la police le dissolvait à coups de crosse, alors les syndicats se sont mis à faire des réunions communes pour se protéger.

Une fois, lors d'une de ces réunions, un dirigeant syndical a rapporté qu'ils

Les Nôtres : Hugo Blanco

étaient allés dans son syndicat pour le capturer, mais qu'ils ne l'avaient pas trouvé. Ils n'ont trouvé qu'un enfant, qu'ils ont pris pour son fils et à qui ils ont demandé : « Où est ton père ? ». Le garçon ne le savait vraiment pas et le propriétaire a demandé au garde son arme et l'a menacé : « Si tu ne me dis pas où est ton père, je te tue ! ». Et quand le petit garçon a répété qu'il ne savait pas, il lui a tiré une balle dans le bras. Et à quelle autorité pouvait-il se plaindre si tout le monde était contre lui ? Eh bien, il fallait demander à l'assemblée. L'assemblée a décidé que je devais aller les aider, un camarade a dit que je ne pouvais pas quitter le territoire, mais je lui ai dit : « La situation est si grave que si vous décidez, j'irais ».

Nous venions de différents syndicats, certains armés, d'autres non. J'ai dit à ceux qui avaient des armes « courtes » de passer d'abord devant le commissariat – s'ils passaient, nous passerions. J'ai vu qu'il y avait un des gardes qui masquait sa tête avec un journal, il nous avait vus et allait nous prendre par derrière. Je lui ai dit que je voulais leur parler un moment, et j'ai dit qu'ils avaient tiré sur un enfant et que nous voulions arrêter le propriétaire qui avait tiré. « Et comme nous avons peu d'armes, nous sommes venus prendre des armes pour le faire. » Je me suis alors approché et j'ai dit : « Monsieur, levez les mains. » Il m'a répondu avec ironie : « Oh oui, je vais vous donner les armes... » J'ai dit : « Ne bougez pas ! Les mains en l'air ou je tire ! » Au lieu de lever les mains, il a sorti son arme et a tiré, mais c'est moi qui ai tiré en premier. Son tir est allé au plafond, une minute de plus, c'était moi le mort ! C'est lui qui avait donné l'arme au propriétaire pour qu'il tire sur le garçon, il avait mauvaise conscience. Et ils ont commencé à nous tirer dessus. Nous nous sommes mis à l'abri et nous avons dit : nous avons de la dynamite et une grenade ! C'était une grenade artisanale, fabriquée à partir d'une boîte de conserve de lait. Il y avait beaucoup de monde et j'ai dit à mes camarades : « Ne le touchez pas ! Un prisonnier, c'est sacré ! »

Le garde m'a dit : « Crois-tu que tu vas gagner ? ». Et je lui ai dit : « Tu es pauvre comme nous et tu défends les riches. Quel est le métier de ton père ? » Il m'a dit qu'il était mécanicien. Je lui ai dit : « Alors il est certainement avec nous ! » J'ai soulevé le blessé et j'ai appelé les secours pour le sauver. Je me suis présenté au garde survivant et je lui ai dit : « Je m'appelle Hugo Blanco et c'est moi qui ai tiré sur lui », pour qu'ils n'aillent pas pourchasser les gens



Ernest Mandel et Hugo Blanco lors d'une réunion de la direction de la IV^e Internationale

dans le village.

Puis, lorsqu'ils ont dénoncé à la police cette agression, on lui a demandé : « Et vous, comment se fait-il que vous soyez en vie ? » Le garde a répondu : « Je dois ma vie à Hugo Blanco ». Mais pourquoi avoir dit cela ? Ils l'ont arrêté pour lâcheté ! [Rires] J'ai fini par être arrêté moi aussi, mais quand j'ai été libéré et je suis revenu à Cuzco, j'ai rencontré un homme qui m'a demandé : « Vous souvenez-vous de cette situation avec le garde ? » Je lui ai répondu que oui, bien sûr que je m'en souvenais. « Tu te souviens que tu as dit que son père était avec toi ? C'est vrai. Je suis son frère et mon père était vraiment avec vous ! » [Rires]

Une autre fois, ils nous ont appelés pour organiser la lutte, ils avaient décidé la grève. Nous sommes arrivés, le groupe armé, et un camarade nous a demandé d'aller là où se trouvait le propriétaire terrien pour lui dire qu'ils ne travailleraient pas. Je lui ai dit oui, mais que nous étions en guerre contre les propriétaires terriens et comme nous avons besoin d'argent, d'armes, de montres, de radios, que nous allions prendre tout cela. Et il m'a dit : « Camarade, s'il te plaît, ne fais pas ça. Ils vont nous traiter de voleurs... » Je l'ai interpellé : « Mais nous sommes en guerre ! » Et il me répondit : « Mais ici, c'est notre territoire ! » J'ai donc rapidement décidé de suivre son ordre : « Ce que vous ordonnez, c'est ce que nous allons faire, parce que c'est vous qui êtes responsables de ce territoire. » C'est devenu une règle pour moi : ce n'est pas parce que nous sommes armés que nous allons nous imposer, les maîtres du territoire ce sont ceux qui y travaillent.

Même lorsqu'ils nous arrêtaient, les gardes ne commettaient plus d'exactions, car après de nombreux conflits, ils pensaient que de nouveaux groupes d'autodéfense pouvaient surgir de n'importe où. Effrayés par la situation, deux propriétaires

terriens ont demandé au gouvernement de procéder à une réforme agraire dans leurs fermes, afin qu'ils puissent encore conserver une partie des terres. Les fonctionnaires du gouvernement se rendaient alors là où se trouvaient les dirigeants paysans en leur disant : « Nous venons vous donner la terre sur ordre du gouvernement ». Et ils répondaient : « Ici, nous n'avons pas besoin de la loi sur la réforme agraire du gouvernement, ici on fait la loi de la réforme agraire des paysans ! Il n'y aura pas un centimètre de terre et pas un sou pour les propriétaires terriens ! » Et c'est ce qui s'est passé.

C'est important de le dire parce que certains disent que c'était la réforme agraire de Hugo Blanco. Mais j'étais en prison ! Nous avons toujours été clairs : c'est le collectif de La Convención qui a réalisé la réforme agraire.

Revista Movimiento : Et le procès ? C'est devenu un moment historique !

Hugo Blanco : Oui, j'étais censé être en prison à Cuzco, mais ils m'ont envoyé à Arequipa. Et ils m'ont gardé au secret, tout message que j'envoyais devait être tamponné par la police, seule la famille la plus proche pouvait me rendre visite. Et quand ils me rendaient visite, il y avait un sergent qui écoutait. Ma mère, au prix de beaucoup de sacrifices, est venue me rendre visite. Comme le castillan est moins affectueux que le quechua, j'ai voulu dire à ma mère en quechua combien je l'aimais. Et le sergent, qui ne parlait pas la langue, m'a interrompu : « Parle en castillan ! ». Je ne pouvais même pas dire à ma mère dans ma langue combien je l'aimais.

Un envoyé du Tribunal est venu me dire qu'une audience allait avoir lieu : « Vous êtes entre la peine de mort et 25 ans de prison, mais il y a un moyen de vous sauver ». Qu'est-ce que cela veut dire ? « Vous vous déclarez malade et nous vous expulserons vers le pays de votre choix ». Non, merci beaucoup, je suis

Les Nôtres : Hugo Blanco

en parfaite santé, ai-je répondu. Je voulais aller à l'audience, parce que je pouvais y dénoncer publiquement le rôle des latifundia et de la police. Eh bien, ils m'ont emmené à Tacna et là, ils ont annoncé partout que les « criminels » seraient jugés. Et ils m'ont séparé de mes camarades. Je leur ai dit : « C'est facile pour vous de sortir. Dites que vous êtes des paysans et des analphabètes et que le communiste Hugo Blanco vous a trompés. Dites cela et vous serez immédiatement libres ». Ils ont refusé de le faire.

Le siège de la garde civile était rempli de gens qui voulaient voir les « criminels ». Lorsque je suis entré dans la salle d'audience, j'ai vu mes camarades pour la première fois depuis trois ans. J'ai alors crié : « La terre ou la mort ! » et ils ont répondu : « Nous vaincrons ! ». Un capitaine a sonné la cloche et l'audience a commencé. J'ai profité du fait que la salle était pleine de monde pour dire : « Dans cette salle, les seuls criminels sont ceux qui nous jugent ! Et en plus, ce sont des lâches, parce qu'ils n'ont pas eu le courage de nous affronter. Ils envoient des "chorizos" comme vous pour qu'on s'entretue entre "chorizos". Et quand l'un d'entre vous survit, ces gens qui sont courageux derrière leur bureau ont l'impudence de vous accuser de lâcheté ». [Rires] Les gardes se sont sentis représentés, car lorsque le capitaine est sorti, ils m'ont dit : « Crie plus fort, petit frère !, répète "la terre ou la mort" pour que les gens l'entendent ». Et le tribunal rétorquait : « Nous ne sommes pas ici pour discuter de politique, nous sommes ici pour juger des faits concrets ! »

Le général qui était là a donc demandé la peine de mort pour moi. Mais il était obligé d'autoriser une dernière déclaration : « Autre chose à déclarer ? Mais s'il vous

plaît, ne revenez plus sur les abus des propriétaires terriens et de la police car nous en avons entendu suffisamment ». J'ai répondu : « D'accord, je n'en parlerai plus ». « Vous avez autre chose à déclarer ? » « Oui, si les changements sociaux que nous avons obtenus à La Convención méritent la peine de mort, qu'il en soit ainsi, mais que ce soit lui – j'ai montré le général – qui tire ! Qu'il ne salisse pas de mon sang les mains des gardes civils ou des gardes républicains, car ce sont des enfants du peuple et donc mes frères ! » Et la dernière fois lorsque j'ai crié « La terre ou la mort », toute la foule a répondu « Nous vaincrons ! ».

Un autre jour, c'était le jour des visites et il y avait beaucoup de gens, j'ai dû serrer tout le monde dans mes bras. Un homme s'est approché de moi et a enlevé son blouson en cuir noir – que je porte sur les photos qui sont devenues célèbres. Il l'a donné à mon avocat et a dit : « Donnez-le à Hugo Blanco pour qu'il le porte, mais dites-lui de se laisser tuer, de ne pas trahir ». Mes compagnons de cellule ont envoyé une lettre à la Haute Cour qui demandait ma condamnation à mort, en lui faisant comprendre que si ce que j'avais fait était un délit, je ne l'avais pas commis seul, et qu'ils devraient tous être condamnés à mort. J'ai envoyé une lettre à mes camarades et à mes proches pour leur dire que, s'il arrivait que je sois condamné à mort, personne ne devait s'humilier en demandant la clémence du président – qui avait le pouvoir de gracier. J'ai lu cette lettre lors d'une conférence au Vietnam contre la peine de mort. Et aussi la réponse : « Au nom de la famille, nous déclarons que nous sommes d'accord avec Hugo Blanco. Nous ne demanderons pas sa grâce ».

Il y a eu une campagne internationale de solidarité, à Paris c'est Jean-Paul

Sartre qui a animé un meeting... Ils ont finalement rendu la peine moins sévère, à savoir 25 ans.

Revista Movimento : Ensuite, sous le gouvernement Velasco, il y a eu une réforme agraire, non ?

Hugo Blanco : La lutte de La Convención s'est étendue à de nombreuses régions, ils ont occupé des terres etc. La bourgeoisie industrielle a craint que la rébellion de la campagne ne s'étende à la ville. De plus, pour eux, il était pratique que le paysan soit propriétaire de la terre et participe au marché intérieur en tant qu'acheteur et vendeur, n'est-ce pas ? Ils étaient opposés aux latifundios de type féodal et ont donc encouragé le coup d'État de Velasco.

À cette époque, j'ai reçu la visite d'un dirigeant du parti communiste qui m'a demandé : « Tu es condamné à 25 ans de prison, n'est-ce pas ? ». Oui, lui ai-je répondu. « Tu es en prison depuis longtemps, il te reste 18 ans... Si tu veux, tu peux sortir demain ». « Que veux-tu dire par là ? » « Si tu veux travailler en faveur de la réforme agraire de Velasco, si tu ne refuses pas le débat politique, si tu n'es pas sectaire... » « Ne t'inquiète pas, j'ai l'habitude de vivre en prison » – je lui ai dit, car – « c'est une chose d'être élu par le peuple, comme maire, comme conseiller... Élu, tu peux dire ce que tu penses. C'est autre chose d'être au service d'un gouvernement et de devoir dire que tout va bien. Et sur ordre de qui ? »

J'étais de la Confédération paysanne du Pérou (CCP) et la Confédération ne voulait pas s'agenouiller devant Velasco. Il a donc créé la Confédération nationale agraire. Deux autres prisonniers politiques sont venus et ont fait pression sur moi. Ils ont fini par me convaincre de travailler sur la réforme agraire en posant comme condition que ce ne sera pas la réforme agraire que je voulais, ni celle que le gouvernement préparait, mais que chaque secteur paysan soit consulté sur ce qu'il souhaitait. Un vœu pieux ! Demander à un gouvernement militaire d'être démocratique !

Ils m'ont interdit de quitter Lima puis ils m'ont expulsé vers le Mexique.

Aujourd'hui, quand on me demande quel a été le meilleur gouvernement du Pérou, je réponds que le moins pire a été celui qui m'a expulsé. Parce qu'en plus de la réforme agraire (à sa manière, bien sûr), il a nationalisé les mines, la pêche, le pétrole et les banques ! Des choses que même les gouvernements du « socialisme du XXI^e siècle » n'ont pas faites. C'est pourquoi, face aux attaques de la droite, je



Les Nôtres : Hugo Blanco

le défends. Mais bien sûr, quand une nationalisation n'est pas contrôlée par ceux d'en bas, elle sert à enrichir les bureaucraties et à leur remplir les poches.

Revista Movimiento : *Comme tu le disais, ils t'ont expulsé vers le Mexique... il y a beaucoup d'expulsions, n'est-ce pas ?*

Hugo Blanco : Ils m'ont expulsé vers le Mexique, de là je suis allé en Argentine, où ils m'ont arrêté. Ils m'ont dit : « *Nous te libérerons si tu trouves un pays qui t'accueille* ». Le Chili d'Allende était prêt à m'accueillir. Là, j'ai travaillé dans les cordons industriels (2), rédigeant le journal *El Cordonazo* dans la zone industrielle de Vikuña Mackenna.

À l'époque, la section suédoise d'Amnesty International m'a élu prisonnier de l'année. Dans ses statuts, Amnesty International déclarait qu'elle ne soutenait personne dans la lutte armée, mais mon cas relevait de l'autodéfense. Ensuite, avant le coup d'État au Chili, une commission d'Amnesty International s'est rendue dans ce pays et m'a dit que si quelque chose se produisait, je devais me rendre à l'ambassade de Suède. Je devais parler à l'ambassadeur, mais en raison de mon militantisme, je n'ai pas eu le temps et je n'y suis pas allé.

Lorsque le coup d'État a eu lieu, j'ai vécu dans un endroit différent où il n'y avait pas de politiciens ou quoi que ce soit d'autre. Heureusement, un camarade suédois qui militait avec nous m'a appelé : « *Que puis-je faire pour toi ?* » Je lui ai répondu : « *Demande l'asile à ton ambassade* ». Il a téléphoné et on lui a répondu qu'on ne donnait pas l'asile aux Péruviens. « *Mais c'est Hugo Blanco* ». « *Oh, oui, si c'est lui* ». L'ambassadeur a pris sa propre voiture et m'a emmené à l'ambassade. C'était chaotique, parce que les archives avaient brûlé et les putschistes cherchaient les

étrangers qui avaient travaillé avec Allende (et comme j'étais à gauche d'Allende, je n'ai pas travaillé avec lui). Mais comme il n'y avait pas de traité d'asile avec la Suède, nous devions nous rendre dans une ambassade latino-américaine et elles étaient toutes contrôlées par la police.

Celle du Mexique s'est proposée, mais elle était déjà pleine. Nous avons dû aller chez l'ambassadeur de Suède. Il m'a dit d'enlever ma barbe, de mettre des lunettes et de revêtir le costume et la cravate noire de son frère. Ils ont pris une photo et... je suis devenu Hans Blum, conseiller à l'ambassade de Suède.

Comme ils ne savaient pas qui était qui, ils ont dit aux étrangers de partir et aux Chiliens de rester. Cinq ambassadeurs nous ont accompagnés en voiture jusqu'à la porte de l'avion, car beaucoup ont été capturés après avoir franchi le contrôle, entre l'aéroport et l'avion.

Après trois jours au Mexique, la nouvelle arrive : « *Hugo Blanco est recherché. On dit qu'il est dans les Andes en train d'organiser la guérilla avec Altamirano. Le MIR [Movimiento de la Izquierda Revolucionaria] chilien l'a aidé à s'enfuir* ». Je me suis rendu en Argentine, car nous y avions des camarades du parti, et ils m'ont à nouveau capturé. Le prétexte invoqué était le séjour illégal, mais j'étais plus en règle que quiconque, j'avais payé un visa de trois mois. La pire prison que j'ai connue fut celle d'Argentine.

Avant d'arriver en Suède en 1973, j'ai fait une tournée en Europe occidentale et au Canada (pas aux États-Unis, bien sûr), dénonçant le coup d'État au Chili à l'invitation d'Amnesty International.

Mais j'ai ensuite réussi à me rendre aux États-Unis. À l'époque, nous avions un très bon parti aux États-Unis ! Puis ils ont merdé, ils ont capitulé devant Castro, Cuba et tout le reste. Alors que la guerre froide se terminait, l'URSS et les États-Unis ont conclu un accord en Finlande. Ils voulaient faire venir aux États-Unis Alexandre Soljenitsyne qui avait écrit l'Archipel du Goulag – un Russe contre la bureaucratie soviétique, ça leur plaisait n'est-ce pas ? Le gouvernement américain voulait qu'il vienne aux États-Unis et ils ont inséré dans l'accord une clause stipulant qu'un écrivain dont le livre était publié dans un autre pays pouvait se rendre aux États-Unis s'il était invité par l'éditeur à discuter du sujet.

Nous en avons profité, avant Soljenitsyne ! Comme les camarades avaient publié *La Terre ou la mort*, ils m'ont invité... et comme l'accord venait d'être

signé, le gouvernement ne pouvait pas dire non. Carter était président et il parlait beaucoup des droits de l'homme. Nous avons nommé la tournée « *Carter et les droits de l'homme en Amérique latine* » – c'est-à-dire Pinochet, les dictatures, etc. Ils ont dû supporter que je donne cette conférence dans 48 villes des États-Unis !

Revista Movimiento : *Tu retournes au Pérou pour les élections de 1977, en tant que candidat...*

Hugo Blanco : Je suis rentré au Pérou pour les élections à l'Assemblée constituante de juillet 1977. Mes camarades m'ont inscrit et, après une grande grève générale, le régime a laissé revenir les exilés. Ils ont dû me laisser revenir. C'est alors que je suis allé à Tacna et là, j'ai obtenu plus de voix qu'à Cuzco ! Car c'est là qu'il y avait eu le public de mon procès. Par démagogie, ils ont laissé des espaces libres pour la propagande politique. J'ai eu accès à cet espace au moment du « *paquetazo* », la hausse autoritaire des prix des produits de première nécessité. La Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP) avait appelé à deux jours de grève pour protester. C'est à ce moment que je suis passé à la télévision pour faire de la propagande électorale.

J'ai donc dit : « *Camarades, nous venons de subir un terrible "paquetazo". Qu'allez-vous faire ? Voter pour moi ? Non ! Les élections ne changeront rien. Cela changera avec la lutte sociale ! La CGTP appelle à la grève. Il est de notre devoir à tous d'y participer. Votez pour n'importe qui, mais faites la grève tous ensemble, comme un seul poing !* »

Comme l'espace était destiné à la propagande électorale et non à l'agitation pour la grève, en quelques heures, ils m'ont arrêté à nouveau, avec d'autres militants, et nous ont mis dans un avion pour la base antissubversive de Jujuy (Argentine). C'était dans le cadre de l'opération Condor. Ils allaient nous faire disparaître. À la descente de l'avion, un général nous a dit : « *Vous êtes des prisonniers de guerre !* ».

Heureusement pour nous, un photographe a pris des photos de l'avion péruvien à la base antissubversive en Argentine et les a publiées. Et comme c'était la Coupe du monde de football en Argentine, cela ne leur convenait plus que nous disparaissions. Je leur ai dit : je ne foulerai pas le sol argentin. Pourquoi ? Parce que je savais que si je descendais de l'avion, une bande paramilitaire m'attendrait et me ferait disparaître. Comme je n'avais pas de

2. Les cordons industriels furent des organes collectifs de démocratie ouvrière mis en place par certains secteurs de la classe ouvrière, d'influence marxiste ou socialiste, en 1972, comme le Cordon Cerrillos Maipú (juin 1972), et dont le développement se fit très fort dès la première grève des patrons, en octobre 1972, avec la création des cordons Vikuña Mackenna ou O'Higgins et des Commandos Communaux Gare Centrale et Renca à Santiago, mais aussi à Concepción, dans le port de Valparaíso, dans l'industrie électronique d'Arica ou à Punta Arenas. Chaque cordon consistait en la réunion des travailleurs d'entreprises ou de fabriques d'une même zone géographique, qui mutualisaient leur capacité productive par échange ponctuel de ressources matérielles ou humaines (tentant de pallier le manque d'ingénieurs et de cadres alors eux aussi en grève) et en assurant en commun les tours de garde de leur outil de travail pour les sauvegarder du sabotage. Au moment du coup d'État, le 11 septembre 1973, on comptait 31 cordons, dont 8 à Santiago du Chili.



passport, parce qu'ils ne m'avaient pas dit de l'apporter, j'ai exigé que nous allions voir le consul du Pérou. De là, je suis allé en Suède. Aujourd'hui encore, j'ai une résidence en Suède.

Mais comme j'avais dit de voter pour n'importe qui, les gens ont voté pour moi, et j'ai été élu avec le plus de voix. [Tout le monde rit]

Revista Movimiento : Dans les années 1980, tu as été membre du parlement pour le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT). Comment s'est déroulée cette expérience ? Tu as été là pendant longtemps.

Hugo Blanco : C'était très négatif. Ils ont laissé la gauche se faire élire, mais en tant que minorité. Ils nous laissaient parler autant que nous voulions, mais au moment du vote, les transnationales l'emportaient... et la presse ne publiait rien. Ils ont écrit que j'attachais mon pantalon avec une cordelette, que je portais des sandales, que je ne prenais pas de douche... c'est tout.

J'ai été suspendu une fois. Parce qu'un juge, je crois qu'il était à la tête d'un tribunal, je ne sais plus lequel, avait demandé au gouvernement de dialoguer avec le Sentier lumineux (*Sendero Luminoso*) – qui en était à ses débuts, il n'avait pas encore commis les barbaries qu'il a commises plus tard. Pour cela, les parlementaires l'ont traité de « senderiste ». Et j'ai dit : vous n'avez pas besoin d'être un senderiste pour proposer de dialoguer. C'est précisément avec nos ennemis que nous devons parler. Par exemple, je n'ai rien contre le fait de parler à des criminels, à des assassins comme Pinochet, comme Hitler ou comme le général Noel – ce dernier était chef de la police d'Ayacucho et

parlementaire de droite. « Retirez votre offense au général Noel ! » J'ai répondu : « Oui, je retire mes paroles, car Noel n'est pas un assassin, c'est un génocidaire ! » [Rires] Ils ont suspendu la séance et m'ont rappelé le lendemain. Ils ont insisté pour que je retire mes paroles. J'ai dit : « Au nom de tous les journalistes assassinés à Uchuraccay, au nom de tous les paysans tués : Noel est un assassin... et un génocidaire. » « Suspendu pour 120 jours ! » ont-ils dit.

Bien des années plus tard, lorsque Fujimori est tombé et a démissionné de la présidence en envoyant un fax, une Commission de la vérité a été nommée et a prouvé que non seulement Noel était un meurtrier, mais qu'il utilisait des fours crématoires et avait tué de très nombreuses personnes. Le tribunal l'a condamné, il s'est enfui puis est revenu mourir à Lima. C'est pourquoi je demande toujours une indemnisation – le paiement des 120 jours – parce que mes paroles étaient la vérité la plus pure. Il est évident que c'était un meurtrier...

Mais je ne pense pas qu'ils me paieront.

Revista Movimiento : Après ton retour, déjà dans les années 1990, tu es devenu sénateur...

Hugo Blanco : Oui, mais comme je l'ai dit, c'est quand j'étais sur place que j'ai le moins servi. Bien sûr, j'ai accompagné les mobilisations. Il y en avait beaucoup ici et les gardes s'étaient spécialisés dans les coups sur la tête. Ils ont séparé mon crâne de mon cerveau, et quand vous êtes vieux, votre cerveau rétrécit et les veines superfi-

cielles le relie, alors un petit coup a rompu l'une de ces veines et ils ont dû m'opérer. Le chirurgien m'a dit qu'à partir de ce moment, je devrais porter un chapeau, car c'est la même maladie que celle dont souffrent les boxeurs lorsqu'ils sont âgés. « Vous n'êtes pas un boxeur, vous êtes un agitateur. C'est la même chose dans ce cas-là, n'est-ce pas ? » [Rires] C'est pour cela que je porte un chapeau. C'est ce qu'on me faisait quand j'étais député. Ils me séparaient des autres députés de gauche, me traitaient de « tueur de gardes de merde » et me frappaient sur la tête.

Dans mon livre, je parle de l'opération, lorsque j'ai demandé aux médecins de ne pas m'injecter le néolibéralisme et que Galeano m'a dit que cela n'arriverait pas, que la crainte était que je me réveille « cuerdo » [en pleine possession de mes facultés mentales], mais l'opération s'est très bien passée, car je suis resté le même vieux fou.

Revista Movimiento : Une dernière question. Comment vois-tu la situation politique, non seulement au Pérou, mais aussi dans le monde ? Quel message adresserais-tu aux jeunes qui commencent à se battre pour un monde nouveau ?

Hugo Blanco : Je pense que le système capitaliste est en crise. Le gouvernement Trump en est une illustration. L'affaire Odebrecht (3) en est un autre exemple. Ou encore le Brexit. Et il y a aussi des expres-



3. Une affaire de corruption entre l'entreprise de BTP brésilienne Odebrecht et des personnalités politiques de tout bord, notamment des chefs d'État, principalement d'Amérique latine, ainsi qu'avec Petrobras. Cette entreprise aurait versé, entre 2001 et 2016, près de 788 millions de dollars de pots-de-vin en échange de l'obtention de marchés publics et de législation favorable à ses activités dans dix pays latino-américains – Brésil, Argentine, Colombie, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Mexique, Panama, Pérou, Venezuela, ainsi que deux pays africains – Angola et Mozambique.



sions de la lutte de ceux d'en bas – les zapatistes et d'autres.

Les peuples autochtones sont de plus en plus respectés. Pourquoi ? Ils disent que nous sommes primitifs, et nous le sommes, parce que la société originelle était dirigée par la collectivité et non par l'individu. De plus, une autre caractéristique des « primitifs » est qu'il y avait une grande solidarité et aussi un grand amour et un grand respect de la nature. C'est une caractéristique des peuples indigènes du monde entier, et pas seulement ici. Par exemple, en Afrique du Sud, un anthropologue a placé des bonbons et des fruits au pied d'un arbre et a dit aux enfants de courir et que le premier à atteindre l'arbre recevrait tous les fruits et les bonbons. Les enfants se sont donné la main, ont couru ensemble et ont tous mangé. L'enseignant demanda : « Mais pourquoi avez-vous fait cela ? Alors que le premier arrivé aurait eu tout ? ». Ils répondirent : « Si l'un d'entre nous manque de bonbons et de fruits, nous souffrons tous ».

Ce principe, appelé *Ubuntu*, est un principe indigène. Les peuples indigènes sont en plein essor, parce que le néolibéralisme s'attaque féroce­ment à la nature et que les peuples indigènes ont ce principe

de défense de la nature. Les écologistes eux-mêmes accordent plus d'importance aux peuples indigènes.

Dans l'éditorial du numéro du journal sur lequel je travaille et qui paraîtra bientôt, je parle de la corruption. La corruption fait partie du système. Et la seule façon d'éviter la corruption c'est de confier la responsabilité à tout le monde, et non à l'individu. Je citerai deux exemples : le premier est celui des zapatistes, l'autre celui de la municipalité de Limatambo à Cuzco, où les paysans de la Fédération ont dit : « Si nous sommes la majorité, pourquoi les propriétaires terriens seraient-ils les maires ? Désignons l'un des nôtres. Non pas pour qu'il dirige, mais pour que l'assemblée dirige ». C'est ainsi qu'il a été élu lors d'un vote à bulletins secrets. Souvent, les choses se font contre la volonté du maire, qui a un droit de vote comme n'importe quel électeur. Le village voisin a également décidé d'envoyer des délégués et c'est ainsi que l'assemblée est devenue une assemblée communale et de quartier. Elle se réunit tous les trois mois. Et la municipalité doit rendre compte de ce que tout le monde décide. C'était merveilleux parce qu'aucune communauté n'a été laissée sans eau, sans routes, il y a eu des toi-

lettes publiques qui n'existent même pas dans la capitale du département, une belle piscine publique, une maison où dorment les étudiants qui viennent de loin, et c'est la mairie qui est responsable des travaux publics. C'est la communauté qui gouverne, pas l'individu, c'est le principe.

Je ne suis pas sûr de la victoire. Le néolibéralisme porte de nombreuses atteintes à la nature, comme l'exploitation minière à ciel ouvert, l'agro-industrie, entre autres, mais la pire menace c'est, selon moi, le réchauffement climatique. Si le grand capital continue de régner, l'humanité disparaîtra, y compris les capitalistes, toute l'humanité. Les deux plus grands émetteurs de chaleur du monde, la Chine et les États-Unis, ne veulent pas y mettre un terme. Ils pourraient faire disparaître l'espèce humaine.

Revista Movimiento : Peut-être pas, peut-être que nous vaincrons.

Hugo Blanco : Bien sûr ! Il faut se battre pour qu'ils ne le fassent pas. C'est pourquoi je dis qu'avant, mon aspiration c'était l'égalité sociale. Aujourd'hui, il y a un motif plus important : la survie de mon espèce.